



SBÍRKA MEZINÁRODNÍCH SMLUV

ČESKÁ REPUBLIKA

Částka 26

Rozeslána dne 21. července 2015

Cena Kč 384,–

O B S A H:

42. Sdělení Ministerstva zahraničních věcí o přijetí Osmého dodatkového protokolu k Ústavě světové poštovní unie, Prvního dodatkového protokolu ke Generálnímu řádu Světové poštovní unie, Světové poštovní úmluvě a Ujednání o poštovních peněžních službách
-

42

SDĚLENÍ

Ministerstva zahraničních věcí

Ministerstvo zahraničních věcí sděluje, že dne 12. srpna 2008 byla v Ženevě přijata a jménem České republiky podepsána následující Akta Světové poštovní unie:

Osmý dodatkový protokol k Ústavě světové poštovní unie,

První dodatkový protokol ke Generálnímu řádu Světové poštovní unie,

Světová poštovní úmluva a

Ujednání o poštovních peněžních službách.

S Akty vyslovil souhlas Parlament České republiky a prezident republiky je ratifikoval. Ratifikační listina České republiky byla uložena u generálního ředitele Mezinárodního úřadu Světové poštovní unie, depozitáře Akt, dne 3. února 2015.

Při ratifikaci Akt bylo učiněno následující prohlášení:

„Česká republika prohlašuje, že bude aplikovat Akta přijatá tímto Kongresem v souladu se svými povinnostmi podle Smlouvy o založení Evropského společenství a Všeobecné dohody o obchodu službami Světové obchodní organizace.“

Akta vstoupila v platnost dne 1. ledna 2010. Pro Českou republiku vstoupila v platnost podle článku 16 Vídeňské úmluvy o smluvním právu¹⁾ dne 3. února 2015.

Světová poštovní úmluva a Ujednání o poštovních peněžních službách, přijaté v Ženevě dne 12. srpna 2008 nahradily Světovou poštovní úmluvu a Ujednání o poštovních peněžních službách, přijaté v Bukurešti dne 5. října 2004²⁾.

Francouzské znění Akt a jejich překlad do českého jazyka se vyhláší současně.

¹⁾ Vídeňská úmluva o smluvním právu, přijatá dne 23. května 1969 ve Vídni, byla vyhlášena pod č. 15/1988 Sb.

²⁾ Světová poštovní úmluva a Ujednání o poštovních peněžních službách, přijaté dne 5. října 2004 v Bukurešti, byly vyhlášeny pod č. 31/2011 Sb. m. s.

Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Table des matières

Article

I. (art. 1 bis modifié)

II. (art. 4 modifié)

III. (art. 8 modifié)

IV. (art. 11 modifié)

V. (art. 22 modifié)

VI. (art. 25 modifié)

VII. (art. 29 modifié)

VIII. (art. 32 modifié)

IX.

X.

Définitions

Relations exceptionnelles

Unions restreintes. Arrangements spéciaux

Adhésion ou admission à l'Union. Procédure

Actes de l'Union

Signature, authentification, ratification et autres modes d'appro-
bation des Actes de l'Union

Présentation des propositions

Arbitrages

Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

Mise à exécution et durée du protocole additionnel à la Consti-
tution de l'Union postale universelle

Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Genève, vu l'article 30.2 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

Article I

(Article 1bis modifié)

Définitions

1. Aux fins des Actes de l'Union postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:
 - 1.1 Service postal: ensemble des prestations postales dont l'étendue est déterminée par les organes de l'Union. Les principales obligations s'attachant à ces prestations consistent à répondre à certains objectifs sociaux et économiques des Pays-membres, en assurant la collecte, le tri, la transmission et la distribution des envois postaux.
 - 1.2 Pays-membre: pays qui remplit les conditions énoncées à l'article 2 de la Constitution.
 - 1.3 Territoire postal unique (un seul et même territoire postal): obligation pour les parties contractantes des Actes de l'UPU d'assurer, selon le principe de réciprocité, l'échange des envois de la poste aux lettres dans le respect de la liberté de transit et de traiter indistinctement les envois postaux provenant des autres territoires et transitant par leur pays comme leurs propres envois postaux.
 - 1.4 Liberté de transit: principe selon lequel **un Pays-membre** intermédiaire est **tenu de garantir le transport des** envois postaux qui lui sont remis en transit **à destination d'un autre Pays-membre**, en réservant à ce courrier le même traitement que celui appliqué aux envois du régime intérieur.
 - 1.5 Envoi de la poste aux lettres: envois décrits dans la Convention.
 - 1.6 Service postal international: opérations ou prestations postales réglementées par les Actes. Ensemble de ces opérations ou prestations.
 - 1.7 **Opérateur désigné: toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par le Pays-membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des Actes de l'Union sur son territoire.**
 - 1.8 **Réserve: une réserve est une disposition dérogatoire par laquelle un Pays-membre vise à exclure ou à modifier l'effet juridique d'une clause d'un Acte, autre que la Constitution et le Règlement général, dans son application à ce Pays-membre. Toute réserve doit être compatible avec l'objet et le but de l'Union tels que définis**

dans le préambule et l'article premier de la Constitution. Elle doit être dûment motivée et approuvée par la majorité requise pour l'approbation de l'Acte concerné et insérée dans son Protocole final.

Article II

(Article 4 modifié)

Relations exceptionnelles

Les **Pays-membres** dont les **opérateurs désignés** desservent des territoires non compris dans l'Union sont **tenus** d'être les intermédiaires des autres **Pays-membres**. Les dispositions de la Convention et de ses Règlements sont applicables à ces relations exceptionnelles.

Article III

(Article 8 modifié)

Unions restreintes. Arrangements spéciaux

1. Les Pays-membres, ou leurs **opérateurs désignés** si la législation de ces **Pays-membres** ne s'y oppose pas, peuvent établir des Unions restreintes et prendre des arrangements spéciaux concernant le service postal international, à la condition toutefois de ne pas y introduire des dispositions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues par les Actes auxquels les Pays-membres intéressés sont parties.

2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions de l'Union, au Conseil d'administration ainsi qu'au Conseil d'exploitation postale.

3. L'Union peut envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions des Unions restreintes.

Article IV

(Article 11 modifié)

Adhésion ou admission à l'Union. Procédure

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

2. Tout pays souverain non membre de l'Organisation des Nations Unies peut demander son admission en qualité de Pays-membre de l'Union.

3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Elle est adressée par le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international, qui, selon le cas, notifie l'adhésion ou consulte les Pays-membres sur la demande d'admission.

4. Le pays non membre de l'Organisation des Nations Unies est considéré comme admis en qualité de Pays-membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. Les Pays-membres qui n'ont pas répondu dans le délai de quatre mois **à compter de la date de la consultation** sont considérés comme s'abstenant.

5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification.

Article V

(Article 22 modifié)

Actes de l'Union

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union et ne peut pas faire l'objet de réserves.
2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres et ne peut pas faire l'objet de réserves.
3. La Convention postale universelle, le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux comportent les règles communes applicables au service postal international ainsi que les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres. **Les Pays-membres veillent à ce que leurs opérateurs désignés remplissent les obligations découlant de la Convention et de ses Règlements.**
4. Les Arrangements de l'Union et leurs Règlements règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres et des colis postaux entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces **Pays-membres. Les Pays-membres signataires veillent à ce que leurs opérateurs désignés remplissent les obligations découlant des Arrangements et de leurs Règlements.**
5. Les Règlements, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.
6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés sous 3 à 5 contiennent les réserves à ces Actes.

Article VI

(Article 25 modifié)

Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

1. Les Actes de l'Union issus du Congrès sont signés par les plénipotentiaires des Pays-membres.
2. Les Règlements sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil d'exploitation postale.
3. La Constitution est ratifiée aussitôt que possible par les pays signataires.
4. L'approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire.
5. Lorsqu'un **Pays-membre** ne ratifie pas la Constitution ou n'approuve pas les autres Actes signés par lui, la Constitution et les autres Actes n'en sont pas moins valables pour les **Pays-membres** qui les ont ratifiés ou approuvés.

Article VII

(Article 29 modifié)

Présentation des propositions

1. **Tout** Pays-membre a le droit de présenter, soit au Congrès, soit entre deux Congrès, des propositions concernant les Actes de l'Union auxquels **il** est partie.
2. Toutefois, les propositions concernant la Constitution et le Règlement général ne peuvent être soumises qu'au Congrès.
3. En outre, les propositions concernant les Règlements sont soumises directement au Conseil d'exploitation postale, mais elles doivent être transmises au préalable par le Bureau international à **tous les Pays-membres et à tous les opérateurs désignés**.

Article VIII

(Article 32 modifié)

Arbitrages

En cas de différend entre deux ou plusieurs **Pays-membres** relativement à l'interprétation des Actes de l'Union ou de la responsabilité dérivant, pour **un Pays-membre**, de l'application de ces Actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral.

Article IX

Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.
2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.
3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés sous 1 et 2 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Article X

Mise à exécution et durée du protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le **1^{er} janvier 2010** et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à **Genève**, le **12 août 2008**.

Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle

Tables des matières

Article

I.	(art. 101bis nouveau)	Fonctions du Congrès
II.	(art. 102 modifié)	Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration
III.	(art. 103 modifié)	Information sur les activités du Conseil d'administration
IV.	(art. 104 modifié)	Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale
V.	(art. 105 modifié)	Information sur les activités du Conseil d'exploitation postal
VI.	(art. 106 modifié)	Composition, fonctionnement et réunions du Comité consultatif
VII.	(art. 107 modifié)	Information sur les activités du Comité consultatif
VIII.	(art. 110 modifié)	Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service
IX.	(art. 112 modifié)	Fonctions du Directeur général
X.	(art. 114 modifié)	Secrétariat des organes de l'Union
XI.	(art. 116 modifié)	Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes
XII.	(art. 118 modifié)	Formules fournies par le Bureau international
XIII.	(art. 119 modifié)	Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux
XIV.	(art. 121 modifié)	Rapport biennal sur les activités de l'Union
XV.	(art. 122 modifié)	Procédure de présentation des propositions au Congrès
XVI.	(art. 123 modifié)	Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès
XVII.	(art. 124 modifié)	Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès
XVIII.	(art. 125 modifié)	Examen des propositions entre deux Congrès
XIX.	(art. 126 modifié)	Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
XX.	(art. 128 modifié)	Fixation et règlement des dépenses de l'Union
XXI.	(art. 130 modifié)	Classes de contribution
XXII.	(art. 131 modifié)	Païement des fournitures du Bureau international
XXIII.	(art. 132 modifié)	Procédure d'arbitrage
XXIV.	(art. 135 modifié)	Modification, mise à exécution et durée du Règlement général
XXV.		Adhésion au Protocole additionnel
XXVI.		Mise à exécution et durée du Protocole additionnel au Règlement général

Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Genève, vu l'article 22.2 de la Constitution conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, adopté les modifications suivantes au Règlement général.

Article I

(Article 101bis)

Fonctions du Congrès

1. Sur la base des propositions des Pays-membres, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, le Congrès:
 - 1.1 détermine les politiques générales pour la réalisation de la mission et du but de l'Union énoncés dans le préambule de la Constitution et à son article premier;
 - 1.2 examine et adopte, le cas échéant, les propositions de modification à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et aux Arrangements formulées par les Pays-membres et les Conseils, conformément aux articles 29 de la Constitution et 122 du Règlement général;
 - 1.3 fixe la date d'entrée en vigueur des Actes;
 - 1.4 adopte son Règlement intérieur et les amendements y relatifs;
 - 1.5 examine des rapports complets sur les travaux présentés respectivement par le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Comité consultatif couvrant la période écoulée depuis le Congrès précédent, conformément aux dispositions des articles 103, 105 et 107 du Règlement général;
 - 1.6 adopte la stratégie de l'Union;
 - 1.7 fixe le montant maximal des dépenses de l'Union, conformément à l'article 21 de la Constitution;
 - 1.8 élit les Pays-membres siégeant au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale;
 - 1.9 élit le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international;
 - 1.10 fixe par résolution le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, en chinois, en portugais et en russe.
2. Le Congrès, en tant qu'organe suprême de l'Union, traite d'autres questions concernant notamment les services postaux.

Article II

(Article 102 modifié)

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration (Const. 17)

1. Le Conseil d'administration se compose de quarante et un membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.
2. La présidence est dévolue de droit au **Pays-membre** hôte du Congrès. Si ce **Pays-membre** se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions prévues sous 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil d'administration élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le **Pays-membre** hôte.
3. Les quarante autres membres du Conseil d'administration sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.
4. Chaque membre du Conseil d'administration désigne son représentant, qui doit être compétent dans le domaine postal.
5. Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.
6. Le Conseil d'administration a les attributions suivantes:
 - 6.1 superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès, en tenant compte des décisions du Congrès, en étudiant les questions concernant les politiques gouvernementales en matière postale et en tenant compte des politiques réglementaires internationales telles que celles qui sont relatives au commerce des services et à la concurrence;
 - 6.2 examiner et approuver, dans le cadre de ses compétences, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
 - 6.3 favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;
 - 6.4 examiner et approuver le **Programme et** budget biennal et les comptes de l'Union;
 - 6.5 autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article 128.3 à 5;
 - 6.6 arrêter le Règlement financier de l'UPU;
 - 6.7 arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;
 - 6.8 arrêter les règles régissant le Fonds spécial;
 - 6.9 arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales;
 - 6.10 arrêter les règles régissant le Fonds volontaire;
 - 6.11 assurer le contrôle de l'activité du Bureau international;
 - 6.12 autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article 130.6;
 - 6.13 autoriser le changement de groupe géographique, si un **Pays-membre** le demande, en tenant compte des avis exprimés par les **Pays-membres** des groupes géographiques concernés;
 - 6.14 arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus;
 - 6.15 créer ou supprimer les postes de travail du Bureau international en tenant compte des restrictions liées au plafond des dépenses fixé;

- 6.16 arrêter le Règlement du Fonds social;
- 6.17 approuver les rapports biennaux établis par le Bureau international sur les activités de l'Union et sur la gestion financière et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à leur sujet;
- 6.18 décider des contacts à prendre avec les **Pays-membres** pour remplir ses fonctions;
- 6.19 après consultation du Conseil d'exploitation postale, décider des contacts à prendre avec les organisations qui ne sont pas des observateurs de droit, examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les relations de l'UPU avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner; désigner, en temps utile, après consultation du Conseil d'exploitation postale et du Secrétaire général, les organisations internationales, les associations, les entreprises et les personnes qualifiées qui doivent être invitées à se faire représenter à des séances spécifiques du Congrès et de ses Commissions, lorsque cela est dans l'intérêt de l'Union ou peut profiter aux travaux du Congrès, et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;
- 6.20 arrêter, au cas où il le juge utile, les principes dont le Conseil d'exploitation postale doit tenir compte lorsqu'il étudiera des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), suivre de près l'étude de ces questions et examiner et approuver, pour en assurer la conformité avec les principes précités, les propositions du Conseil d'exploitation postale portant sur les mêmes sujets;
- 6.21 étudier, à la demande du Congrès, du Conseil d'exploitation postale ou des **Pays-membres**, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international; il appartient au Conseil d'administration de décider, dans les domaines susmentionnés, s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les **Pays-membres** dans l'intervalle des Congrès;
- 6.22 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des **Pays-membres** conformément à l'article 125;
- 6.23 approuver, dans le cadre de ses compétences, les recommandations du Conseil d'exploitation postale concernant l'adoption, si nécessaire, d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 6.24 examiner le rapport annuel établi par le Conseil d'exploitation postale et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;
- 6.25 soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil d'exploitation postale, conformément à l'article 104.9.16;
- 6.26 désigner le **Pays-membre** siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101.4;
- 6.27 déterminer, en temps utile et après consultation du Conseil d'exploitation postale, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;
- 6.28 désigner, après consultation du Conseil d'exploitation postale et sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles:
- d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;
 - de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;
- 6.29 examiner et approuver, **en consultation avec le Conseil d'exploitation postale**, le projet de **stratégie** à présenter au Congrès;
- 6.30 **approuver le rapport quadriennal, établi par le Bureau international en consultation avec le Conseil d'exploitation postale, sur les résultats des Pays-membres quant à la**

mise en œuvre de la stratégie de l'Union approuvée par le Congrès précédent, pour soumission au Congrès suivant;

- 6.31** établir le cadre pour l'organisation du Comité consultatif et approuver l'organisation du Comité consultatif, conformément aux dispositions de l'article 106;
- 6.32** établir des critères d'adhésion au Comité consultatif et approuver ou rejeter les demandes d'adhésion selon ces critères, en s'assurant que ces dernières soient traitées suivant une procédure accélérée, entre les réunions du Conseil d'administration;
- 6.33** désigner **ses** membres qui feront partie du Comité consultatif;
- 6.34** réceptionner les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif et en débattre, et examiner les recommandations de ce dernier pour soumission au Congrès.

7. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.

8. Sur convocation de son Président, le Conseil d'administration se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.

9. Le Président, les Vice-Présidents **et** les Présidents des Commissions du Conseil **d'administration forment** le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'administration. Il approuve, au nom du Conseil d'administration, le rapport biennal établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et il assume toute autre tâche que le Conseil d'administration décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

10. **Les frais de voyage** du représentant de chacun des membres du Conseil d'administration participant aux sessions de cet organe, **sont à la charge de son Pays-membre. Toutefois, le représentant de chacun des Pays-membres classés parmi les pays en développement ou les pays les moins avancés conformément aux listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions ayant lieu pendant le Congrès,** au remboursement soit du prix d'un billet d'avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1^{re} classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet d'avion aller et retour en classe économique. Le même droit est accordé au représentant de chaque membre de ses Commissions, de ses Groupes de travail ou de ses autres organes lorsque ceux-ci se réunissent en dehors du Congrès et des sessions du Conseil.

11. Le Président du Conseil d'exploitation postale représente celui-ci aux séances du Conseil d'administration à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige.

12. Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'administration lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'exploitation postale peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'administration en qualité d'observateurs.

14. **Le Pays-membre** où le Conseil d'administration se réunit est **invité** à participer aux réunions en qualité d'observateur, **s'il** n'est pas membre du Conseil d'administration.

15. Le Conseil d'administration peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international, tout représentant d'association ou d'entreprise ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions **un** ou plusieurs **Pays-membres intéressés** à des questions prévues à son ordre du jour.

16. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration, sans droit de vote:

16.1 membres du Conseil d'exploitation postale;

16.2 membres du Comité consultatif;

16.3 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'administration;

16.4 autres Pays-membres de l'Union.

17. Pour des raisons logistiques, le Conseil d'administration peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

18. Les membres du Conseil d'administration participent effectivement à ses activités. Les observateurs peuvent, à leur demande, être autorisés à collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail et des Equipes de projet lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des observateurs s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.

19. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

Article III

(Article 103 modifié)

Information sur les activités du Conseil d'administration

1. Après chaque session, le Conseil d'administration informe les Pays-membres, **leurs opérateurs désignés**, les Unions restreintes et les membres du Comité consultatif sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'administration fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux **Pays-membres, à leurs opérateurs désignés** et aux membres du Comité consultatif au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article IV

(Article 104 modifié)

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale (Const. 18)

1. Le Conseil d'exploitation postale se compose de quarante membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. Les membres du Conseil d'exploitation postale sont élus par le Congrès, en fonction d'une répartition géographique spécifiée. Vingt-quatre sièges sont réservés aux **Pays-membres** en développement et seize sièges aux **Pays-membres** développés. Le tiers au moins des membres est renouvelé à l'occasion de chaque Congrès.

3. Chaque membre du Conseil d'exploitation postale désigne son représentant qui assume les responsabilités mentionnées dans les Actes de l'Union en matière de prestation de services.
4. Les frais de fonctionnement du Conseil d'exploitation postale sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des **Pays-membres** participant au Conseil d'exploitation postale sont à la charge de **ces Pays-membres**. Toutefois, le représentant de chacun des **Pays-membres** considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1^{re} classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.
5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil d'exploitation postale choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président **et** les Présidents des **Commissions**.
6. Le Conseil d'exploitation postale arrête son Règlement intérieur.
7. En principe, le Conseil d'exploitation postale se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil d'administration et le Directeur général du Bureau international.
8. Le Président, le Vice-Président **et** les Présidents des Commissions du Conseil d'exploitation postale **forment** le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'exploitation postale et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.
9. Les attributions du Conseil d'exploitation postale sont les suivantes:
 - 9.1 conduire l'étude des problèmes d'exploitation, commerciaux, techniques, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour tous les Pays-membres de l'Union **ou leurs opérateurs désignés**, notamment des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), élaborer des informations et des avis à leur sujet et recommander des mesures à prendre à leur égard;
 - 9.2 procéder à la révision des Règlements de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement; en cas d'urgente nécessité, le Conseil d'exploitation postale peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions; dans les deux cas, le Conseil d'exploitation postale reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux;
 - 9.3 coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;
 - 9.4 entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
 - 9.5 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des **Pays-membres** conformément à l'article 125; l'approbation du Conseil d'administration est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;
 - 9.6 examiner, à la demande d'un Pays-membre, toute proposition que **ce Pays-membre** transmet au Bureau international selon l'article 124, en préparer les commentaires et charger le Bureau de les annexer à ladite proposition avant de la soumettre à **l'approbation des Pays-membres**;

- 9.7 recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil d'administration et consultation de l'ensemble des **Pays-membres**, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 9.8 élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux **Pays-membres et à leurs opérateurs désignés**, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable; de même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies;
- 9.9 **apporter au Conseil d'administration les éléments nécessaires à l'élaboration du projet de stratégie à soumettre au Congrès;**
- 9.10 approuver le rapport biennal établi par le Bureau international sur les activités de l'Union dans ses parties qui ont trait aux responsabilités et fonctions du Conseil d'exploitation postale;
- 9.11 décider des contacts à prendre avec les **Pays-membres et leurs opérateurs désignés** pour remplir ses fonctions;
- 9.12 procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les **Pays-membres et leurs opérateurs désignés ainsi que les pays nouveaux et en développement;**
- 9.13 prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains **Pays-membres et leurs opérateurs désignés** dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
- 9.14 étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;
- 9.15 prendre, après entente avec le Conseil d'administration, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union **et leurs opérateurs désignés et**, en particulier, avec les pays nouveaux et en développement **et leurs opérateurs désignés;**
- 9.16 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil d'exploitation postale, par le Conseil d'administration ou par **tout Pays-membre ou opérateur désigné;**
- 9.17 réceptionner et discuter les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif, et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, examiner et faire des observations au sujet des recommandations du Comité consultatif pour soumission au Congrès;
- 9.18 désigner **ses** membres qui feront partie du Comité consultatif.
10. Sur la base **de la stratégie** de l'Union **adoptée** par le Congrès et, en particulier, de la partie afférente aux stratégies des organes permanents de l'Union, le Conseil d'exploitation postale établit, à sa session suivant le Congrès, un programme de travail de base contenant un certain nombre de tactiques visant à la réalisation des stratégies. Ce programme de base, comprenant un nombre limité de travaux sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun, est révisé chaque année en fonction des réalités et des priorités **nouvelles**.
11. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'administration peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'exploitation postale en qualité d'observateurs.
12. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'exploitation postale:

- 12.1 membres du Conseil d'administration;
 - 12.2 membres du Comité consultatif;
 - 12.3 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'exploitation postale;
 - 12.4 autres Pays-membres de l'Union.
13. Pour des raisons logistiques, le Conseil d'exploitation postale peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.
14. Les membres du Conseil d'exploitation postale participent effectivement à ses activités. Les observateurs peuvent, à leur demande, être autorisés à collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail et des Equipes de projet lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des observateurs s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.
15. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.
16. Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'exploitation postale lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.
17. Le Conseil d'exploitation postale peut inviter à ses réunions, sans droit de vote:
- 17.1 tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;
 - 17.2 **tout Pays-membre** n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale;
 - 17.3 toute association ou entreprise qu'il souhaite consulter sur des questions concernant ses activités.

Article V

(Article 105 modifié)

Information sur les activités du Conseil d'exploitation postale

- 1. Après chaque session, le Conseil d'exploitation postale informe les Pays-membres, **leurs opérateurs désignés**, les Unions restreintes et les membres du Comité consultatif sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.
- 2. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Conseil d'administration, un rapport annuel sur ses activités.
- 3. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Pays-membres de l'Union, **à leurs opérateurs désignés et aux** membres du Comité consultatif au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article VI

(Article 106 modifié)

Composition, fonctionnement et réunions du Comité consultatif

1. Le Comité consultatif a pour but de représenter les intérêts du secteur postal au sens large du terme et de servir de cadre à un dialogue efficace entre les parties intéressées. Il comprend des organisations non gouvernementales représentant des clients, des fournisseurs de services de distribution, des organisations de travailleurs, des fournisseurs de biens et de services œuvrant pour le secteur des services postaux, et des organismes similaires regroupant des particuliers, ainsi que des entreprises **souhaitant contribuer à la réalisation de la mission et des objectifs de l'Union**. Si ces organisations sont enregistrées, elles doivent l'être dans un Pays-membre de l'Union. Le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale désignent leurs membres respectifs siégeant en tant que membres du Comité consultatif. En dehors des membres désignés par le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, l'adhésion au Comité consultatif est déterminée à l'issue d'un processus de dépôt de demande et d'acceptation de celle-ci, établi par le Conseil d'administration et réalisé conformément à l'article 102.6.31.

2. Chaque membre du Comité consultatif désigne son propre représentant.

3. Les frais de fonctionnement du Comité consultatif sont répartis entre l'Union et les membres du Comité, selon les modalités déterminées par le Conseil d'administration.

4. Les membres du Comité consultatif ne bénéficient d'aucune rémunération ou rétribution.

5. Le Comité consultatif se réorganise après chaque Congrès, selon le cadre établi par le Conseil d'administration. Le Président du Conseil d'administration préside la réunion d'organisation du Comité consultatif, au cours de laquelle on procède à l'élection du Président dudit Comité.

6. Le Comité consultatif détermine son organisation interne et établit son propre règlement intérieur, en tenant compte des principes généraux de l'Union et sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, après consultation du Conseil d'exploitation postale.

7. Le Comité consultatif se réunit deux fois par an. En principe, les réunions ont lieu au siège de l'Union au moment des sessions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale. La date et le lieu de chaque réunion sont fixés par le Président du Comité consultatif, en accord avec les Présidents du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Comité consultatif établit son propre programme dans le cadre de la liste des attributions ci-après:

- 8.1 examiner les documents et les rapports appropriés du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale; dans des circonstances exceptionnelles, le droit de recevoir certains textes et documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe; par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié;
- 8.2 mener des études et débattre de questions importantes pour les membres du Comité consultatif;
- 8.3 examiner les questions concernant le secteur des services postaux et présenter des rapports sur ces questions;

- 8.4 contribuer aux travaux du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, notamment par la présentation de rapports et de recommandations, et par la présentation d'avis à la demande des deux Conseils;
- 8.5 faire des recommandations au Congrès, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, moyennant examen et commentaire de ce dernier.
9. Le Président du Conseil d'administration et le Président du Conseil d'exploitation postale représentent ces organes aux réunions du Comité consultatif lorsque l'ordre du jour de ces réunions comprend des questions intéressant ces organes.
10. Pour assurer une liaison efficace avec les organes de l'Union, le Comité consultatif peut désigner des représentants pour participer aux réunions du Congrès, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale ainsi que de leurs Commissions respectives en qualité d'observateurs sans droit de vote.
11. A leur demande, les membres du Comité consultatif peuvent assister aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, conformément aux articles 102.16 et 104.12. Ils peuvent également participer aux travaux des Equipes de projet et des Groupes de travail aux termes des articles 102.18 et 104.14. Les membres du Comité consultatif peuvent participer au Congrès en qualité d'observateurs sans droit de vote.
12. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions du Comité consultatif:
- 12.1 membres du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale;
- 12.2 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Comité consultatif;
- 12.3 Unions restreintes;
- 12.4 autres membres de l'Union.
13. Pour des raisons logistiques, le Comité consultatif peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.
14. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.
15. Le Bureau international, sous la responsabilité du Directeur général, assure le secrétariat du Comité consultatif.

Article VII

(Article 107 modifié)

Information sur les activités du Comité consultatif

1. Après chaque session, le Comité consultatif informe le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale de ses activités en adressant aux Présidents de ces organes, entre autres, un compte rendu analytique de ses réunions ainsi que ses recommandations et avis.

2. Le Comité consultatif fait au Conseil d'administration un rapport d'activité annuel et en envoie un exemplaire au Conseil d'exploitation postale. Ce rapport est inclus dans la documentation du Conseil d'administration fournie aux Pays-membres de l'Union, **à leurs opérateurs désignés** et aux Unions restreintes, conformément à l'article 103.

3. Le Comité consultatif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet **aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés** au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article VIII

(Article 110 modifié)

Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour la documentation de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la documentation de base la plus importante. D'autres langues sont également utilisées, à condition que les Pays-membres qui en font la demande en supportent tous les coûts.

2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique.

3. La documentation est publiée par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.

4. La documentation publiée directement par le Bureau international est, dans la mesure du possible, distribuée simultanément dans les différentes langues demandées.

5. Les correspondances entre les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction.

6. Les frais de traduction vers une langue quelle qu'elle soit, y compris ceux résultant de l'application des dispositions prévues sous 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Les Pays-membres utilisant la langue officielle versent, au titre de la traduction des documents non officiels, une contribution forfaitaire dont le montant par unité contributive est égal à celui supporté par les Pays-membres ayant recours à l'autre langue de travail du Bureau international. Tous les autres frais afférents à la fourniture des documents sont supportés par l'Union. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.

7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les **Pays-membres** intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées sous 9.

11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées sous 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

13. **Les Pays-membres et/ou leurs opérateurs désignés** peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

Article IX

(Article 112 modifié)

Fonctions du Directeur général

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal. Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 2 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades. Pour les nominations dans les grades P 1 à D 2, il doit prendre en considération les qualifications professionnelles des candidats recommandés par **les Pays-membres** dont ils ont la nationalité, ou dans lesquels ils exercent leur activité professionnelle, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues. Les postes de grade D 2 doivent, dans toute la mesure possible, être pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international. Dans le cas de postes exigeant des qualifications spéciales, le Directeur général peut s'adresser à l'extérieur. Il tient également compte, lors de la nomination d'un nouveau fonctionnaire, de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. Lors de la promotion d'un fonctionnaire du Bureau international aux grades D 2, D 1 et P 5, il n'est pas tenu à l'application du même principe. En outre, les exigences d'une équitable répartition géographique et des langues passent après le mérite dans le processus de recrutement. Le Directeur général informe le Conseil d'administration une fois par an des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 2.

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:

- 2.1 assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci;
- 2.2 notifier les décisions prises par le Congrès à tous les Gouvernements des Pays-membres;
- 2.3 notifier à l'ensemble des **Pays-membres et à leurs opérateurs désignés** les Règlements arrêtés ou révisés par le Conseil d'exploitation postale;
- 2.4 préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil d'administration; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil d'administration et l'exécuter;
- 2.5 exécuter les activités spécifiques demandées par les organes de l'Union et celles que lui attribuent les Actes;
- 2.6 prendre les initiatives visant à réaliser les objectifs fixés par les organes de l'Union, dans le cadre de la politique établie et des fonds disponibles;

- 2.7 soumettre des suggestions et des propositions au Conseil d'administration ou au Conseil d'exploitation postale;
- 2.8 après la clôture du Congrès, présenter au Conseil d'exploitation postale les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, conformément au Règlement intérieur du Conseil d'exploitation postale;
- 2.9 préparer, à l'intention du Conseil **d'administration** et sur la base des directives données par **les Conseils**, le projet de **stratégie** à soumettre au **Congrès**;
- 2.10 établir, pour approbation par le Conseil d'administration, un rapport quadriennal sur les résultats des Pays-membres quant à la mise en œuvre de la stratégie de l'Union approuvée par le Congrès précédent, qui sera soumis au Congrès suivant;**
- 2.11 assurer la représentation de l'Union;
- 2.12 servir d'intermédiaire dans les relations entre:
- l'UPU et les Unions restreintes;
 - l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
 - l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
 - l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises que les organes de l'Union souhaitent consulter ou associer à leurs travaux;
- 2.13** assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:
- à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
 - à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
 - au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;
- 2.14** assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

Article X

(Article 114 modifié)

Secrétariat des organes de l'Union (Const. 14, 15, 17, 18)

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. Il adresse tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux **Pays-membres** de l'organe **et à leurs opérateurs désignés**, aux **Pays-membres et à leurs opérateurs désignés** qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres Pays-membres **et à leurs opérateurs désignés** qui en font la demande.

Article XI

(Article 116 modifié)

Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes (Const. 20, Règl. gén. 124, 125, 126)

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale, **des Pays-membres et de leurs opérateurs désignés** pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.

2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les **Pays-membres et par leurs opérateurs désignés** en vue de connaître l'opinion des autres **Pays-membres et de leurs opérateurs désignés** sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

4. Il peut intervenir à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal.

Article XII

(Article 118 modifié)

Formules fournies par le Bureau international (Const. 20)

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les coupons-réponse internationaux et d'en approvisionner, au prix de revient, les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** qui en font la demande.

Article XIII

(Article 119 modifié)

Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux (Const. 8)

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.

2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informe les **Pays-membres et leurs opérateurs désignés** de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil d'administration toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

Article XIV

(Article 121 modifié)

Rapport biennal sur les activités de l'Union (Const. 20, Règl. gén. 102.6.17)

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport biennal qui est communiqué, après approbation par le Conseil d'administration, aux **Pays-membres et à leurs opérateurs désignés**, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

Article XV

(Article 122 modifié)

Procédure de présentation des propositions au Congrès (Const. 29)

1. Sous réserve des exceptions prévues sous 2 et 5, la procédure ci-après règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les Pays-membres:

- a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;

- b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;
- c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux **Pays-membres**;
- d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit **Pays-membres**; les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;
- e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.

2. Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues sous 1 sont respectées.

3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif. **De même, chaque proposition susceptible d'entraîner des dépenses substantielles pour l'Union doit être accompagnée de son impact financier préparé par le Pays-membre auteur, en consultation avec le Bureau international, afin de déterminer les ressources financières nécessaires à son exécution.**

4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les **Pays-membres** qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.

5. La procédure prescrite sous 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

Article XVI

(Article 123 modifié)

Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès

1. Les Règlements de la Convention postale universelle et de l'Arrangement concernant les services **postaux de paiement** sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

2. Les propositions de conséquence aux amendements qu'il est proposé d'apporter à la Convention ou à l'Arrangement concernant les services **postaux de paiement** doivent être soumises au Bureau international en même temps que les propositions au Congrès auxquelles elles se rapportent. Elles peuvent être soumises par **un seul Pays-membre**, sans l'appui des autres Pays-membres. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres, au plus tard un mois avant le Congrès.

3. Les autres propositions concernant les Règlements, censées être examinées par le Conseil d'exploitation postale en vue de l'élaboration des nouveaux Règlements dans les six mois suivant le Congrès, doivent être soumises au Bureau international au moins deux mois avant le Congrès.

4. Les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, qui sont soumises par **les Pays-membres**, doivent parvenir au Bureau international au plus tard deux mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres **et à leurs opérateurs désignés**, au plus tard un mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale.

Article XVII

(Article 124 modifié)

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 116)

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par **un Pays-membre** entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres **Pays-membres**. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.

2. Ces propositions sont adressées aux autres **Pays-membres** par l'intermédiaire du Bureau international.

3. Les propositions concernant les Règlements n'ont pas besoin d'appui, mais ne sont prises en considération par le Conseil d'exploitation postale que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité.

Article XVIII

(Article 125 modifié)

Examen des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 116, 124)

1. Toute proposition concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals est soumise à la procédure suivante: **lorsqu'un** Pays-membre a envoyé une proposition au Bureau international, ce dernier la transmet à **tous les** Pays-membres pour examen. **Ceux-ci** disposent d'un délai de deux mois pour examiner la proposition et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations au Bureau international. Les amendements ne sont pas admis. A la fin de ce délai de deux mois, le Bureau international transmet **aux Pays-membres** toutes les observations qu'il a reçues et invite **chaque Pays-membre** ayant le droit de vote à voter pour ou contre la proposition. **Les Pays-membres** qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont **considérés** comme s'étant **abstenus**. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

2. Les propositions de modification des Règlements sont traitées par le Conseil d'exploitation postale.

3. Si la proposition concerne un Arrangement ou son Protocole final, **seuls les Pays-membres** qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées sous 1.

Article XIX

(Article 126 modifié)

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 124, 125)

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une notification du Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres.

2. Les modifications apportées par le Conseil d'exploitation postale aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont notifiées **aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés** par le

Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 36.3.2 de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

Article XX

(Article 128 modifié)

Fixation et règlement des dépenses de l'Union (Const. 22)

1. Sous réserve des dispositions prévues sous 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années **2009** et suivantes: 37 000 000 francs suisses pour les années **2009 et 2010**, **37 235 000** francs suisses pour les années **2011 et 2012**. La limite de base pour **2012** s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour **2012**.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de 2 900 000 francs suisses.

3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées sous 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève.

4. Le Conseil d'administration est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

5. Par dérogation aux dispositions prévues sous 1, le Conseil d'administration, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125 000 francs suisses par année.

6. Si les crédits prévus sous 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.

8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil d'administration. Ces parts contributives doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison **de 6% par an** à partir du **quatrième** mois.

9. Lorsque les arriérés de contributions obligatoires hors intérêts dues à l'Union par un Pays-membre sont égaux ou supérieurs à la somme des contributions de ce Pays-membre pour les deux exercices financiers précédents, ce Pays-membre peut céder irrévocablement à l'Union tout ou partie de ses créances sur d'autres Pays-membres, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration. Les conditions de cession de créances sont à définir selon un accord convenu entre le Pays-membre, ses débiteurs/créanciers et l'Union.

10. Les Pays-membres qui, pour des raisons juridiques ou autres, sont dans l'impossibilité d'effectuer une telle cession s'engagent à conclure un plan d'amortissement de leurs comptes arriérés.

11. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le recouvrement des arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union ne pourra pas s'étendre à plus de dix années.

12. Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté, en capital, de l'intégralité de ses dettes arriérées.

13. Un Pays-membre peut également être libéré, dans le cadre d'un plan d'amortissement de ses comptes arriérés approuvé par le Conseil d'administration, de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir; la libération est toutefois subordonnée à l'exécution complète et ponctuelle du plan d'amortissement dans un délai convenu de dix ans au maximum.

14. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil d'administration. Ce Fonds est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres.

15. En ce qui concerne les insuffisances passagères de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Ce Gouvernement surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès.

16. Les dispositions mentionnées sous 9 à 13 s'appliquent par analogie aux frais de traduction facturés par le Bureau international aux Pays-membres affiliés aux groupes linguistiques.

Article XXI

(Article 130 modifié)

Classes de contribution (Const. 21, Règl. gén. 115, 128)

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:

classe de 50 unités;

classe de 45 unités;

classe de 40 unités;

classe de 35 unités;

classe de 30 unités;

classe de 25 unités;

classe de 20 unités;

classe de 15 unités;

classe de 10 unités;

classe de 5 unités;

classe de 3 unités;

classe de 1 unité;

classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil d'administration.

2. Outre les classes de contribution énumérées sous 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à **la classe de contribution à laquelle il appartient durant une période minimale équivalente à celle située entre deux Congrès. Ce changement est annoncé au plus tard lors du Congrès. A la fin de la période entre deux Congrès, le Pays-membre revient automatiquement à son nombre d'unités de contribution**

d'origine, sauf s'il décide de continuer à payer un nombre d'unités de contribution supérieur. Le paiement de contributions supplémentaires augmente d'autant les dépenses.

3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21.4 de la Constitution.

4. Les Pays-membres peuvent **se ranger** ultérieurement **dans une** classe de contribution inférieure, à la condition que **la demande de** changement soit **envoyée** au Bureau international au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. **Le Congrès donne un avis non contraignant au sujet de ces demandes de changement de classe de contribution. Le Pays-membre est libre de suivre l'avis du Congrès. La décision finale du Pays-membre doit être transmise au Secrétariat du Bureau international avant la fin du Congrès.** Cette **demande de changement** prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès. Les Pays-membres qui n'ont pas fait connaître leur souhait de changer de classe de contribution dans les délais prescrits sont maintenus dans la classe de contribution à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.

5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois.

6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil d'administration peut autoriser un déclassement temporaire d'une classe, une seule fois entre deux Congrès, à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie. Dans les mêmes circonstances, le Conseil d'administration peut également autoriser le déclassement temporaire de Pays-membres n'appartenant pas à la catégorie des pays les moins avancés et déjà rangés dans la classe de 1 unité en les faisant passer dans la classe de 0,5 unité.

7. En application des dispositions prévues sous 6, le déclassement temporaire peut être autorisé par le Conseil d'administration pour une période maximale de deux ans ou jusqu'au prochain Congrès, si celui-ci a lieu avant la fin de cette période. A l'expiration de la période fixée, le pays concerné réintègre automatiquement sa classe initiale.

8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 4 et 5, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

Article XXII

(Article 131 modifié)

Païement des fournitures du Bureau international (Règl. gén. 118)

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux **Pays-membres et à leurs opérateurs désignés** doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 5% par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Article XXIII

(Article 132 modifié)

Procédure d'arbitrage (Const. 32)

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, **chacun** des **Pays-membres** en cause **choisit un** Pays-membre qui n'est pas directement **intéressé** dans le litige. Lorsque plusieurs **Pays-membres** font cause commune, **ils** ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour **un seul**.

2. Au cas où **l'un des Pays-membres** en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois **à partir de la date de son envoi**, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par **le Pays-membre défaillant** ou en désigne un lui-même, d'office.
3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique, qui peut être le Bureau international.
4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.
5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, **un autre Pays-membre** également **désintéressé** dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, **ce Pays-membre** est **désigné** par le Bureau international parmi les **Pays-membres** non **proposés** par les arbitres.
6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des **Pays-membres** qui participent à cet Arrangement.
7. **En cas de différend à régler par le jugement arbitral entre opérateurs désignés, les opérateurs concernés saisissent leurs Pays-membres pour agir en vertu de la procédure prévue sous 1 à 6.**

Article XXIV

(Article 135 modifié)

Modification, mise à exécution et durée du Règlement général

Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès.

Le présent Règlement général sera mis à exécution le 1^{er} janvier 2006 et demeurera en vigueur pour une période indéterminée.

Article XXV

Adhésion au Protocole additionnel

Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps. Les instruments d'adhésion y relatifs doivent être déposés auprès Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Article XXVI

Mise à exécution et durée du Protocole additionnel au Règlement général

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le 1^{er} janvier 2010 et demeurera en vigueur pour une période indéterminée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même du Règlement général, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à Genève, le 12 août 2008.

Convention postale universelle

Table des matières

Première partie

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique

Dispositions générales

- | | |
|------|--|
| Art. | |
| 1. | Définitions |
| 2. | Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention |
| 3. | Service postal universel |
| 4. | Liberté de transit |
| 5. | Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables |
| 6. | Taxes |
| 7. | Exonération des taxes postales |
| 8. | Timbres-poste |
| 9. | Sécurité postale |
| 10. | Développement durable |
| 11. | Infractions |

Deuxième partie

Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1

Offre de prestations

12. Services de base
13. Services supplémentaires
14. Courrier électronique, EMS, logistique intégrée et nouveaux services
15. Envois non admis. Interdictions
16. Matières radioactives et **substances infectieuses** admissibles
17. Réclamations
18. Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits
19. Echange de dépêches closes avec des unités militaires
20. Normes et objectifs en matière de qualité de service

Chapitre 2

Responsabilité

21. Responsabilité des **opérateurs désignés**. Indemnités
22. Non-responsabilité des **Pays-membres et des opérateurs désignés**
23. Responsabilité de l'expéditeur
24. Paiement de l'indemnité
25. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le **destinataire**

Chapitre 3

Dispositions particulières à la poste aux lettres

26. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

Troisième partie

Rémunération

Chapitre 1

Dispositions particulières à la poste aux lettres

27. Frais terminaux. Dispositions générales
28. Frais terminaux. Dispositions applicables aux **flux de courrier entre les opérateurs désignés des pays du système cible**

- 29.** Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les **opérateurs désignés des** pays du système transitoire
- 30.** Fonds pour l'amélioration de la qualité de service
- 31.** Frais de transit

Chapitre 2

Autres dispositions

- 32.** Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien
- 33.** Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux
- 34.** Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

Quatrième partie

Dispositions finales

- 35.** Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements
- 36.** Réserves présentées lors du Congrès
- 37.** Mise à exécution et durée de la Convention

Protocole final de la Convention postale universelle

Art.

- I. Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse
- II. Taxes
- III. Exception à l'exonération des taxes postales en faveur des cécogrammes
- IV. Services de base
- V. Avis de réception
- VI. Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)
- VII. Interdictions (poste aux lettres)
- VIII. Interdictions (colis postaux)
- IX. Matières radioactives et substances infectieuses admissibles**
- X. Objets passibles de droits de douane
- XI. Réclamations
- XII. Taxe de présentation à la douane
- XIII. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres
- XIV. Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles
- XV. Tarifs spéciaux

Convention postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.3 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans la présente Convention, les règles applicables au service postal international.

Première partie

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique

Dispositions générales

Article premier

Définitions

1. Aux fins de la Convention postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:
 - 1.1 **colis: envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement concernant les colis postaux;**
 - 1.2 dépêche close: sac ou ensemble de sacs ou d'autres récipients étiquetés, plombés ou cachetés, contenant des envois postaux;
 - 1.3 **dépêches mal acheminées: récipients reçus par un bureau d'échange autre que celui indiqué sur l'étiquette (du sac);**
 - 1.4 **envois mal dirigés: envois reçus par un bureau d'échange, mais qui étaient destinés à un bureau d'échange dans un autre Pays-membre;**
 - 1.5 envoi postal: terme générique désignant chacune des expéditions effectuées par la poste (envoi de la poste aux lettres, colis postal, mandat de poste, etc.);
 - 1.6 frais de transit: rémunération pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (**opérateur désigné**, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial, maritime et/ou aérien des dépêches;
 - 1.7 frais terminaux: rémunération due à **l'opérateur désigné du pays** de destination par **l'opérateur désigné du pays expéditeur** à titre de compensation des frais liés au traitement des envois de la poste aux lettres reçus dans le pays de destination;

- 1.8 opérateur désigné: toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par le Pays-membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des Actes de l'Union sur son territoire;**
- 1.9 petit paquet: envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement de la poste aux lettres;**
- 1.10** quote-part territoriale d'arrivée: rémunération due à **l'opérateur désigné du pays** de destination par **l'opérateur désigné du pays expéditeur** à titre de compensation des frais de traitement d'un colis postal dans le pays de destination;
- 1.11** quote-part territoriale de transit: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (**opérateur désigné**, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial et/ou aérien, pour l'acheminement d'un colis postal à travers son territoire;
- 1.12** quote-part maritime: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur (**opérateur désigné**, autre service ou combinaison des deux) participant au transport maritime d'un colis postal;
- 1.13** service postal universel: prestation permanente aux clients de services postaux de base de qualité, en tout point du territoire d'un pays, à des prix abordables;
- 1.14** transit à découvert: transit, par un pays intermédiaire, d'envois dont le nombre ou le poids ne justifie pas la confection d'une dépêche close pour le pays de destination.

Article 2

Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention

1. Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les affaires postales. En outre, les Pays-membres communiquent au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur son ou leurs territoires. Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux et les opérateurs désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.

Article 3

Service postal universel

1. Pour renforcer le concept d'unicité du territoire postal de l'Union, les Pays-membres veillent à ce que tous les utilisateurs/clients jouissent du droit à un service postal universel qui correspond à une offre de services postaux de base de qualité, fournis de manière permanente en tout point de leur territoire, à des prix abordables.

2. A cette fin, les Pays-membres établissent, dans le cadre de leur législation postale nationale ou par d'autres moyens habituels, la portée des services postaux concernés ainsi que les conditions de qualité et de prix abordables en tenant compte à la fois des besoins de la population et de leurs conditions nationales.

3. Les Pays-membres veillent à ce que les offres de services postaux et les normes de qualité soient respectées par les opérateurs chargés d'assurer le service postal universel.

4. Les Pays-membres veillent à ce que la prestation du service postal universel soit assurée de manière viable, garantissant ainsi sa pérennité.

Article 4

Liberté de transit

1. Le principe de la liberté de transit est énoncé à l'article premier de la Constitution. Il entraîne l'obligation, pour chaque **Pays-membre, de s'assurer que ses opérateurs désignés acheminent** toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs **qu'ils emploient** pour **leurs** propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui **leur** sont livrés par **un autre opérateur désigné**. Ce principe s'applique également aux **envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées**.

2. Les Pays-membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des **substances infectieuses** ou des matières radioactives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les cécogrammes. Cela s'applique également aux imprimés, aux périodiques, aux revues, aux petits paquets et aux sacs M dont le contenu ne satisfait pas aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans le pays traversé.

3. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestre et maritime est limitée au territoire des pays participant à ce service.

4. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays-membres qui ne participent pas au service des colis postaux ne peuvent être obligés d'assurer l'acheminement, par voie de surface, des colis-avion.

5. Si un Pays-membre n'observe pas les dispositions concernant la liberté de transit, les autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce **Pays-membre**.

Article 5

Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables

1. Tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit, sauf si ledit envoi a été saisi en application de la législation du pays d'origine ou de destination et, en cas d'application de l'article 15.2.1.1 ou 15.3, selon la législation du pays de transit.

2. L'expéditeur d'un envoi postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier ou corriger l'adresse. Les taxes et les autres conditions sont prescrites aux Règlements.

3. Les Pays-membres **s'assurent que leurs opérateurs désignés réexpédient** des envois postaux, en cas de changement d'adresse du destinataire, et **renvoient** à l'expéditeur des envois non distribuables. Les taxes et les autres conditions sont énoncées dans les Règlements.

Article 6

Taxes

1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux et spéciaux sont fixées par les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale et** en conformité avec les principes énoncés dans la Convention et **ses** Règlements. Elles doivent en principe être liées aux coûts afférents à la fourniture de ces services.

2. **Le Pays-membre d'origine ou son opérateur désigné fixe, en fonction de la législation nationale,** les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres et des colis postaux. Les taxes d'affranchissement comprennent la remise des envois au domicile des

destinataires, pour autant que le service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit.

3. Les taxes appliquées, y compris celles mentionnées à titre indicatif dans les Actes, doivent être au moins égales à celles appliquées aux envois du régime intérieur présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).

4. Les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale**, sont **autorisés** à dépasser toutes les taxes indicatives figurant dans les Actes.

5. Au-dessus de la limite minimale des taxes fixée sous 3, les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation **nationale** pour les envois de la poste aux lettres et pour les colis postaux déposés **sur le territoire du Pays-membre**. Ils ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal.

6. Il est interdit de percevoir sur les clients des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans les Actes.

7. Sauf les cas prévus dans les Actes, chaque **opérateur désigné** garde les taxes **qu'il a** perçues.

Article 7

Exonération des taxes postales

1. Principe

1.1 Les cas de franchise postale, en tant qu'exonération du paiement de l'affranchissement, sont expressément prévus par la Convention. Toutefois, les Règlements peuvent fixer des dispositions prévoyant tant l'exonération du paiement de l'affranchissement que l'exonération du paiement des frais de transit, des frais terminaux et des quotes-parts d'arrivée pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux relatifs au service postal envoyés par les **Pays-membres, les opérateurs désignés** et les Unions restreintes. En outre, les envois de la poste aux lettres et les colis postaux expédiés par le Bureau international de l'UPU à destination des Unions restreintes, **des Pays-membres et des opérateurs désignés** sont considérés comme des envois relatifs au service postal et sont exonérés de toutes taxes postales. Cependant, **le Pays-membre d'origine ou son opérateur désigné** a la faculté de percevoir des surtaxes aériennes pour ces derniers envois.

2. Prisonniers de guerre et internés civils

2.1 Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste. Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.

2.2 Les dispositions prévues sous 2.1 s'appliquent également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux envois des services financiers postaux, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste.

- 2.3 Les bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux concernant les personnes visées sous 2.1 et 2.2 qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire.
- 2.4 Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.
- 2.5 Dans le cadre du règlement des comptes entre les **opérateurs désignés**, les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.
3. Cécogrammes
- 3.1 Les cécogrammes sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes.

Article 8

Timbres-poste

1. L'appellation «timbre-poste» est protégée en vertu de la présente Convention et est réservée exclusivement aux timbres qui remplissent les conditions de cet article et des Règlements.
2. Le timbre-poste:
- 2.1 est émis **et mis en circulation exclusivement sous l'autorité du Pays-membre ou du territoire**, conformément aux Actes de l'Union;
- 2.2 est un attribut de souveraineté et **constitue une** preuve du paiement de l'affranchissement correspondant à sa valeur intrinsèque, lorsqu'il est apposé sur un envoi postal conformément aux Actes de l'Union;
- 2.3 doit être en circulation **dans le Pays-membre ou** sur le territoire **émetteur**, pour une utilisation aux fins d'affranchissement ou **à des fins philatéliques, selon sa législation nationale**;
- 2.4 **doit être accessible à tous les habitants du Pays-membre ou du territoire émetteur.**
3. **Le timbre-poste comprend:**
- 3.1 le nom du Pays-membre ou du territoire **émetteur**, en caractères latins¹;
- 3.2 **la valeur faciale exprimée:**
- 3.2.1 **en principe, dans la monnaie officielle du Pays-membre ou du territoire émetteur, ou présentée sous la forme d'une lettre ou d'un symbole;**
- 3.2.2 **par d'autres signes d'identification spécifiques.**
4. Les emblèmes d'Etat, les signes officiels de contrôle et les emblèmes d'organisations intergouvernementales figurant sur les timbres-poste sont protégés, au sens de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

¹ Une dérogation est accordée à la Grande-Bretagne, en tant que pays inventeur du timbre-poste.

5. Les sujets et motifs des timbres-poste doivent:
 - 5.1 être conformes à l'esprit du préambule de la Constitution de **l'Union** et aux décisions prises par les organes de l'Union;
 - 5.2 être en rapport étroit avec l'identité culturelle du **Pays-membre ou du territoire** ou contribuer à la promotion de la culture ou au maintien de la paix;
 - 5.3 avoir, en cas de commémoration de personnalités ou d'événements étrangers au **Pays-membre** ou au territoire, un lien étroit avec ledit **Pays-membre** ou territoire;
 - 5.4 être dépourvu de caractère politique ou offensant pour une personnalité ou un pays;
 - 5.5 revêtir une signification importante pour le **Pays-membre ou pour le territoire**.
6. Les marques d'affranchissement postal, les empreintes de machines à affranchir et les empreintes de presses d'imprimerie ou d'autres procédés d'impression ou de timbrage conformes aux Actes de **l'Union** ne peuvent être utilisés que sur autorisation du **Pays-membre ou du territoire**.

Article 9

Sécurité postale

1. Les Pays-membres **et leurs opérateurs désignés doivent adopter et mettre** en œuvre une stratégie d'action en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître la confiance du public dans les services postaux, et ce dans l'intérêt de tous les agents concernés. Une telle stratégie devra impliquer l'échange des informations relatives au maintien de la sûreté et de la sécurité de transport et de transit des dépêches entre les Pays-membres **et leurs opérateurs désignés**.

Article 10

Développement durable

Les Pays-membres **et/ou leurs opérateurs désignés** doivent adopter et mettre en œuvre une stratégie **de développement durable** dynamique **portant tout particulièrement sur des actions environnementales, sociales et économiques** à tous les niveaux de l'exploitation postale et promouvoir la sensibilisation aux questions **de développement durable** dans le cadre des services postaux.

Article 11

Infractions

1. Envois postaux
 - 1.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes ci-après et pour poursuivre et punir leurs auteurs:
 - 1.1.1 insertion dans les envois postaux de stupéfiants, de substances psychotropes ou de matières explosibles, inflammables ou autrement dangereuses, non expressément autorisée par la Convention;
 - 1.1.2 insertion dans les envois postaux d'objets à caractère pédophile ou pornographique représentant des enfants.
2. Affranchissement en général et moyens d'affranchissement en particulier
 - 2.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir, réprimer et punir les infractions relatives aux moyens d'affranchissement prévus par la présente Convention, à savoir:

- 2.1.1 les timbres-poste, en circulation ou retirés de la circulation;
- 2.1.2 les marques d'affranchissement;
- 2.1.3 les empreintes de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;
- 2.1.4 les coupons-réponse internationaux.
- 2.2 Aux fins de la présente Convention, une infraction relative aux moyens d'affranchissement s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de procurer un enrichissement illégitime à son auteur ou à un tiers. Doivent être punis:
 - 2.2.1 la falsification, l'imitation ou la contrefaçon de moyens d'affranchissement, ou tout acte illicite ou délictueux lié à leur fabrication non autorisée;
 - 2.2.2 l'utilisation, la mise en circulation, la commercialisation, la distribution, la diffusion, le transport, la présentation ou l'exposition, y compris à des fins publicitaires, de moyens d'affranchissement falsifiés, imités ou contrefaits;
 - 2.2.3 l'utilisation ou la mise en circulation à des fins postales de moyens d'affranchissement ayant déjà servi;
 - 2.2.4 les tentatives visant à commettre l'une des infractions susmentionnées.
- 3. Réciprocité
 - 3.1 En ce qui concerne les sanctions, aucune distinction ne doit être établie entre les actes prévus sous 2, qu'il s'agisse de moyens d'affranchissement nationaux ou étrangers; cette disposition ne peut être soumise à aucune condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

Deuxième partie

Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1

Offre de prestations

Article 12

Services de base

- 1. Les Pays-membres **doivent veiller à ce que leurs opérateurs désignés** assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des envois de la poste aux lettres.
- 2. Les envois de la poste aux lettres comprennent:
 - 2.1 les envois prioritaires et non prioritaires jusqu'à 2 kilogrammes;
 - 2.2 les lettres, cartes postales, imprimés et petits paquets jusqu'à 2 kilogrammes;
 - 2.3 les cécogrammes jusqu'à 7 kilogrammes;
 - 2.4 les sacs spéciaux contenant des journaux, des écrits périodiques, des livres et des documents imprimés semblables, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, dénommés «sacs M», jusqu'à 30 kilogrammes.

3. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon la rapidité de leur traitement ou selon leur contenu, conformément au Règlement de la poste aux lettres.
4. Des limites de poids supérieures à celles indiquées sous 2 s'appliquent facultativement à certaines catégories d'envois de la poste aux lettres, selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.
5. **Sous réserve des dispositions sous 8, les Pays-membres doivent également veiller à ce que leurs opérateurs désignés** assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des colis postaux jusqu'à 20 kilogrammes, soit en suivant les dispositions de la Convention, soit, dans le cas des colis partants et après accord bilatéral, en employant tout autre moyen plus avantageux pour leur client.
6. Des limites de poids supérieures à 20 kilogrammes s'appliquent facultativement à certaines catégories de colis postaux, selon les conditions précisées dans le Règlement concernant les colis postaux.
7. Tout **Pays-membre** dont l'**opérateur désigné** ne se charge pas du transport des colis a la faculté de faire exécuter les clauses de la Convention par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.
8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 5, les **Pays-membres** qui, avant le 1^{er} janvier 2001, n'étaient pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne sont pas tenus d'assurer le service des colis postaux.

Article 13

Services supplémentaires

1. Les Pays-membres assurent **la prestation des services supplémentaires** obligatoires ci-après:
 - 1.1 service de recommandation pour les envois-avion et les envois prioritaires partants de la poste aux lettres;
 - 1.2 service de recommandation pour les envois de la poste aux lettres partants non prioritaires et de surface pour des destinations pour lesquelles aucun service prioritaire ou de courrier-avion n'est prévu;
 - 1.3 service de recommandation pour tous les envois arrivants de la poste aux lettres.
2. La prestation d'un service de recommandation pour les envois non prioritaires et de surface partants de la poste aux lettres pour des destinations pour lesquelles un service prioritaire ou de courrier-avion est assuré est facultative.
3. Les Pays-membres **ou leurs opérateurs désignés** peuvent assurer les services supplémentaires facultatifs ci-après dans le cadre des relations entre les **opérateurs désignés** ayant convenu de fournir ces services:
 - 3.1 service des envois avec valeur déclarée pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 3.2 service des envois à livraison attestée pour les envois de la poste aux lettres;
 - 3.3 service des envois contre remboursement pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 3.4 service des envois exprès pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 3.5 service de remise en main propre pour les envois de la poste aux lettres recommandés, à livraison attestée ou avec valeur déclarée;

- 3.6 service des envois francs de taxes et de droits pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 3.7 service des colis fragiles et des colis encombrants;
 - 3.8 service de groupage «Consignment» pour les envois groupés d'un seul expéditeur destinés à l'étranger.
4. Les trois services supplémentaires ci-après comportent à la fois des aspects obligatoires et des aspects facultatifs:
- 4.1 service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI), qui est essentiellement facultatif; mais **tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** sont **obligés** d'assurer le service de retour des envois CCRI;
 - 4.2 service des coupons-réponse internationaux; ces coupons peuvent être échangés dans tout Pays-membre, mais leur vente est facultative;
 - 4.3 avis de réception pour les envois de la poste aux lettres recommandés ou à livraison attestée, les colis et les envois avec valeur déclarée; **tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** acceptent les avis de réception pour les envois arrivants; cependant, la prestation d'un service d'avis de réception pour les envois partants est facultative.
5. Ces services et les taxes y relatives sont décrits dans les Règlements.
6. Si les éléments de service indiqués ci-après font l'objet de taxes spéciales en régime intérieur, les **opérateurs désignés** sont **autorisés** à percevoir les mêmes taxes pour les envois internationaux, selon les conditions énoncées dans les Règlements:
- 6.1 distribution des petits paquets de plus de 500 grammes;
 - 6.2 dépôt des envois de la poste aux lettres en dernière limite d'heure;
 - 6.3 dépôt des envois en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;
 - 6.4 ramassage au domicile de l'expéditeur;
 - 6.5 retrait d'un envoi de la poste aux lettres en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;
 - 6.6 poste restante;
 - 6.7 magasinage des envois de la poste aux lettres dépassant 500 grammes, et des colis postaux;
 - 6.8 livraison des colis en réponse à l'avis d'arrivée;
 - 6.9 couverture contre le risque de force majeure.

Article 14

Courrier électronique, EMS, logistique intégrée et nouveaux services

1. Les **Pays-membres ou les opérateurs désignés** peuvent convenir entre **eux** de participer aux services ci-après qui sont décrits dans les Règlements:
- 1.1 le courrier électronique, qui est un service faisant appel à la transmission électronique des messages; **les opérateurs désignés peuvent améliorer le service de courrier électronique en offrant un service de courrier électronique recommandé, qui complète le premier par une preuve d'expédition et une preuve de remise et passe par une voie de communication protégée entre utilisateurs authentifiés;**

- 1.2 l'EMS, qui est un service postal express destiné aux documents et aux marchandises et qui constitue, autant que possible, le plus rapide des services postaux par moyen physique; ce service **peut être fourni** sur la base de l'Accord standard EMS multilatéral ou d'accords bilatéraux;
 - 1.3 le service de logistique intégrée, qui répond pleinement aux besoins de la clientèle en matière de logistique et comprend les étapes précédant et suivant la transmission physique des marchandises et des documents;
 - 1.4 le cachet postal **de certification** électronique, qui atteste de manière probante la réalité d'un fait électronique, sous une forme donnée, à un moment donné, et auquel ont pris part une ou plusieurs parties.
2. Les **Pays-membres ou les opérateurs désignés** peuvent, d'un commun accord, créer un nouveau service non expressément prévu par les Actes de l'Union. Les taxes relatives au nouveau service sont fixées par chaque **opérateur désigné intéressé**, compte tenu des frais d'exploitation du service.

Article 15

Envois non admis. Interdictions

1. Dispositions générales
 - 1.1 Les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par la Convention et les Règlements ne sont pas admis. Les envois expédiés en vue d'un acte frauduleux ou du non-paiement délibéré de l'intégralité des sommes dues ne sont pas admis non plus.
 - 1.2 Les exceptions aux interdictions énoncées dans le présent article sont prescrites dans les Règlements.
 - 1.3 **Tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** ont la possibilité d'étendre les interdictions énoncées dans le présent article, qui peuvent être appliquées immédiatement après leur inclusion dans le recueil approprié.
2. Interdictions visant toutes les catégories d'envois
- 2.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans toutes les catégories d'envois:
 - 2.1.1 les stupéfiants et les substances psychotropes **tels que définis par l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), ou les autres drogues illicites interdites dans le pays de destination;**
 - 2.1.2 les objets obscènes ou immoraux;
 - 2.1.3 **les objets contrefaits et piratés;**
 - 2.1.4 **autres** objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination;
 - 2.1.5 les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents ou le grand public, salir ou détériorer les autres envois, l'équipement postal ou les biens appartenant à des tiers;
 - 2.1.6 les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.
3. Matières explosibles, inflammables ou radioactives et **marchandises** dangereuses
- 3.1 L'insertion de matières explosibles, inflammables ou autres **marchandises** dangereuses ainsi que les matières radioactives est interdite dans toutes les catégories d'envois.

- 3.2 L'insertion de dispositifs explosifs et de matériel militaire inertes, y compris les grenades inertes, les obus inertes et les autres articles analogues, ainsi que de répliques de tels dispositifs et articles, est interdite dans toutes les catégories d'envois.**
- 3.3** Exceptionnellement, les **marchandises dangereuses** ci-après sont admises:
- 3.3.1** les matières radioactives expédiées dans les envois de la poste aux lettres et les colis postaux visées à l'article 16.1;
- 3.3.2** les substances **infectieuses** expédiées dans les envois de la poste aux lettres **et dans les colis postaux** visées à l'article 16.2.
4. Animaux vivants
- 4.1 L'insertion d'animaux vivants est interdite dans toutes les catégories d'envois.
- 4.2 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les envois de la poste aux lettres autres que les envois avec valeur déclarée:
- 4.2.1 les abeilles, les sangsues et les vers à soie;
- 4.2.2 les parasites et les destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues;
- 4.2.3 les mouches de la famille des drosophilidés utilisées pour la recherche biomédicale entre des institutions officiellement reconnues.
- 4.3 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les colis:
- 4.3.1 les animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par la réglementation postale des pays intéressés.
5. Insertion de correspondances dans les colis
- 5.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans les colis postaux:
- 5.1.1** les correspondances, **à l'exception des pièces archivées**, échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.
6. Pièces de monnaie, billets de banque et autres objets de valeur
- 6.1 Il est interdit d'insérer des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux:
- 6.1.1 dans les envois de la poste aux lettres sans valeur déclarée;
- 6.1.1.1 cependant, si la législation **nationale** des pays d'origine et de destination le permet, ces objets peuvent être expédiés sous enveloppe close comme envois recommandés;
- 6.1.2 dans les colis sans valeur déclarée, sauf si la législation **nationale** des pays d'origine et de destination le permet;
- 6.1.3 dans les colis sans valeur déclarée échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur;
- 6.1.3.1 de plus, chaque **Pays-membre ou opérateur désigné** a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les colis avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert par son territoire; **il** peut limiter la valeur réelle de ces envois.
7. Imprimés et cécogrammes
- 7.1 Les imprimés et les cécogrammes:
- 7.1.1 ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun élément de correspondance;

- 7.1.2 ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur, sauf dans les cas où l'envoi inclut une carte, une enveloppe ou une bande préaffranchie en vue de son retour et sur laquelle est imprimée l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son agent dans le pays de dépôt ou de destination de l'envoi original.
8. Traitement des envois admis à tort
- 8.1 Le traitement des envois admis à tort ressortit aux Règlements. Toutefois, les envois qui contiennent des objets visés sous 2.1.1, 2.1.2, 3.1 **et 3.2** ne sont en aucun cas acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine. Si des objets visés sous 2.1.1, 3.1 **et 3.2** sont découverts dans des envois en transit, ces derniers seront traités conformément à la législation nationale du pays de transit.

Article 16

Matières radioactives et **substances infectieuses** admissibles

1. Les matières radioactives sont admises dans les envois de la poste aux lettres et dans les colis postaux, dans le cadre des relations entre les **Pays-membres** qui se sont **déclarés** d'accord pour admettre ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens, aux conditions suivantes:
- 1.1 les matières radioactives sont conditionnées et emballées conformément aux dispositions respectives des Règlements;
- 1.2 lorsqu'elles sont expédiées dans les envois de la poste aux lettres, elles sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres et à la recommandation;
- 1.3 les matières radioactives contenues dans les envois de la poste aux lettres ou les colis postaux doivent être acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes;
- 1.4 les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés.
2. Les **substances infectieuses**, à l'exception des **matières de catégorie A infectieuses pour l'homme (n° ONU 2814) et pour les animaux (n° ONU 2900)**, sont admises dans les envois de la poste aux lettres **et les colis postaux**, aux conditions suivantes:
- 2.1 **Les matières infectieuses de catégorie B (n° ONU 3373) peuvent être échangées par voie postale uniquement entre des expéditeurs officiellement reconnus, déterminés par leurs autorités compétentes. Ces marchandises dangereuses peuvent être admises dans le courrier, sous réserve des dispositions de la législation nationale et internationale en vigueur et de l'édition actuelle des Recommandations des Nations Unies sur le transport des marchandises dangereuses, comme promulgué par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).**
- 2.2 **Les matières infectieuses de catégorie B (n° ONU 3373) doivent être traitées, emballées et étiquetées conformément aux dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres et du Règlement concernant les colis postaux. Ces envois sont soumis au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres recommandées. Il est permis de soumettre le traitement postal de ces envois à l'acquittement d'une surtaxe.**
- 2.3 **Les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) peuvent être échangés par voie postale uniquement entre des expéditeurs officiellement reconnus, déterminés par leurs autorités compétentes. Ces matières peuvent être admises dans le courrier, sous réserve des dispositions de la législation nationale et internationale en vigueur et de l'édition actuelle des Recommandations des Nations Unies sur le transport des marchandises dangereuses, comme promulgué par l'OACI.**

- 2.4 Les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) doivent être traités, emballés et étiquetés conformément aux dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres. Ces envois sont soumis au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres recommandées. Il est permis de soumettre le traitement postal de ces envois à l'acquittement d'une surtaxe.
- 2.5 L'admission des substances infectieuses et des échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) est limitée aux relations entre les Pays-membres s'étant déclarés d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.
- 2.6 Les substances infectieuses et les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) autorisés sont acheminés par la voie la plus rapide, normalement par voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes, et bénéficient de la priorité à la livraison.

Article 17

Réclamations

1. Chaque **opérateur désigné** est tenu d'accepter les réclamations concernant **les colis et les envois recommandés, avec valeur déclarée et à livraison attestée, déposés** dans son propre service ou dans celui de tout autre **opérateur désigné**, pourvu que ces réclamations soient présentées dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt de l'envoi. **Les réclamations sont transmises par voie prioritaire, par EMS ou par des moyens électroniques.** La période de six mois concerne les relations entre réclamants et **opérateurs désignés** et ne couvre pas la transmission des réclamations entre **opérateurs désignés**.
2. Les réclamations sont admises dans les conditions prévues par les Règlements.
3. Le traitement des réclamations est gratuit. Toutefois, les frais supplémentaires occasionnés par une demande de transmission par le service EMS sont en principe à la charge du demandeur.

Article 18

Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits

1. **L'opérateur désigné** du pays d'origine et **celui** du pays de destination sont **autorisés** à soumettre les envois au contrôle douanier, selon la législation de ces pays.
2. Les envois soumis au contrôle douanier peuvent être frappés, au titre postal, **de frais** de présentation à la douane dont le montant indicatif est fixé par les Règlements. **Ces frais ne sont perçus** qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou de tout autre droit de même nature.
3. Les **opérateurs désignés** qui ont obtenu l'autorisation d'opérer le dédouanement au nom des clients sont **autorisés** à percevoir sur les clients une taxe basée sur les coûts réels de l'opération. **Cette taxe peut être perçue, pour tous les envois déclarés en douane, selon la législation nationale, y compris ceux exempts de droit de douane. Les clients doivent être dûment informés à l'avance au sujet de la taxe concernée.**
4. Les **opérateurs désignés** sont **autorisés** à percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires des envois, selon le cas, les droits de douane et tous autres droits éventuels.

Article 19

Echange de dépêches closes avec des unités militaires

1. Des dépêches closes de la poste aux lettres peuvent être échangées par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays:
 - 1.1 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies;
 - 1.2 entre les commandants de ces unités militaires;
 - 1.3 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires de ce même pays en station à l'étranger;
 - 1.4 entre les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires du même pays.
2. Les envois de la poste aux lettres compris dans les dépêches visées sous 1 doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des membres des unités militaires ou des états-majors et des équipages des navires ou avions de destination ou expéditeurs des dépêches. Les tarifs et les conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après sa réglementation, par **l'opérateur désigné du Pays-membre** qui a mis à disposition l'unité militaire ou auquel appartiennent les navires ou les avions.
3. Sauf entente spéciale, **l'opérateur désigné du Pays-membre** qui a mis à disposition l'unité militaire ou dont relèvent les navires de guerre ou avions militaires est redevable, envers les **opérateurs désignés concernés**, des frais de transit des dépêches, des frais terminaux et des frais de transport aérien.

Article 20

Normes et objectifs en matière de qualité de service

1. Les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** doivent fixer et publier leurs normes et objectifs en matière de distribution des envois de la poste aux lettres et des colis arrivants.
2. Ces normes et objectifs, augmentés du temps normalement requis pour le dédouanement, ne doivent pas être moins favorables que ceux appliqués aux envois comparables de leur service intérieur.
3. Les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** d'origine doivent également fixer et publier des normes de bout en bout pour les envois prioritaires et les envois-avion de la poste aux lettres ainsi que pour les colis et les colis économiques/de surface.
4. Les **Pays-membres ou leurs opérateurs désignés** évaluent l'application des normes de qualité de service.

Chapitre 2

Responsabilité

Article 21

Responsabilité des **opérateurs désignés**. Indemnités

1. Généralités
 - 1.1 Sauf dans les cas prévus à l'article 22, les **opérateurs désignés** répondent:
 - 1.1.1 de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés, des colis ordinaires et des envois avec valeur déclarée;
 - 1.1.2 de la perte des envois à livraison attestée;
 - 1.1.3 du renvoi **des envois recommandés, des envois avec valeur déclarée et des colis ordinaires** dont le motif de non-distribution n'est pas donné.
 - 1.2 Les **opérateurs désignés** n'engagent pas leur responsabilité s'il s'agit d'envois autres que ceux indiqués sous 1.1.1 et 1.1.2.
 - 1.3 Dans tout autre cas non prévu par la présente Convention, les **opérateurs désignés** n'engagent pas leur responsabilité.
 - 1.4 Lorsque la perte ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées **pour le dépôt de l'envoi**, à l'exception de la taxe d'assurance.
 - 1.5 Les montants de l'indemnité à payer ne peuvent pas être supérieurs aux montants indiqués dans le Règlement de la poste aux lettres et dans le Règlement concernant les colis postaux.
 - 1.6 En cas de responsabilité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération dans le montant de l'indemnité à verser.
 - 1.7 Toutes les dispositions relatives à la responsabilité des **opérateurs désignés** sont strictes, obligatoires et exhaustives. Les **opérateurs désignés** n'engagent en aucun cas leur responsabilité – même en cas de faute grave (d'erreur grave) – en dehors des limites établies dans la Convention et les Règlements.
2. Envois recommandés
 - 2.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement de la poste aux lettres. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement de la poste aux lettres, les **opérateurs désignés** ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être **remboursés** sur cette base par les autres **opérateurs désignés** éventuellement **concernés**.
 - 2.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.
3. Envois à livraison attestée
 - 3.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi à livraison attestée, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées **pour le dépôt de l'envoi seulement**.

4. Colis ordinaires

- 4.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement concernant les colis postaux. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement concernant les colis postaux, les **opérateurs désignés** ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être **remboursés** sur cette base par les autres **opérateurs désignés** éventuellement **concernés**.
- 4.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.
- 4.3 Les **opérateurs désignés** peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant par colis fixé par le Règlement concernant les colis postaux, sans égard au poids du colis.

5. Envois avec valeur déclarée

- 5.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant, en DTS, de la valeur déclarée.
- 5.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie. Elle ne peut toutefois en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur déclarée.

6. En cas de renvoi d'un envoi de la poste aux lettres recommandé ou avec valeur déclarée, dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi seulement.

7. En cas de renvoi d'un colis dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes payées pour le dépôt du colis dans le pays d'origine et des dépenses occasionnées par le renvoi du colis à partir du pays de destination.

8. Dans les cas visés sous 2, 4 et 5, l'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des objets ou marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où l'envoi a été accepté au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets ou marchandises évalués sur les mêmes bases.

9. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés **pour le dépôt de l'envoi**, à l'exception de la taxe de recommandation ou d'assurance. Il en est de même des envois recommandés, des colis ordinaires ou des envois avec valeur déclarée refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

10. Par dérogation aux dispositions prévues sous 2, 4 et 5, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié.

11. L'opérateur désigné d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation **nationale** pour les envois recommandés et les colis sans valeur déclarée, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées sous 2.1 et 4.1. Il en est de même pour **l'opérateur désigné** de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire. Les montants fixés sous 2.1 et 4.1 restent cependant applicables:

- 11.1 en cas de recours contre **l'opérateur désigné** responsable;
- 11.2 si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire ou inversement.

12. Aucune réserve concernant **le dépassement des délais des réclamations** et le paiement de l'indemnité aux **opérateurs désignés, y compris les périodes et conditions fixées dans les Règlements, n'est applicable**, sauf en cas d'accord bilatéral.

Article 22

Non-responsabilité des **Pays-membres et des opérateurs désignés**

1. Les **opérateurs désignés** cessent d'être responsables des envois recommandés, des envois à livraison attestée, des colis et des envois avec valeur déclarée dont **ils** ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue:

- 1.1 lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi;
- 1.2 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;
- 1.3 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et que le destinataire déclare ne pas l'avoir reçu;
- 1.4 lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'un colis ou d'un envoi avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à **l'opérateur désigné** qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage; il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison; le terme «sans délai» doit être interprété conformément à la législation nationale.

2. Les **Pays-membres et les opérateurs désignés** ne sont pas responsables:

- 2.1 en cas de force majeure, sous réserve de l'article 13.6.9;
- 2.2 lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, **ils** ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
- 2.3 lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu;
- 2.4 lorsqu'il s'agit d'envois qui tombent sous le coup des interdictions prévues à l'article 15;
- 2.5 en cas de saisie, en vertu de la législation du pays de destination, selon notification **du Pays-membre ou de l'opérateur désigné** de ce pays;
- 2.6 lorsqu'il s'agit d'envois avec valeur déclarée ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- 2.7 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi;
- 2.8 lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés civils;
- 2.9 lorsqu'on soupçonne l'expéditeur d'avoir agi avec des intentions frauduleuses dans le but de recevoir un dédommagement.

3. Les **Pays-membres et les opérateurs désignés** n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

Article 23

Responsabilité de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un envoi est responsable des préjudices corporels subis par les agents des postes et de tous les dommages causés aux autres envois postaux ainsi qu'à l'équipement postal par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission.
2. En cas de dommages causés à d'autres envois postaux, l'expéditeur est responsable dans les mêmes limites que les **opérateurs désignés** pour chaque envoi avarié.
3. L'expéditeur demeure responsable même si le bureau de dépôt accepte un tel envoi.
4. En revanche, lorsque les conditions d'admission ont été respectées par l'expéditeur, celui-ci n'est pas responsable dans la mesure où il y a eu faute ou négligence des **opérateurs désignés** ou des transporteurs dans le traitement des envois après leur acceptation.

Article 24

Paiement de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'**opérateur désigné** responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe, selon le cas, à l'**opérateur désigné** d'origine ou à l'**opérateur désigné** de destination.
2. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits à l'indemnité en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

Article 25

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé, un colis ou un envoi avec valeur déclarée ou une partie du contenu antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, en lui accordant le même délai de réponse.
2. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi ou ne répondent pas dans les limites du délai fixé sous 1, celui-ci devient la propriété de l'**opérateur désigné** ou, s'il y a lieu, des **opérateurs désignés** qui ont supporté le dommage.
3. En cas de découverte ultérieure d'un envoi avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur.

Chapitre 3

Dispositions particulières à la poste aux lettres

Article 26

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. Aucun **opérateur désigné** n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs résidant sur **le territoire du Pays-membre** déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées.

2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.

3. **L'opérateur désigné** de destination a le droit d'exiger de l'expéditeur et, à défaut, de **l'opérateur désigné** de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur ni **l'opérateur désigné** de dépôt n'accepte de payer ces tarifs dans un délai fixé par **l'opérateur désigné** de destination, **celui-ci** peut soit renvoyer les envois à **l'opérateur désigné** de dépôt en ayant le droit d'être **remboursé** des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa **législation nationale**.

4. Aucun **opérateur désigné** n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident si le montant des frais terminaux à percevoir s'avère moins élevé que le montant qui aurait été perçu si les envois avaient été déposés dans le pays de résidence des expéditeurs. Les **opérateurs désignés** de destination ont le droit d'exiger de **l'opérateur désigné** de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés, qui ne pourra être supérieure au montant le plus élevé des deux formules suivantes: soit 80% du tarif intérieur applicable à des envois équivalents, soit **les taux applicables en vertu des articles 28.3 à 28.7 ou 29.7, selon le cas**. Si **l'opérateur désigné** de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par **l'opérateur désigné** de destination, **celui-ci** peut soit retourner les envois à **l'opérateur désigné** de dépôt en ayant le droit d'être **remboursé** des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa **législation nationale**.

Troisième partie

Rémunération

Chapitre 1

Dispositions particulières à la poste aux lettres

Article 27

Frais terminaux. Dispositions générales

1. Sous réserve des exemptions prescrites dans les Règlements, chaque **opérateur désigné** qui reçoit **d'un autre opérateur désigné** des envois de la poste aux lettres a le droit de percevoir

de l'**opérateur désigné expéditeur** une rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu.

2. Pour l'application des dispositions concernant la rémunération des frais terminaux **par leurs opérateurs désignés**, les **pays et territoires** sont **classés** conformément **aux listes établies** à cet effet par le Congrès dans sa résolution C 18/2008, **comme indiqué ci-après**:

2.1 pays et territoires faisant partie du système cible avant 2010;

2.2 pays et territoires faisant partie du système cible à partir de 2010 et de 2012 (nouveaux pays du système cible);

2.3 pays et territoires faisant partie du système transitoire.

3. Les dispositions de la présente Convention concernant le paiement des frais terminaux constituent des mesures transitoires conduisant à l'adoption d'un système de paiement tenant compte d'éléments propres à chaque pays **à l'issue de la période de transition.**

4. Accès au régime intérieur. **Accès direct**

4.1 En principe, chaque opérateur désigné met à la disposition des autres **opérateurs désignés** l'ensemble des tarifs, termes et conditions **qu'il** offre dans son régime intérieur, dans des conditions identiques, à ses clients nationaux. **Il appartient à l'opérateur désigné de destination de juger si l'opérateur désigné d'origine a rempli ou non les conditions et modalités en matière d'accès direct.**

4.2 Les opérateurs désignés des pays du système cible doivent rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.

4.3 Les opérateurs désignés des nouveaux pays du système cible peuvent choisir de ne pas rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux. Ces opérateurs désignés peuvent cependant choisir de rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options: cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'ensemble des opérateurs désignés. Toutefois, si les opérateurs désignés des nouveaux pays du système cible demandent aux opérateurs désignés des pays du système cible de leur appliquer les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, ils doivent rendre accessibles à l'ensemble des autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.

4.4 Les opérateurs désignés des pays en transition peuvent choisir de ne pas rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur. Ils peuvent toutefois choisir de rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options: cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'ensemble des opérateurs désignés.

5. La rémunération des frais terminaux sera basée sur la performance en matière de qualité de service dans le pays de destination. Le Conseil d'exploitation postale sera par conséquent autorisé à accorder des primes à la rémunération indiquée aux articles 28 et 29, afin d'encourager la participation au système de contrôle et pour récompenser les **opérateurs désignés** qui atteignent leur objectif de qualité. Le Conseil d'exploitation postale peut aussi fixer des pénalités dans le cas

d'une qualité insuffisante, mais la rémunération des **opérateurs désignés** ne peut pas aller au-dessous de la rémunération minimale indiquée aux articles 28 et 29.

6. **Tout opérateur désigné** peut renoncer totalement ou partiellement à la rémunération prévue sous 1.

7. **Pour les sacs M, le taux de frais terminaux à appliquer est de 0,793 DTS par kilogramme. Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.**

8. **Pour les envois recommandés, il est prévu une rémunération supplémentaire de 0,55 DTS par envoi pour 2010 et 2011 et de 0,6 DTS pour 2012 et 2013. Pour les envois avec valeur déclarée, il est prévu une rémunération supplémentaire de 1,1 DTS par envoi pour 2010 et 2011 et de 1,2 DTS pour 2012 et 2013. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à accorder des primes à la rémunération pour ces services et d'autres services supplémentaires lorsque les services fournis comprennent des éléments additionnels devant être spécifiés dans le Règlement de la poste aux lettres.**

9. **Tout opérateur désigné peut**, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.

10. **Les opérateurs désignés peuvent, à titre facultatif, échanger du courrier non prioritaire en accordant une remise de 10% sur le taux de frais terminaux applicable au courrier prioritaire.**

11. **Les opérateurs désignés peuvent, à titre facultatif, échanger des envois séparés par format en appliquant un taux de frais terminaux réduit.**

12. **Les dispositions prévues entre opérateurs désignés du système cible s'appliquent à tout opérateur désigné du système transitoire déclarant vouloir adhérer au système cible. Le Conseil d'exploitation postale peut fixer les mesures transitoires dans le Règlement de la poste aux lettres. Les dispositions du système cible peuvent être appliquées dans leur intégralité aux nouveaux opérateurs désignés du système cible déclarant vouloir être pleinement soumis auxdites dispositions, sans mesures transitoires.**

Article 28

Frais terminaux. Dispositions applicables aux **flux de courrier** entre les **opérateurs désignés** des pays du système cible

1. La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, à l'exclusion des sacs M **et des envois CCRI**, est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme reflétant les coûts de traitement dans le **Pays-membre** de destination; ces coûts doivent être **liés aux** tarifs intérieurs. Le calcul des taux s'effectue selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. **La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.**

3. Les taux par envoi et par kilogramme sont calculés à partir d'un pourcentage de la taxe d'une lettre prioritaire de 20 grammes du régime intérieur comme suit: **70% pour les pays du système cible avant 2010 et 100% pour les pays adhérant au système cible à compter de 2010 ou 2012 (nouveaux pays du système cible).**

4. **En 2009 et en 2010, le Conseil d'exploitation postale mènera une étude sur les coûts de traitement du courrier arrivant. Si cette étude fait apparaître un pourcentage autre que celui de 70% indiqué sous 3, le Conseil d'exploitation postale déterminera s'il**

convient de modifier le pourcentage de la taxe d'une lettre prioritaire de 20 grammes pour 2012 et 2013.

5. Pour 2010 et 2011, 50% de la TVA ou des autres taxes applicables seront déduits de la taxe utilisée pour le calcul indiqué sous 3. Cette déduction sera de 100% pour 2012 et 2013.

6. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas dépasser:

6.1 pour 2010: 0,253 DTS par envoi et 1,980 DTS par kilogramme;

6.2 pour 2011: 0,263 DTS par envoi et 2,059 DTS par kilogramme;

6.3 pour 2012: 0,274 DTS par envoi et 2,141 DTS par kilogramme;

6.4 pour 2013: 0,285 DTS par envoi et 2,227 DTS par kilogramme.

7. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas être inférieurs aux taux de 2009, avant application du lien avec la qualité de service. Ces taux ne pourront pas non plus être inférieurs aux valeurs indiquées ci-après:

7.1 pour 2010: 0,165 DTS par envoi et 1,669 DTS par kilogramme;

7.2 pour 2011: 0,169 DTS par envoi et 1,709 DTS par kilogramme;

7.3 pour 2012: 0,173 DTS par envoi et 1,750 DTS par kilogramme;

7.4 pour 2013: 0,177 DTS par envoi et 1,792 DTS par kilogramme.

8. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les nouveaux pays du système cible, à l'exception du courrier en nombre, sont:

8.1 pour 2010: 0,155 DTS par envoi et 1,562 DTS par kilogramme;

8.2 pour 2011: 0,159 DTS par envoi et 1,610 DTS par kilogramme;

8.3 pour 2012: 0,164 DTS par envoi et 1,648 DTS par kilogramme;

8.4 pour 2013: 0,168 DTS par envoi et 1,702 DTS par kilogramme.

9. La rémunération pour le courrier en nombre est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article 28.3 à 28.7.

10. Sauf accord bilatéral contraire, une rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi est prévue pour les envois recommandés et avec valeur déclarée dépourvus d'identifiant muni d'un code à barres ou revêtus d'un identifiant muni d'un code à barres non conforme à la norme technique S10 de l'UPU.

11. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article 29

Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les opérateurs désignés des pays du système transitoire

1. Pour les opérateurs désignés des pays du système de frais terminaux transitoire (en préparation de leur adhésion au système cible), la rémunération concernant les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, mais à l'exclusion des sacs M et des envois CCRI, est établie sur la base d'augmentations annuelles de 2,8% des taux de 2009 ajustés selon le nombre moyen mondial de 14,64 envois par kilogramme.

2. La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.
3. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les pays du système transitoire sont:
- 3.1 pour 2010: 0,155 DTS par envoi et 1,562 DTS par kilogramme;
- 3.2 pour 2011: 0,159 DTS par envoi et 1,610 DTS par kilogramme;
- 3.3 pour 2012: 0,164 DTS par envoi et 1,648 DTS par kilogramme;
- 3.4 pour 2013: 0,168 DTS par envoi et 1,702 DTS par kilogramme.
4. Pour les flux inférieurs à 100 tonnes par an, les composantes par kilogramme et par envoi sont converties en un taux total par kilogramme, sur la base d'un nombre moyen mondial de 14,64 envois par kilogramme. Les taux ci-après s'appliquent:
- 4.1 pour 2010: 3,831 DTS par kilogramme;
- 4.2 pour 2011: 3,938 DTS par kilogramme;
- 4.3 pour 2012: 4,049 DTS par kilogramme;
- 4.4 pour 2013: 4,162 DTS par kilogramme.
5. Pour les flux de plus de 100 tonnes par an, les taux fixes par kilogramme susmentionnés sont appliqués si ni l'opérateur désigné d'origine ni l'opérateur désigné de destination ne demandent, dans le cadre du mécanisme de révision, une révision du taux sur la base du nombre réel d'envois par kilogramme plutôt que sur la base du nombre moyen mondial. L'échantillonnage aux fins d'application du mécanisme de révision est appliqué conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres.
6. La révision à la baisse du taux total indiqué sous 4 ne peut pas être invoquée par un pays du système cible à l'encontre d'un pays du système transitoire, à moins que ce dernier ne demande une révision dans le sens inverse.
7. La rémunération pour le courrier en nombre à l'intention des opérateurs désignés des pays du système cible est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article 28. Pour le courrier en nombre reçu, les opérateurs désignés des pays du système transitoire peuvent demander une rémunération conformément aux dispositions mentionnées sous 3.
8. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article 30

Fonds pour l'amélioration de la qualité de service

1. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par tous les Pays-membres et territoires aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 5, pour les frais terminaux et le Fonds pour l'amélioration de la qualité de service, font l'objet d'une majoration correspondant à 20% des taux indiqués à l'article 29, aux fins de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays du groupe 5. Aucun paiement de cette nature n'a lieu entre les pays du groupe 5.
2. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 font l'objet d'une majoration correspondant à 10% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

3. A partir du 1^{er} janvier 2012, excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 feront l'objet d'une majoration correspondant à 10% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

4. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 qui se trouvaient dans le système cible avant 2010 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 8% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

5. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 qui adhéreront au système cible en 2010 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 4% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

6. A partir du 1^{er} janvier 2012, excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 4% des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

7. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 qui bénéficiaient d'une augmentation de 8% avant 2010 feront l'objet d'une majoration correspondant à 4% des taux indiqués à l'article 29 en 2010 et en 2011, et d'une majoration correspondant à 2% des taux indiqués à l'article 28.8 en 2012 et en 2013, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

8. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 qui bénéficiaient d'une augmentation de 1% avant 2010 feront l'objet d'une majoration correspondant à 1% des taux indiqués à l'article 29 en 2010 et en 2011, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

9. Les frais terminaux cumulés payables au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays des groupes 2 à 5 font l'objet d'un plancher de 12 565 DTS par an pour chaque pays bénéficiaire. Les montants supplémentaires requis pour atteindre ce plancher sont facturés aux pays faisant partie du système cible avant 2010, proportionnellement aux quantités échangées.

10. Les projets régionaux devraient notamment favoriser la concrétisation des programmes de l'UPU en faveur de l'amélioration de la qualité de service et la mise en place de systèmes de comptabilité analytique dans les pays en développement. Le Conseil d'exploitation postale adoptera en 2010 au plus tard des procédures adaptées en vue du financement de ces projets.

Article 31

Frais de transit

1. Les dépêches closes et les envois en transit à découvert échangés entre deux **opérateurs désignés** ou entre deux bureaux du même **Pays-membre** au moyen des services **d'un** ou de plusieurs autres **opérateurs désignés** (services tiers) sont soumis au paiement des frais de transit. Ceux-ci constituent une rétribution pour les prestations concernant le transit territorial, le transit maritime et le transit aérien. **Ce principe s'applique également aux envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées.**

Chapitre 2

Autres dispositions

Article 32

Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre **opérateurs désignés** au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil d'exploitation postale. Il est calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes, des envois prioritaires, des envois-avion, des colis-avion en transit à découvert, **des envois mal dirigés et des dépêches mal acheminées**, de même que les modes de décompte y relatifs, est décrit dans le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux.

3. Les frais de transport pour tout le parcours aérien sont:

- 3.1 lorsqu'il s'agit de dépêches closes, à la charge de **l'opérateur désigné** du pays d'origine, y compris lorsque ces dépêches transitent par **un** ou plusieurs **opérateurs désignés** intermédiaires;
- 3.2 lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert, y compris ceux qui sont mal acheminés, à la charge de **l'opérateur désigné** qui remet les envois à **un** autre **opérateur désigné**.

4. Ces mêmes règles sont applicables aux envois exempts de frais de transit territorial et maritime s'ils sont acheminés par avion.

5. Chaque **opérateur désigné** de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. Le Conseil d'exploitation postale peut remplacer la distance moyenne pondérée par un autre critère pertinent. Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches prioritaires et les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.

6. Cependant, lorsque la compensation des frais terminaux perçue par **l'opérateur désigné** de destination est fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs, aucun remboursement supplémentaire au titre des frais de transport aérien intérieur n'est effectué.

7. **L'opérateur désigné** de destination exclut, en vue du calcul de la distance moyenne pondérée, le poids de toutes les dépêches pour lesquelles le calcul de la compensation des frais terminaux est spécifiquement fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de **l'opérateur désigné** de destination.

Article 33

Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux

1. Les colis échangés entre deux **opérateurs désignés** sont soumis aux quotes-parts territoriales d'arrivée calculées en combinant le taux de base par colis et le taux de base par kilogramme fixés par le Règlement.

1.1 Tenant compte des taux de base ci-dessus, les **opérateurs désignés** peuvent en outre être **autorisés** à bénéficier de taux supplémentaires par colis et par kilogramme, conformément aux dispositions prévues par le Règlement.

1.2 Les quotes-parts visées sous 1 et 1.1 sont à la charge de **l'opérateur désigné** du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

1.3 Les quotes-parts territoriales d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.

2. Les colis échangés entre deux **opérateurs désignés** ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres **d'un** ou de plusieurs autres **opérateurs désignés** sont soumis, au profit des **opérateurs désignés** dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit fixées par le Règlement selon l'échelon de distance.

2.1 Pour les colis en transit à découvert, les **opérateurs désignés** intermédiaires sont **autorisés** à réclamer la quote-part forfaitaire par envoi fixée par le Règlement.

2.2 Les quotes-parts territoriales de transit sont à la charge de **l'opérateur désigné** du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

3. **Tout opérateur désigné** dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes. Ces quotes-parts sont à la charge de **l'opérateur désigné** du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

3.1 Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est fixée par le Règlement concernant les colis postaux selon l'échelon de distance.

3.2 Les **opérateurs désignés** ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime calculée conformément à 3.1. Par contre, **ils** peuvent la réduire à leur gré.

Article 34

Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

1. Le Conseil d'exploitation postale a le pouvoir de fixer les frais et les quotes-parts ci-après, qui doivent être payés par les **opérateurs désignés** selon les conditions énoncées dans les Règlements:

1.1 frais de transit pour le traitement et le transport des dépêches de la poste aux lettres par au moins un pays tiers;

1.2 taux de base et frais de transport aérien applicables au courrier-avion;

1.3 quotes-parts territoriales d'arrivée pour le traitement des colis arrivants;

- 1.4 quotes-parts territoriales de transit pour le traitement et le transport des colis par un pays tiers;
 - 1.5 quotes-parts maritimes pour le transport maritime des colis.
2. La révision qui pourra être faite, grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux **opérateurs désignés** assurant les services, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

Quatrième partie

Dispositions finales

Article 35

Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants ayant le droit de vote. La moitié au moins des Pays-membres représentés au Congrès ayant le droit de vote doivent être présents au moment du vote.
2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de la poste aux lettres et au Règlement concernant les colis postaux doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale ayant le droit de vote.
3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention et à son Protocole final doivent réunir:
 - 3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres de l'Union ayant le droit de vote et ayant participé au suffrage, s'il s'agit de modifications;
 - 3.2 la majorité des suffrages s'il s'agit de l'interprétation des dispositions.
4. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

Article 36

Réserves présentées lors du Congrès

1. Toute réserve incompatible avec l'objet et le but de l'Union n'est pas autorisée.
2. En règle générale, les Pays-membres qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres Pays-membres doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité. La réserve doit se faire en cas de nécessité absolue et être motivée d'une manière appropriée.
3. La réserve à des articles de la présente Convention doit être soumise au Congrès sous la forme d'une proposition écrite en une des langues de travail du Bureau international conformément aux dispositions y relatives du Règlement intérieur du Congrès.

4. Pour être effective, la réserve soumise au Congrès doit être approuvée par la majorité requise dans chaque cas pour la modification de l'article auquel se rapporte la réserve.
5. En principe, la réserve est appliquée sur une base de réciprocité entre le Pays-membre l'ayant émise et les autres Pays-membres.
6. La réserve à la présente Convention sera insérée dans son Protocole final sur la base de la proposition approuvée par le Congrès.

Article **37**

Mise à exécution et durée de la Convention

1. La présente Convention sera mise à exécution le **1^{er} janvier 2010** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé la présente Convention en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à **Genève**, le **12 août 2008**.

Protocole final de la Convention postale universelle

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article I

Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. Les dispositions de l'article 5.1 et 2, ne s'appliquent pas à Antigua-et-Barbuda, à Bahrain (Royaume), à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à Hong-kong, Chine, à la Dominique, à l'Egypte, aux Fidji, à la Gambie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Maurice, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie – Nouvelle-Guinée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu et à la Zambie.
2. Les dispositions de l'article 5.1 et 2 ne s'appliquent pas non plus à l'Autriche, au Danemark et à l'Iran (Rép. islamique), dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur à partir du moment où le destinataire a été informé de l'arrivée d'un envoi à son adresse.
3. L'article 5.1 ne s'applique pas à l'Australie, au Ghana et au Zimbabwe.
4. L'article 5.2 ne s'applique pas aux Bahamas, **à la Belgique**, à l'Iraq, à Myanmar et à la Rép. pop. dém. de Corée, dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur.
5. L'article 5.2 ne s'applique pas à l'Amérique (Etats-Unis).
6. L'article 5.2 s'applique à l'Australie dans la mesure où il est compatible avec la législation intérieure de ce pays.
7. Par dérogation à l'article 5.2, El Salvador, le Panama (Rép.), les Philippines, la Rép. dém. du Congo et le Vénézuéla sont autorisés à ne pas renvoyer les colis après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

Article II**Taxes**

1. Par dérogation à l'article 6, **l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande sont autorisés** à percevoir des taxes postales autres que celles prévues dans les Règlements, lorsque les taxes en question sont admissibles selon la législation de leur pays.

Article III**Exception à l'exonération des taxes postales en faveur des cécogrammes**

1. Par dérogation à l'article 7, **l'Indonésie, Saint-Vincent-et-Grenadines et la Turquie**, qui n'accordent pas la franchise postale aux cécogrammes dans leur service intérieur, ont la faculté de percevoir les taxes d'affranchissement et les taxes pour services spéciaux, qui ne peuvent toutefois être supérieures à celles de leur service intérieur.

2. Par dérogation à l'article 7, **l'Allemagne, l'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Japon et la Suisse** ont la faculté de percevoir les taxes pour services spéciaux qui sont appliquées aux cécogrammes dans leur service intérieur.

Article IV**Services de base**

1. Nonobstant les dispositions de l'article 12, l'Australie n'approuve pas l'extension des services de base aux colis postaux.

2. Les dispositions de l'article 12.2.4 ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, dont la législation nationale impose une limite de poids inférieure. La législation relative à la santé et à la sécurité limite à 20 kilogrammes le poids des sacs à courrier.

3. **Par dérogation à l'article 12.2.4, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont autorisés à limiter à 20 kilogrammes le poids maximal des sacs M arrivants et partants.**

Article V**Avis de réception**

1. **Le Canada est autorisé** à ne pas appliquer l'article 13.1.1 en ce qui concerne les colis, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

Article VI**Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)**

1. Par dérogation à l'article 13.4.1, **la Bulgarie (Rép.)** assurera le service CCRI après une négociation avec **le Pays-membre intéressé.**

Article VII

Interdictions (poste aux lettres)

1. A titre exceptionnel, **le Liban et la Rép. pop. dém. de Corée** n'acceptent pas les envois recommandés qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. **Ils ne sont pas tenus** par les dispositions du Règlement de la poste aux lettres d'une façon rigoureuse en ce qui concerne leur responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.
2. A titre exceptionnel, **l'Arabie saoudite, la Bolivie, la Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, l'Iraq, le Népal, le Pakistan, le Soudan et le Viet Nam** n'acceptent pas les envois recommandés contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.
3. **Myanmar** se réserve le droit de ne pas accepter les envois avec valeur déclarée contenant les objets précieux mentionnés à l'article 15.6, car sa législation interne s'oppose à l'admission de ce genre d'envois.
4. **Le Népal** n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des coupures ou des pièces de monnaie, sauf accord spécial conclu à cet effet.
5. **L'Ouzbékistan** n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste ou des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.
6. **L'Iran (Rép. islamique)** n'accepte pas les envois contenant des objets contraires à la religion islamique.
7. **Les Philippines se réservent** le droit de ne pas accepter d'envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux.
8. **L'Australie** n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque. En outre, elle n'accepte pas les envois recommandés à destination de l'Australie ni les envois en transit à découvert qui contiennent des objets de valeur, tels que bijoux, métaux précieux, pierres précieuses ou semi-précieuses, titres, pièces de monnaie ou autres effets négociables. Elle décline toute responsabilité en ce qui concerne les envois postés en violation de la présente réserve.
9. **La Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong,** n'accepte pas les envois avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage, conformément à ses règlements internes.
10. **La Lettonie et la Mongolie** se réservent le droit de ne pas accepter des envois ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des effets au porteur et des chèques de voyage, étant donné que leur législation nationale s'y oppose.
11. **Le Brésil** se réserve le droit de ne pas accepter le courrier ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque en circulation et des valeurs quelconques au porteur.

12. **Le Viet Nam** se réserve le droit de ne pas accepter les lettres contenant des objets et des marchandises.

13. **L'Indonésie n'accepte pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste, des devises étrangères ou des valeurs quelconques au porteur et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ces envois.**

14. **Le Kirghizistan se réserve le droit de ne pas accepter les envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée et petits paquets) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des titres au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Il décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.**

15. **Le Kazakhstan n'accepte pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieux, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.**

16. **La Moldova et la Russie (Fédération de) n'acceptent pas les envois recommandés et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation, des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.**

Article VIII

Interdictions (colis postaux)

1. **Myanmar et la Zambie sont autorisés** à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 15.6.1.3.1, étant donné que leur réglementation intérieure s'y oppose.

2. A titre exceptionnel, **le Liban et le Soudan** n'acceptent pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses et d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles. **Ils** ne sont pas **tenus** par les dispositions y relatives du Règlement concernant les colis postaux.

3. **Le Brésil est autorisé** à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, ainsi que toute valeur au porteur, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

4. **Le Ghana est autorisé** à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

5. Outre les objets cités à l'article 15, **l'Arabie saoudite** n'accepte pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries et autres objets précieux. Elle n'accepte pas non plus les colis contenant des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente, des produits destinés à l'extinction du feu, des liquides chimiques ou des objets contraires aux principes de la religion islamique.

6. Outre les objets cités à l'article 15, **l'Oman** n'accepte pas les colis contenant:
- 6.1 des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente;
- 6.2 des produits destinés à l'extinction du feu et des liquides chimiques;
- 6.3 des objets contraires aux principes de la religion islamique.
7. Outre les objets cités à l'article 15, **l'Iran (Rép. islamique) est autorisé** à ne pas accepter les colis contenant des articles contraires aux principes de la religion islamique.
8. **Les Philippines sont autorisées** à ne pas accepter de colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles.
9. **L'Australie** n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque.
10. **La Chine (Rép. pop.)** n'accepte pas les colis ordinaires contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux. En outre, sauf en ce qui concerne la Région administrative spéciale de Hongkong, les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage ne sont pas acceptés non plus.
11. **La Mongolie** se réserve le droit de ne pas accepter, selon sa législation nationale, les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des titres à vue et des chèques de voyage.
12. **La Lettonie** n'accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des valeurs quelconques (chèques) au porteur ou des devises étrangères, et elle décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie concernant de tels envois.
13. **La Moldova, l'Ouzbékistan, la Russie (Fédération de) et l'Ukraine n'acceptent pas les colis ordinaires et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation, des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.**
14. **Le Kazakhstan n'accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieux, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.**

Article IX

Matières radioactives et substances infectieuses admissibles

1. **Nonobstant les dispositions de l'article 16, la Mongolie se réserve le droit de ne pas accepter, conformément à sa législation nationale, les envois postaux contenant des matières radioactives ou des substances infectieuses.**

Article X

Objets passibles de droits de douane

1. Par référence à l'article 15, les **Pays-membres** suivants n'acceptent pas les envois avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits de douane: Bangladesh et El Salvador.
2. Par référence à l'article 15, les **Pays-membres** suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane: Afghanistan, Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Estonie, Italie, **Kazakhstan**, Lettonie, **Moldova**, Népal, Ouzbékistan, Pérou, Rép. pop. dém. de Corée, **Russie (Fédération de)**, Saint-Marin, Turkménistan, Ukraine et Vénézuéla.
3. Par référence à l'article 15, les **Pays-membres** suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (Rép.), Djibouti, Mali et Mauritanie.
4. Nonobstant les dispositions prévues sous 1 à 3, les envois de sérums, de vaccins ainsi que les envois de médicaments d'urgence nécessitant qu'il est difficile de se procurer sont admis dans tous les cas.

Article XI

Réclamations

1. Par dérogation à l'article 17.3, **l'Arabie saoudite, la Bulgarie (Rép.), le Cap-Vert, l'Egypte, le Gabon, les Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, la Grèce, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, les Philippines, la Rép. pop. dém. de Corée, le Soudan, la Syrienne (Rép. arabe), le Tchad, le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie** se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les envois de la poste aux lettres.
2. Par dérogation à l'article 17.3, **l'Argentine, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Lituanie, la Moldova et la Slovaquie se réservent** le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.
3. **L'Afghanistan, l'Arabie saoudite, la Bulgarie (Rép.), le Cap-Vert, le Congo (Rép.), l'Egypte, le Gabon, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, le Soudan, le Suriname, la Syrienne (Rép. arabe), le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie** se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les colis.
4. Par dérogation à l'article 17.3, **l'Amérique (Etats-Unis), le Brésil et le Panama (Rép.)** se réservent le droit de percevoir sur les clients une taxe de réclamation pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux déposés dans les pays qui appliquent ce genre de taxe en vertu des dispositions sous 1 à 3.

Article XII

Taxe de présentation à la douane

1. **Le Gabon** se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.
2. **Le Congo (Rép.) et la Zambie** se réservent le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur leurs clients pour les colis.

Article XIII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. **L'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Grèce et la Nouvelle-Zélande** se réservent le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur **tout opérateur désigné** qui, en vertu de l'article 26.4, lui renvoie des objets qui n'ont pas, à l'origine, été expédiés comme envois postaux par leurs services.
2. Par dérogation à l'article 26.4, **le Canada** se réserve le droit de percevoir **de l'opérateur désigné** d'origine une rémunération lui permettant de récupérer au minimum les coûts lui ayant été occasionnés par le traitement de tels envois.
3. L'article 26.4 autorise **l'opérateur désigné** de destination à réclamer à **l'opérateur désigné** de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. L'Australie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réservent le droit de limiter ce paiement au montant correspondant au tarif intérieur du pays de destination applicable à des envois équivalents.
4. L'article 26.4 autorise **l'opérateur désigné** de destination à réclamer à **l'opérateur désigné** de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Les **Pays-membres** suivants se réservent le droit de limiter ce paiement aux limites autorisées dans le Règlement pour le courrier en nombre: Amérique (Etats-Unis), Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Chine (Rép. pop.), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname et Thaïlande.
5. Nonobstant les réserves sous 4, les **Pays-membres** suivants se réservent le droit d'appliquer dans leur intégralité les dispositions de l'article 26 de la Convention au courrier reçu des Pays-membres de l'Union: Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), Danemark, Egypte, France, Grèce, Guinée, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Luxembourg, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Norvège, Portugal, Sénégal, Syrienne (Rép. arabe) et Togo.
6. Aux fins de l'application de l'article 26.4, **l'Allemagne** se réserve le droit de demander au pays de dépôt des envois une rémunération d'un montant équivalant à celui qu'elle aurait **reçu du pays** où l'expéditeur réside.
7. Nonobstant les réserves faites à l'article XIII, la Chine (Rép. pop.) se réserve le droit de limiter tout paiement au titre de la distribution des envois de la poste aux lettres déposés à l'étranger en grande quantité aux limites autorisées dans la Convention de l'UPU et le Règlement de la poste aux lettres pour le courrier en nombre.

Article XIV

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

1. Par dérogation à l'article 33, **l'Afghanistan** se réserve le droit de percevoir 7,50 DTS de quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle supplémentaire par colis.

Article XV

Tarifs spéciaux

1. **L'Amérique (Etats-Unis), la Belgique et la Norvège** ont la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface.

2. **Le Liban est autorisé** à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes.
3. **Le Panama (Rép.) est autorisé** à percevoir 0,20 DTS par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à **Genève**, le **12 août 2008**.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Table des matières

Partie I

Principes communs applicables aux services postaux de paiement

Chapitre I

Dispositions générales

Art.

1. Portée de l'Arrangement
2. Définitions
3. Désignation de l'opérateur
4. Attributions des Pays-membres
5. Attributions opérationnelles
6. Appartenance des fonds des services postaux de paiement
7. Lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la criminalité financière
8. Confidentialité
9. Neutralité technologique

Chapitre II

Principes généraux et qualité de service

10. Principes généraux
11. Qualité de service

Chapitre III

Principes liés aux échanges de données informatisés

12. Interopérabilité
13. Sécurisation des échanges électroniques
14. Suivi et localisation

Partie II

Règles applicables aux services postaux de paiement

Chapitre I

Traitement des ordres postaux de paiement

- 15. Dépôt, saisie et transmission des ordres postaux de paiement
- 16. Vérification et mise à disposition des fonds
- 17. Montant maximal
- 18. Remboursement

Chapitre II

Réclamations et responsabilité

- 19. Réclamations
- 20. Responsabilité des opérateurs désignés vis-à-vis des utilisateurs
- 21. Obligations et responsabilités des opérateurs désignés entre eux
- 22. Exemptions de responsabilité des opérateurs désignés
- 23. Réserves concernant la responsabilité

Chapitre III

Relations financières

- 24. Règles comptables et financières
- 25. Règlement et compensation

Partie III

Dispositions transitoires et finales

- 26. Réserves présentées lors du Congrès
- 27. Dispositions finales
- 28. Mise à exécution et durée de l'Arrangement concernant les services postaux de paiement

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.4 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement ci-après, qui s'inscrit dans les principes de ladite Constitution pour mettre en œuvre un service postal de paiement sécurisé, accessible et adapté au plus grand nombre d'utilisateurs sur la base de systèmes permettant l'interopérabilité des réseaux des opérateurs désignés.

Partie I

Principes communs applicables aux services postaux de paiement

Chapitre I

Dispositions générales

Article premier

Portée de l'Arrangement

1. Chaque Pays-membre met tout en œuvre pour que l'un au moins des services postaux de paiement ci-après soit fourni sur son territoire:
 - 1.1 Mandat en espèces: l'expéditeur remet des fonds au point d'accès au service de l'opérateur désigné et demande le paiement en espèces du montant intégral et sans retenue aucune au destinataire.
 - 1.2 Mandat de paiement: l'expéditeur ordonne le débit de son compte tenu par l'opérateur désigné et demande le paiement du montant intégral en espèces au destinataire, sans retenue aucune.
 - 1.3 Mandat de versement: l'expéditeur remet des fonds au point d'accès au service de l'opérateur désigné et demande leur versement sur le compte du destinataire, sans retenue aucune.
 - 1.4 Virement postal: l'expéditeur ordonne le débit de son compte tenu par l'opérateur désigné et demande l'inscription d'un montant équivalent au crédit du compte du destinataire tenu par l'opérateur désigné payeur, sans retenue aucune.
2. Le Règlement fixe les mesures nécessaires à l'exécution du présent Arrangement.

Article 2

Définitions

1. Autorité compétente: toute autorité nationale d'un Pays-membre supervisant, en vertu de pouvoirs conférés par la loi ou la réglementation, l'activité de l'opérateur désigné ou des personnes visées par le présent article. L'autorité compétente peut saisir les autorités administratives ou judiciaires concernées par la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, notamment la cellule nationale de renseignement financier et les autorités de surveillance.
2. Acompte: versement partiel et anticipé effectué par l'opérateur désigné émetteur au profit de l'opérateur désigné payeur pour soulager la trésorerie des services postaux de paiement de l'opérateur désigné payeur.
3. Blanchiment de capitaux: conversion ou transfert de devises effectué par une entité ou un individu sachant que ces devises proviennent d'une activité criminelle ou d'un acte de participation à une telle activité, pour dissimuler ou déguiser l'origine illicite des devises ou aider toute personne ayant participé à la poursuite de cette activité à se soustraire aux conséquences légales de son action; le blanchiment de capitaux doit être considéré comme tel même lorsque les activités produisant les biens à blanchir sont poursuivies sur le territoire d'un autre Pays-membre ou sur celui d'un pays tiers.
4. Cantonnement: séparation obligatoire des fonds des utilisateurs de ceux de l'opérateur désigné qui empêche l'emploi des fonds des utilisateurs à d'autres fins que l'exécution des opérations des services postaux de paiement.
5. Chambre de compensation: dans le cadre d'échanges multilatéraux, une chambre de compensation traite les dettes et créances réciproques résultant de prestations fournies par un opérateur en faveur d'un autre. Sa fonction consiste à comptabiliser les échanges entre opérateurs, dont le règlement est effectué via une banque de règlement, ainsi qu'à prendre les dispositions nécessaires en cas d'incidents de règlement.
6. Compensation: système permettant de réduire au minimum le nombre de paiements à effectuer par l'établissement d'un solde périodique des débits et crédits des partenaires intéressés. La compensation comprend deux phases: déterminer les soldes bilatéraux puis, par l'addition des soldes bilatéraux, calculer la position globale de chacun vis-à-vis de la communauté pour ne faire qu'un seul règlement selon la position débitrice ou créditrice de l'établissement considéré.
7. Compte centralisateur: agrégation de fonds provenant de différentes sources sur un compte unique.
8. Compte de liaison: compte courant postal que s'ouvrent réciproquement des opérateurs désignés dans le cadre de relations bilatérales et au moyen duquel les dettes et les créances réciproques sont liquidées.
9. Criminalité: tout type de participation à la perpétration d'un crime ou d'un délit, au sens de la législation nationale.
10. Dépôt de garantie: montant déposé, sous forme d'espèces ou de titres, pour garantir les paiements entre opérateurs désignés.
11. Destinataire: personne physique ou morale désignée par l'expéditeur comme le bénéficiaire du mandat ou du virement postal.
12. Monnaie tierce: monnaie intermédiaire utilisée en cas de non-convertibilité entre deux monnaies ou à des fins de compensation/règlement des comptes.

13. Devoir de vigilance relatif aux utilisateurs: devoir général des opérateurs désignés, comprenant les devoirs suivants:

- identifier les utilisateurs;
- se renseigner sur l'objet de l'ordre postal de paiement;
- surveiller les ordres postaux de paiement;
- vérifier le caractère actuel des informations concernant les utilisateurs;
- signaler les opérations suspectes aux autorités compétentes.

14. Données électroniques relatives aux ordres postaux de paiement: données transmises par voie électronique, d'un opérateur désigné à un autre, concernant l'exécution des ordres postaux de paiement, une réclamation, une modification ou une correction d'adresse, ou un remboursement; ces données sont saisies par les opérateurs désignés ou générées automatiquement par leur système d'information et indiquent un changement d'état de l'ordre postal de paiement ou de la demande relative à l'ordre.

15. Données personnelles: données d'identification de l'expéditeur ou du destinataire. Elles ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies.

16. Données postales: données nécessaires pour l'acheminement et le suivi de l'exécution de l'ordre postal de paiement, pour les statistiques, ainsi que pour le système de compensation centralisée.

17. Echange de données informatisé (EDI): échange, d'ordinateur à ordinateur, de données concernant des opérations, au moyen des réseaux et des formats normalisés compatibles avec le système de l'Union.

18. Expéditeur: personne physique ou morale donnant l'ordre à un opérateur désigné d'effectuer un ordre postal de paiement conforme aux Actes de l'Union.

19. Financement du terrorisme: notion recouvrant le financement des actes de terrorisme, des terroristes et des organisations terroristes.

20. Fonds des utilisateurs: sommes remises par l'expéditeur à l'opérateur désigné émetteur en espèces, ou directement débitées du compte de l'expéditeur tenu dans les livres de l'opérateur désigné émetteur, ou par tout autre moyen monétique sécurisé, mises à disposition par l'expéditeur à l'opérateur désigné émetteur ou tout autre opérateur financier, à des fins de paiement à un destinataire spécifié par l'expéditeur, conformément au présent Arrangement et à son Règlement.

21. Monnaie d'émission: monnaie du pays de destination ou monnaie tierce autorisée par le pays de destination dans laquelle l'ordre postal de paiement est émis.

22. Opérateur désigné émetteur: opérateur désigné transmettant un ordre postal de paiement à l'opérateur désigné payeur, conformément aux Actes de l'Union.

23. Opérateur désigné payeur: opérateur désigné chargé d'exécuter l'ordre postal de paiement dans le pays du destinataire, conformément aux Actes de l'Union.

24. Période de validité: période pendant laquelle l'ordre postal de paiement peut être valablement exécuté ou révoqué.

25. Point d'accès au service: lieu physique ou virtuel où l'utilisateur peut déposer ou recevoir un ordre postal de paiement.

26. Rémunération: somme due par l'opérateur désigné émetteur à l'opérateur désigné payeur pour le paiement au destinataire.
27. Révocabilité: possibilité pour l'expéditeur de rappeler son ordre postal de paiement (mandat ou virement) jusqu'au moment du paiement ou à la fin de la période de validité, si le paiement n'a pas été effectué.
28. Risque de contrepartie: risque lié à la défaillance d'une des parties à un contrat. Se traduit par un risque de perte ou d'illiquidité.
29. Risque de liquidité: risque qu'une contrepartie ou un participant à un système de règlement se trouve dans l'impossibilité temporaire de s'acquitter en totalité d'une obligation à son échéance.
30. Signalement de transactions suspectes: obligation de l'opérateur désigné, fondée sur la législation nationale et les résolutions de l'Union, de communiquer à ses autorités nationales compétentes des informations sur les transactions suspectes.
31. Suivi et localisation: système permettant de suivre le parcours d'un ordre postal de paiement et de déterminer à tout moment où il se trouve et son état d'exécution.
32. Tarif: montant payé par un expéditeur à l'opérateur désigné émetteur pour un service postal de paiement.
33. Transaction suspecte: ordre postal de paiement ou demande de remboursement relative à un ordre postal de paiement, ponctuel ou répétitif, lié à une infraction de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
34. Utilisateur: personne physique ou morale, expéditeur ou destinataire, utilisant les services postaux de paiement conformément au présent Arrangement.

Article 3

Désignation de l'opérateur

1. Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les services postaux de paiement. En outre, les Pays-membres communiquent au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer l'exploitation des services postaux de paiement au moyen de leur(s) réseau(x), et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur son ou leur territoire. Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux et les opérateurs désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.
2. Les opérateurs désignés fournissent les services postaux de paiement, conformément au présent Arrangement.

Article 4

Attributions des Pays-membres

1. Les Pays-membres prennent les mesures nécessaires en vue d'assurer la continuité des services postaux de paiement, en cas de défaillance de leur(s) opérateur(s) désigné(s), sans préjudice de la responsabilité de cet/ces opérateur(s) vis-à-vis des autres opérateurs désignés en vertu des Actes de l'Union.

2. En cas de défaillance de son opérateur désigné, le Pays-membre informe, par l'intermédiaire du Bureau international, les autres Pays-membres parties au présent Arrangement:
 - 2.1 de la suspension de ses services postaux de paiement internationaux à compter de la date indiquée et jusqu'à nouvel avis;
 - 2.2 des mesures prises pour rétablir ses services sous la responsabilité d'un nouvel opérateur désigné éventuel.

Article 5

Attributions opérationnelles

1. Les opérateurs désignés sont responsables de l'exécution des services postaux de paiement vis-à-vis des autres opérateurs et des utilisateurs.
2. Ils répondent des risques, tels que les risques opérationnels, les risques de liquidité et les risques de contrepartie, conformément à la législation nationale.
3. En vue de la mise en œuvre des services postaux de paiement dont la prestation leur est confiée par leur Pays-membre respectif, les opérateurs désignés concluent des accords bilatéraux ou multilatéraux avec les opérateurs désignés de leur choix.

Article 6

Appartenance des fonds des services postaux de paiement

1. Toute somme d'argent, remise en espèces ou débitée d'un compte en vue de l'exécution d'un ordre postal de paiement, appartient à l'expéditeur jusqu'au moment où elle est payée au destinataire ou portée au crédit de son compte.
2. Pendant la période de validité de l'ordre postal de paiement, l'expéditeur peut le révoquer jusqu'au moment où le montant correspondant est payé au destinataire ou porté au crédit de son compte.

Article 7

Lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la criminalité financière

1. Les opérateurs désignés mettent en œuvre les moyens nécessaires pour remplir leurs obligations découlant de la législation nationale et internationale, y compris celles relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la criminalité financière.
2. Ils doivent signaler aux autorités compétentes de leur pays les transactions suspectes, conformément aux lois et règlements nationaux.
3. Le Règlement énonce les obligations détaillées des opérateurs désignés en ce qui concerne l'identification de l'utilisateur, la vigilance nécessaire et les procédures d'exécution de la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la criminalité financière.

Article 8

Confidentialité

1. Les opérateurs désignés assurent la confidentialité et l'utilisation des données personnelles dans le respect de la législation nationale et, le cas échéant, des obligations internationales et du Règlement. Les dispositions du présent article n'affectent pas la fourniture de données personnelles effectuée en réponse à une demande formulée dans le respect de la législation nationale de chaque Pays-membre.
2. Les données nécessaires à l'exécution de l'ordre postal de paiement sont confidentielles.
3. A des fins statistiques, éventuellement, pour l'évaluation de la qualité de service et la compensation centralisée, les opérateurs désignés sont tenus de communiquer au Bureau international de l'Union postale universelle au moins une fois par an des données postales. Le Bureau international traite confidentiellement les données postales individuelles.

Article 9

Neutralité technologique

1. L'échange des données nécessaires à la prestation des services définis dans le présent Arrangement est régi par le principe de la neutralité technologique, ce qui signifie que la fourniture de ces services ne dépend pas de l'utilisation d'une technologie particulière.
2. Les modalités d'exécution des ordres postaux de paiement, telles que les conditions de dépôt, de saisie, d'envoi, de paiement, de remboursement, de traitement des réclamations ou de délai de mise à disposition des fonds auprès des destinataires, peuvent varier en fonction de la technologie utilisée pour la transmission de l'ordre postal de paiement.
3. Les services postaux de paiement peuvent être fournis en combinant différentes technologies.

Chapitre II

Principes généraux et qualité de service

Article 10

Principes généraux

1. Accessibilité par le réseau
 - 1.1 Les services postaux de paiement sont fournis par les opérateurs désignés dans leur(s) réseau(x), ou dans tout autre réseau partenaire de manière à assurer l'accessibilité de ces services au plus grand nombre.
 - 1.2 Tous les utilisateurs ont accès aux services postaux de paiement indépendamment de l'existence de toute relation contractuelle ou commerciale avec l'opérateur désigné.
2. Séparation des fonds
 - 2.1 Les fonds des utilisateurs sont cantonnés. Ces fonds et les flux qu'ils génèrent sont séparés des autres fonds et flux des opérateurs, notamment leurs fonds propres.

- 2.2 Les règlements liés à la rémunération entre opérateurs désignés sont séparés des règlements liés aux fonds des utilisateurs.
- 3. Monnaie d'émission et monnaie de paiement des ordres postaux de paiement
- 3.1 Le montant de l'ordre postal de paiement est exprimé et payé en monnaie du pays de destination ou dans toute autre monnaie autorisée par le pays de destination.
- 4. Non-répudiabilité
- 4.1 La transmission des ordres postaux de paiement par voie électronique est soumise au principe de non-répudiabilité, au sens duquel l'opérateur désigné émetteur ne peut mettre en cause l'existence desdits ordres et l'opérateur désigné payeur ne peut nier les avoir effectivement reçus, dans la mesure où le message est conforme aux normes techniques applicables.
- 4.2 La non-répudiabilité des ordres postaux de paiement transmis par voie électronique doit être assurée par des moyens techniques, quel que soit le système utilisé par les opérateurs désignés.
- 5. Exécution des ordres postaux de paiement
- 5.1 Les ordres postaux de paiement transmis entre opérateurs désignés doivent être exécutés sous réserve des dispositions du présent Arrangement et de la législation nationale.
- 5.2 Dans le réseau des opérateurs désignés, la somme remise à l'opérateur désigné émetteur par l'expéditeur est la même que celle payée au destinataire par l'opérateur désigné payeur.
- 5.3 Le paiement au destinataire n'est pas lié à la réception par l'opérateur désigné payeur des fonds correspondants de l'expéditeur. Il doit être effectué, sous réserve du respect par l'opérateur désigné émetteur de ses obligations envers l'opérateur désigné payeur relatives à des acomptes ou à l'approvisionnement du compte de liaison.
- 6. Tarification
- 6.1 L'opérateur désigné émetteur fixe le tarif des services postaux de paiement.
- 6.2 Le tarif peut être majoré de frais pour tout service optionnel ou supplémentaire requis par l'expéditeur.
- 7. Exonération tarifaire
- 7.1 Les dispositions de la Convention postale universelle relatives à l'exonération de taxes postales des envois postaux destinés aux prisonniers de guerre et aux internés civils peuvent s'appliquer aux services postaux de paiement pour ce type de destinataires.
- 8. Rémunération de l'opérateur désigné payeur
- 8.1 L'opérateur désigné payeur perçoit une rémunération de l'opérateur désigné émetteur pour l'exécution des ordres postaux de paiement.
- 9. Périodicité des règlements entre opérateurs désignés
- 9.1 La périodicité du règlement entre opérateurs désignés des sommes payées au destinataire ou portées au crédit de son compte par un expéditeur peut être différente de celle retenue pour le règlement de la rémunération entre opérateurs désignés. Le règlement des sommes payées aux destinataires ou portées au crédit de leur compte est effectué au moins une fois par mois.

10. Obligation d'information des utilisateurs
- 10.1 Les utilisateurs ont droit aux informations ci-après, qui sont publiées et communiquées à tout expéditeur: conditions de fourniture des services postaux de paiement, tarifs, frais, taux et modalités de change, conditions de mise en œuvre de la responsabilité et adresses des services de renseignements et de réclamations.
- 10.2 L'accès à ces informations est gratuit.

Article 11

Qualité de service

1. Les opérateurs désignés peuvent décider d'identifier les services postaux de paiement au moyen d'une marque collective.

Chapitre III

Principes liés aux échanges de données informatisés

Article 12

Interopérabilité

1. Réseaux
- 1.1 Pour assurer l'échange des données nécessaires à l'exécution des services postaux de paiement entre tous les opérateurs désignés et la supervision de la qualité de service, ceux-ci utilisent le système d'échange de données informatisé (EDI) de l'Union ou tout autre système permettant d'assurer l'interopérabilité des services postaux de paiement conformément au présent Arrangement.

Article 13

Sécurisation des échanges électroniques

1. Les opérateurs désignés sont responsables du bon fonctionnement de leurs équipements.
2. La transmission électronique des données doit être sécurisée pour assurer l'authenticité des données transmises et leur intégrité.
3. Les opérateurs désignés doivent sécuriser les transactions, conformément aux normes internationales.

Article 14

Suivi et localisation

1. Les systèmes utilisés par les opérateurs désignés doivent permettre le suivi du traitement de l'ordre postal de paiement et sa révocabilité par l'expéditeur, jusqu'au moment où le montant correspondant est payé au destinataire ou porté au crédit de son compte, ou, le cas échéant, remboursé à l'expéditeur.

Partie II

Règles applicables aux services postaux de paiement

Chapitre I

Traitement des ordres postaux de paiement

Article 15

Dépôt, saisie et transmission des ordres postaux de paiement

1. Les conditions de dépôt, de saisie et de transmission des ordres postaux de paiement sont définies dans le Règlement.
2. La durée de validité des ordres postaux de paiement est non prorogeable. Elle est fixée dans le Règlement.

Article 16

Vérification et mise à disposition des fonds

1. Après vérification de l'identité du destinataire conformément à la législation nationale et après vérification de la conformité des informations fournies par le destinataire, l'opérateur désigné payeur effectue le paiement en espèces. Pour un mandat de versement ou un virement, il porte le montant au crédit du compte du destinataire.
2. Les délais de mise à disposition des fonds sont fixés dans les accords multilatéraux ou bilatéraux entre opérateurs désignés.

Article 17

Montant maximal

1. Les opérateurs désignés communiquent au Bureau international de l'Union postale universelle les montants maximaux à l'expédition et à la réception fixés conformément à leur législation nationale.

Article 18

Remboursement

1. Etendue du remboursement
 - 1.1 Le remboursement dans le cadre des services postaux de paiement porte sur la totalité de l'ordre postal de paiement en monnaie du pays d'émission. Le montant à rembourser est égal au montant versé par l'expéditeur ou à celui débité de son compte. Le tarif du service postal de paiement est ajouté au remboursement en cas de faute d'un opérateur désigné.

Chapitre II

Réclamations et responsabilité

Article 19

Réclamations

1. Les réclamations sont admises dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de l'acceptation de l'ordre postal de paiement.
2. Les opérateurs désignés, sous réserve de leur législation nationale, ont le droit de percevoir sur leurs clients des frais de réclamation pour les ordres postaux de paiement.

Article 20

Responsabilité des opérateurs désignés vis-à-vis des utilisateurs

1. Traitement des fonds
- 1.1 L'opérateur désigné émetteur est responsable vis-à-vis de l'expéditeur des sommes remises au guichet ou débitées du compte de l'expéditeur jusqu'au moment où l'ordre postal de paiement aura été régulièrement payé ou porté au crédit du compte du destinataire ou encore remboursé à l'expéditeur en espèces ou par inscription au crédit de son compte.

Article 21

Obligations et responsabilités des opérateurs désignés entre eux

1. Chaque opérateur désigné est responsable de ses propres erreurs.
2. Les modalités et l'étendue de la responsabilité sont fixées dans le Règlement.

Article 22

Exemptions de responsabilité des opérateurs désignés

1. Les opérateurs désignés ne sont pas responsables:
 - 1.1 en cas de retard dans l'exécution du service;
 - 1.2 lorsque, par suite de la destruction des données relatives aux services postaux de paiement résultant d'un cas de force majeure, ils ne peuvent rendre compte de l'exécution d'un ordre postal de paiement, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
 - 1.3 lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, notamment en ce qui concerne son devoir de fournir des informations correctes à l'appui de son ordre postal de paiement, y inclus sur la licéité de la provenance des fonds remis ainsi que des motifs de l'ordre postal de paiement;
 - 1.4 en cas de saisie des fonds remis;
 - 1.5 lorsqu'il s'agit de fonds de prisonniers de guerre ou d'internés civils;
 - 1.6 lorsque l'utilisateur n'a formulé aucune réclamation dans le délai fixé dans le Règlement;
 - 1.7 lorsque le délai de prescription des services postaux de paiement dans le pays d'émission est écoulé.

Article 23

Réserves concernant la responsabilité

1. Les dispositions concernant la responsabilité prescrites aux articles 20 à 22 ne peuvent pas faire l'objet de réserves, sauf en cas d'accord bilatéral.

Chapitre III

Relations financières

Article 24

Règles comptables et financières

1. Règles comptables

1.1 Les opérateurs désignés respectent les règles comptables définies dans le Règlement.

2. Etablissement des comptes mensuels et généraux

2.1 L'opérateur désigné payeur établit pour chaque opérateur désigné émetteur un compte mensuel des sommes payées pour les services postaux de paiement. Les comptes mensuels sont incorporés, selon la même périodicité, dans un compte général incluant les acomptes et donnant lieu à un solde.

3. Acompte

3.1 En cas de déséquilibre des échanges entre opérateurs désignés, l'opérateur désigné émetteur verse à l'opérateur désigné payeur, au moins une fois par mois en début de période, un acompte. Dans le cas où l'augmentation de la fréquence du règlement des échanges ramène les délais à une durée inférieure à une semaine, les opérateurs peuvent convenir de renoncer à cet acompte.

4. Compte centralisateur

4.1 En principe, chaque opérateur désigné dispose d'un compte centralisateur dédié aux fonds des utilisateurs. Ces fonds sont utilisés exclusivement pour régler à l'opérateur désigné des ordres postaux de paiement payés aux destinataires ou pour rembourser aux expéditeurs des ordres postaux de paiement non exécutés.

4.2 Lorsque l'opérateur désigné verse des acomptes, ceux-ci sont portés au crédit du compte centralisateur dédié de l'opérateur désigné payeur. Ces acomptes servent exclusivement aux paiements aux destinataires.

5. Dépôt de garantie

5.1 Le versement d'un dépôt de garantie peut être exigé selon les conditions prévues dans le Règlement.

Article 25

Règlement et compensation

1. Règlement centralisé
- 1.1 Les règlements entre opérateurs désignés peuvent passer par une chambre de compensation centralisée, selon les modalités prévues dans le Règlement. Ils s'effectuent à partir des comptes centralisateurs des opérateurs désignés.
2. Règlement bilatéral
- 2.1 Facturation sur la base du solde du compte général
- 2.1.1 En général, les opérateurs désignés qui ne sont pas membres d'un système de compensation centralisée règlent leurs comptes sur la base du solde du compte général.
- 2.2 Compte de liaison
- 2.2.1 Lorsque les opérateurs désignés disposent d'institutions de chèques postaux, ils peuvent s'ouvrir réciproquement un compte de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et créances réciproques relatives aux services postaux de paiement.
- 2.2.2 Lorsque l'opérateur désigné payeur ne dispose pas d'une institution de chèques postaux, le compte de liaison peut être ouvert auprès d'un autre établissement financier.
- 2.3 Monnaie de règlement
- 2.3.1 Le règlement est effectué dans la monnaie du pays de destination ou dans une monnaie tierce convenue entre les opérateurs désignés.

Partie III

Dispositions transitoires et finales

Article 26

Réserves présentées lors du Congrès

1. Toute réserve incompatible avec l'objet et le but de l'Union n'est pas autorisée.
2. En règle générale, les Pays-membres qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres Pays-membres doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité. Les réserves ne doivent être faites qu'en cas de nécessité absolue et être dûment motivées.
3. Toute réserve à des articles du présent Arrangement doit être soumise au Congrès sous la forme d'une proposition rédigée dans une des langues de travail du Bureau international conformément aux dispositions pertinentes du Règlement intérieur des Congrès.
4. Pour être effective, toute réserve soumise au Congrès doit être approuvée par la majorité requise dans chaque cas pour la modification de l'article visé par la réserve.
5. En principe, la réserve est appliquée sur une base de réciprocité entre le Pays-membre l'ayant émise et les autres Pays-membres.
6. Les réserves au présent Arrangement sont insérées dans son Protocole final sur la base des propositions approuvées par le Congrès.

Article 27

Dispositions finales

1. La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.
2. L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.
3. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement:
 - 3.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants ayant le droit de vote et qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès et ayant le droit de vote doivent être présents au moment du vote.
 - 3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement du présent Arrangement doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale présents et votants ayant le droit de vote et qui sont parties à l'Arrangement.
 - 3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:
 - 3.3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement et ayant le droit de vote ayant participé au suffrage, s'il s'agit de l'adjonction de nouvelles dispositions;
 - 3.3.2 la majorité des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement et ayant le droit de vote ayant participé au suffrage, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;
 - 3.3.3 la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.
 - 3.4 Nonobstant les dispositions prévues sous 3.3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec l'adjonction proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette adjonction, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

Article 28

Mise à exécution et durée de l'Arrangement concernant les services postaux de paiement

1. Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 2010 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à Genève, le 12 août 2008.

OSMÝ DODATKOVÝ PROTOKOL K ÚSTAVĚ SVĚTOVÉ POŠTOVNÍ UNIE**Obsah****Článek**

I.	(změněný čl. 1bis)	Definice
II.	(změněný čl. 4)	Výjimečné styky
III.	(změněný čl. 8	Užší unie. Zvláštní ujednání.
IV.	(změněný čl. 11)	Přístup nebo přijetí do Unie. Postup
V.	(změněný čl. 22)	Akta Unie
VI.	(změněný čl. 25)	Podpis, ověření, ratifikace a jiné způsoby schválení Akt Unie
VII.	(změněný čl. 29)	Předkládání návrhů
VIII.	(změněný čl. 32)	Rozhodčí řízení
IX.		Přístup k Dodatkovému protokolu a k ostatním Aktům Unie
X.		Nabytí účinnosti a doba platnosti Dodatkového protokolu k Ústavě Světové poštovní unie

OSMÝ DODATKOVÝ PROTOKOL K ÚSTAVĚ SVĚTOVÉ POŠTOVNÍ UNIE

Přihlížejíce k článku 30 odst. 2 Ústavy Světové poštovní unie, sjednané ve Vídni dne 10. července 1964, přijali zplnomocněnci vlád členských zemí Světové poštovní unie shromáždění na Kongresu v Ženevě, s výhradou ratifikace, tyto změny uvedené Ústavy.

Článek I (změněný článek 1bis)

Definice

1. Pro účely Akt Světové poštovní unie jsou následující pojmy definovány takto:
- 1.1. Poštovní služba: soubor poštovních služeb, jejichž rozsah je určen orgány Unie. Hlavním úkolem poštovních služeb je uspokojování stanovených společenských a hospodářských cílů členských zemí zajištěním sběru, třídění, přepravy a dodání poštovních zásilek.
- 1.2. Členská země: země splňující podmínky uvedené v článku 2 Ústavy.
- 1.3. Jednotné poštovní území ((jedno a totéž poštovní území): povinnost pro smluvní strany Akt Světové poštovní unie zajišťovat na zásadě vzájemnosti výměnu listovních zásilek při respektování svobody průvozu a bez rozdílu zacházet s poštovními zásilkami původem z jiných území prováženými přes jejich země jako s jejich vlastními poštovními zásilkami.
- 1.4. Svoboda průvozu: zásada, podle které je zprostředkující členská země povinna zajistit dopravu poštovních zásilek, které jsou jí v průvozu předány pro jinou členskou zemi, a zacházet s těmito zásilkami stejným způsobem jako se zásilkami vnitřního styku.
- 1.5. Listovní zásilka: zásilky popsané v Úmluvě.
- 1.6. Mezinárodní poštovní služba: poštovní činnosti nebo služby upravené Akty. Soubor těchto činností nebo služeb.
- 1.7. Určený provozovatel: jakýkoli vládní nebo nevládní subjekt oficiálně jmenovaný členskou zemí pro provozování poštovních služeb a plnění příslušných povinností vyplývajících z Akt Unie na jejím území.
- 1.8. Výhrada: výhrada je ustanovení o výjimce, kterým chce členská země vyloučit nebo upravit právní účinnost ustanovení Akt, jiných než Ústavy a Generálního řádu, při jeho aplikaci na tuto členskou zemi. Každá výhrada musí být v souladu s cílem a smyslem Unie tak, jak jsou definovány v preambuli a článku 1 Ústavy. Musí být řádně odůvodněna a schválena většinou požadovanou pro schválení příslušného dokumentu a zahrnuta do jeho závěrečného protokolu.

Článek II (změněný článek 4) **Výjimečné styky**

Členské země, jejichž určení provozovatelé obstarávají spojení s územími nezahrnutými do Unie, jsou povinny být prostředníky ostatních členských zemí. Pro tyto výjimečné styky platí ustanovení Úmluvy a jejích Řádů.

Článek III
(změněný článek 8)
Užší unie. Zvláštní ujednání

1. Členské země nebo jejich určení provozovatelé mohou, pokud tomu nebrání zákonodárství těchto členských zemí, vytvářet užší unie a sjednávat zvláštní ujednání týkající se mezinárodní poštovní služby, avšak s podmínkou, že při tom nebudou zaváděna ustanovení méně výhodná pro veřejnost než ustanovení obsažená v Aktech, k nimž tyto členské země přistoupily.
2. Užší unie mohou vysílat pozorovatele na kongresy, konference a zasedání Unie, do Administrativní rady, jakož i do Rady poštovního provozu.
3. Unie může vysílat pozorovatele na kongresy, konference a zasedání užších unií.

Článek IV
(změněný článek 11)
Přístup nebo přijetí do Unie. Postup

1. Každý člen Organizace spojených národů může přistoupit k Unii.
2. Každá svrchovaná země, která není členem Organizace spojených národů, může požádat o přijetí za členskou zemi Unie.
3. Přístup nebo žádost o přijetí do Unie musí zahrnovat výslovné prohlášení o přístupu k Ústavě a k povinným Aktům Unie. Toto prohlášení adresuje vláda zainteresované země generálnímu řediteli Mezinárodního úřadu, který podle okolností oznámí přístup nebo si vyžádá názor členských zemí na žádost o přijetí.
4. Země, která není členem Organizace spojených národů, je považována za přijatou za člena, je-li její žádost schválena nejméně dvěma třetinami členských zemí Unie. O členských zemích, které neodpověděly ve lhůtě čtyř měsíců, počítáno od data konzultace, se má za to, že se zdržely hlasování.
5. Přístup nebo přijetí za člena oznamuje generální ředitel Mezinárodního úřadu vládám členských zemí. Nabývá účinnosti dnem tohoto oznámení.

Článek V
(změněný článek 22)
Akta Unie

1. Ústava je základním Aktem Unie. Obsahuje hlavní předpisy Unie a nemůže být předmětem výhrad.
2. Generální řád obsahuje ustanovení, která zajišťují provádění Ústavy a činnost Unie. Je závazný pro všechny členské země a nemůže být předmětem výhrad.

3. Světová poštovní úmluva, Řád listovních zásilek a Řád poštovních balíků obsahují obecně platné předpisy pro mezinárodní poštovní službu, jakož i ustanovení týkající se služeb listovních zásilek a poštovních balíků. Tato Akta jsou závazná pro všechny členské země. Členské země dbají na to, aby jejich určení provozovatelé plnili povinnosti vyplývající z Úmluvy a jejich Řádů.
4. Ujednání Unie a jejich Řády upravují, s výjimkou listovních zásilek a poštovních balíků, služby mezi členskými zeměmi, které k nim přistoupily. Jsou závazné jen pro tyto členské země. Signatářské členské země dbají na to, aby jejich určení provozovatelé plnili povinnosti vyplývající z Ujednání a jejich Řádů.
5. Řády, které obsahují opatření nezbytná k provádění Úmluvy a ujednání, jsou stanoveny Radou poštovního provozu se zřetelem k rozhodnutím přijatým kongresem.
6. Případné závěrečné protokoly, připojené k Aktům Unie uvedeným v odstavcích 3, 4 a 5, obsahují výhrady k těmto Aktům.

Článek VI

(změněný článek 25)

Podpis, ověření, ratifikace a jiné způsoby schválení Akt Unie

1. Akta Unie přijatá kongresem podepisují zplnomocněnci členských zemí.
2. Řády jsou ověřovány předsedou a generálním sekretářem Rady poštovního provozu.
3. Ústavu ratifikují signatářské země co nejdříve.
4. Vyjma Ústavy se schvalování Akt Unie řídí ústavními předpisy každé signatářské země.
5. Jestliže některá členská země neratifikuje Ústavu nebo neschválí ostatní Akta, která podepsala, nejsou Ústava a ostatní Akta méně platné pro členské země, které je ratifikovaly nebo schválily.

Článek VII

(změněný článek 29)

Předkládání návrhů

1. Každá členská země má právo předložit buď kongresu, nebo mezi dvěma kongresy, návrhy týkající se Akt Unie, k nimž její země přistoupila.
2. Návrhy týkající se Ústavy a Generálního řádu mohou však být předloženy pouze kongresu.
3. Kromě toho návrhy týkající se Řádů se předkládají přímo Radě poštovního provozu, ale nejprve musí být Mezinárodním úřadem zaslány všem členským zemím a všem určeným provozovatelům.

Článek VIII
(změněný článek 32)
Rozhodčí řízení

V případě sporu mezi dvěma nebo několika členskými zeměmi ve výkladu Akt Unie nebo odpovědnosti vyplývající pro některou členskou zemi z provádění těchto Akt, je sporná otázka řešena rozhodčím nálezem.

Článek IX
Přístup k Dodatkovému protokolu a k ostatním Aktům Unie

1. Členské země, které nepodepsaly tento Protokol, mohou k němu kdykoliv přistoupit.
2. Členské země, které jsou účastníky Akt aktualizovaných kongresem, ale nepodepsaly je, mají k nim přistoupit co nejdříve.
3. Listiny o přistoupení, týkající se případů uvedených v odstavcích 1 a 2, musí být zaslány generálnímu řediteli Mezinárodního úřadu. Ten oznamuje jejich uložení vládám členských zemí.

Článek X
Nabytí účinnosti a doba platnosti Dodatkového protokolu k Ústavě Světové poštovní unie

Tento Dodatkový protokol nabude účinnosti dnem 1. ledna 2010 a zůstane v platnosti po neurčitou dobu.

Na důkaz toho sepsali zplnomocněnci vlád členských zemí tento Dodatkový protokol, který bude mít stejnou účinnost a stejnou platnost, jako kdyby jeho ustanovení byla pojata do vlastního textu Ústavy, a podepsali jedno jeho vyhotovení, které je uloženo u generálního ředitele Mezinárodního úřadu. Jeho opis bude odevzdán každé straně Mezinárodním úřadem Světové poštovní unie.

Dáno v Ženevě dne 12. srpna 2008

PRVNÍ DODATKOVÝ PROTOKOL KE GENERÁLNÍMU ŘÁDU SVĚTOVÉ POŠTOVNÍ UNIE

Obsah

Článek

- | | | |
|--------|-------------------|--|
| I. | (nový čl. 101bis) | Funkce kongresu |
| II. | (změněný čl. 102) | Složení, činnost a zasedání Administrativní rady |
| III. | (změněný čl. 103) | Informace o činnosti Administrativní rady |
| IV. | (změněný čl. 104) | Složení, činnost a zasedání Rady poštovního provozu |
| V. | (změněný čl. 105) | Informace o činnosti Rady poštovního provozu |
| VI. | (změněný čl. 106) | Složení, činnost a zasedání Poradního výboru |
| VII. | (změněný čl. 107) | Informace o činnosti Poradního výboru |
| VIII. | (změněný čl. 110) | Jazyky používané pro dokumentaci, pro ústní jednání a pro služební korespondenci |
| IX. | (změněný čl. 112) | Funkce generálního ředitele |
| X. | (změněný čl. 114) | Sekretariát orgánů Unie |
| XI. | (změněný čl. 116) | Informace. Dobrozdání. Žádosti o výklad a změnu Akt. Anket. Zprostředkování při vyrovnávání účtů. |
| XII. | (změněný čl. 118) | Tiskopisy dodávané Mezinárodním úřadem |
| XIII. | (změněný čl. 119) | Akta užších unií a zvláštní ujednání |
| XIV. | (změněný čl. 121) | Dvouletá zpráva o činnosti Unie |
| XV. | (změněný čl. 122) | Postup při předkládání návrhů kongresu |
| XVI. | (změněný čl. 123) | Postup při předkládání návrhů týkajících se přípravy nových řádů Radě poštovního provozu s ohledem na rozhodnutí přijatá kongresem |
| XVII. | (změněný čl. 124) | Postup při předkládání návrhů mezi dvěma kongresy |
| XVIII. | (změněný čl. 125) | Projednávání návrhů mezi dvěma kongresy |
| XIX. | (změněný čl. 126) | Oznamování rozhodnutí přijatých mezi dvěma kongresy |
| XX. | (změněný čl. 128) | Stanovení a úhrada výdajů Unie |
| XXI. | (změněný čl. 130) | Příspěvkové třídy |
| XXII. | (změněný čl. 131) | Placení za dodávky od Mezinárodního úřadu |
| XXIII. | (změněný čl. 132) | Postup při rozhodčím řízení |
| XXIV. | (změněný čl. 135) | Změna, nabytí účinnosti a doba platnosti Generálního řádu |
| XXV. | | Přístup k Dodatkovému protokolu |
| XXVI. | | Nabytí účinnosti a doba platnosti Dodatkového protokolu ke Generálnímu řádu |

PRVNÍ DODATKOVÝ PROTOKOL KE GENERÁLNÍMU ŘÁDU SVĚTOVÉ POŠTOVNÍ UNIE

Přihlížejíce k článku 22 odst. 2 Ústavy Světové poštovní unie, sjednané ve Vídni dne 10. července 1964, přijali zplnomocněnci vlád členských zemí Světové poštovní unie shromáždění na Kongresu v Ženevě společnou dohodu a s výhradou článku 25 odst. 4 uvedené Ústavy, tyto změny Generálního řádu.

Článek I *(nový článek 101bis)* **Funkce kongresu**

1. Na základě návrhů členských zemí, Administrativní rady a Rady poštovního provozu kongres:
 - 1.1 stanoví všeobecné politiky pro naplnění poslání a cíle Unie uvedených v preambuli Ústavy a jejím prvním článku;
 - 1.2 podle potřeby, projednává a přijímá návrhy na změny Ústavy, Generálního řádu, Světové poštovní úmluvy a Ujednání formulované členskými zeměmi a Radami podle článku 29 Ústavy a článku 122 Generálního řádu;
 - 1.3 stanoví datum nabytí účinnosti Akt;
 - 1.4 přijímá svůj Jednací řád a jeho dodatky;
 - 1.5 projednává souhrnné zprávy o činnosti předložené Administrativní radou, Radou poštovního provozu a Poradním výborem, které pokrývají období uplynulé od předchozího kongresu, a to v souladu s ustanoveními článků 103, 105 a 107 Generálního řádu;
 - 1.6 přijímá strategii Unie;
 - 1.7 stanoví maximální částku výdajů Unie v souladu s čl. 21 Ústavy;
 - 1.8 volí členské země do Administrativní rady a Rady poštovního provozu;
 - 1.9 volí generálního ředitele a náměstka generálního ředitele Mezinárodního úřadu
 - 1.10 rezolucí stanoví strop výdajů, kterými Unie podporuje výrobu dokumentů v angličtině, čínštině, portugalštině a ruštině.
2. Kongres jako nejvyšší orgán Unie projednává další otázky týkající se zejména poštovních služeb.

Článek II *(změněný čl. 102)*

Složení, činnost a zasedání Administrativní rady (Ústava čl. 17)

1. Administrativní rada se skládá z jedenačtyřiceti členů, kteří vykonávají své funkce v období mezi dvěma po sobě jdoucími kongresy.
2. Předsednictví náleží z moci práva hostitelské členské zemi kongresu. Zřekne-li se tato členská země tohoto práva, stává se právoplatným členem Rady, a proto zeměpisná skupina, k níž tato země náleží, získává další místo v Radě, na něž se nevztahují omezení uvedená v odstavci 3. V tomto případě zvolí Administrativní rada za předsedu

jednoho z členů náležejících do zeměpisné skupiny, do které patří hostitelská členská země.

3. Ostatních čtyřicet členů Administrativní rady je voleno kongresem na základě spravedlivého zeměpisného rozdělení. Alespoň polovina členů se obnovuje na každém kongresu; žádná členská země nemůže být zvolena třemi po sobě jdoucími kongresy.
4. Každý člen Administrativní rady určí svého zástupce, který musí být kompetentní v oboru poštovníctví.
5. Funkce členů Administrativní rady jsou bezplatné. Výdaje na činnost této Rady nese Unie.
6. Administrativní rada má následující kompetence:
 - 6.1 dohlížet na veškerou činnost Unie v období mezi kongresy s přihlédnutím k rozhodnutím kongresu a studovat otázky týkající se vládní politiky v oboru poštovníctví s přihlédnutím k mezinárodní regulační politice vztahující se k obchodování ve službách a ke konkurenci;
 - 6.2 v rámci svých kompetencí projednávat a schvalovat veškerou činnost, kterou považuje za nezbytnou pro zachování a zlepšení kvality mezinárodních poštovních služeb a jejich modernizaci;
 - 6.3 podporovat, koordinovat a dohlížet na všechny formy poštovní technické pomoci v rámci mezinárodní technické spolupráce;
 - 6.4 projednávat a schvalovat dvouletý Program a rozpočet a roční účty Unie;
 - 6.5 dávat souhlas, vyžadují-li to okolnosti, k překročení limitu výdajů podle článku 128 odst. 3 až 5;
 - 6.6 stanovit finanční řád Světové poštovní unie;
 - 6.7 stanovit pravidla pro rezervní fond;
 - 6.8 stanovit pravidla pro speciální fond;
 - 6.9 stanovit pravidla pro fond zvláštních činností;
 - 6.10 stanovit pravidla pro dobrovolný fond;
 - 6.11 zajišťovat kontrolu činnosti Mezinárodního úřadu;
 - 6.12 povolovat, je-li o to požádána, výběr nižší příspěvkové třídy podle podmínek stanovených v článku 130 odst. 6;
 - 6.13 povolovat změnu zeměpisné skupiny, jestliže o to členská země požádá, s přihlédnutím k názorům členských zemí, které jsou členy dotčených zeměpisných skupin;
 - 6.14 stanovit personální statut a služební podmínky volených funkcionářů;
 - 6.15 vytvářet nebo rušit v Mezinárodním úřadu pracovní místa s přihlédnutím k omezením, která vyplývají ze stanoveného limitu výdajů;
 - 6.16 stanovit řád sociálního fondu;
 - 6.17 schvalovat dvouleté zprávy o činnosti Unie a o finančním řízení sestavované Mezinárodním úřadem a popř. k nim vznášet připomínky;
 - 6.18 rozhodovat o navazování styků s členskými zeměmi pro zajištění výkonu svých funkcí;
 - 6.19 po konzultaci s Radou poštovního provozu rozhodovat o navázání styků s organizacemi, které nejsou pozorovateli z moci práva, projednávat a schvalovat zprávy Mezinárodního úřadu o stycích Světové poštovní unie s ostatními mezinárodními organizacemi, přijímat rozhodnutí, jež pokládá za vhodná, o způsobu těchto styků a o opatřeních z nich vyplývajících; určit ve vhodné době, po konzultaci s Radou poštovního provozu a s generálním sekretářem mezinárodní organizace, sdružení, podniky

- a kompetentní osoby, které mají být pozvány k účasti na konkrétních zasedáních kongresu a jeho komisí, jestliže to je v zájmu Unie nebo ku prospěchu pracím kongresu a pověřit generálního ředitele Mezinárodního úřadu, aby rozeslal potřebná pozvání;
- 6.20 stanovit, považuje-li to za vhodné, zásady, k nimž musí přihlížet Rada poštovního provozu při studiu otázek, které mají závažné finanční dopady (sazby, termínální výdaje, tranzitní výdaje, základní sazba za leteckou přepravu poštovních zásilek a podávání listovních zásilek v cizině), pozorně sledovat studie a projednávat a schvalovat návrhy Rady poštovního provozu týkající se těchto otázek v souladu s výše uvedenými zásadami;
- 6.21 studovat na žádost kongresu, Rady poštovního provozu nebo členských zemí problémy správního, legislativního a právního rázu týkající se Unie nebo mezinárodní poštovní služby; Administrativní radě přísluší, aby ve výše uvedených oblastech rozhodla, zda je vhodné či nikoli provést studie požadované členskými zeměmi v období mezi kongresy;
- 6.22 vypracovat návrhy, které budou předloženy ke schválení buď kongresu, nebo členským zemím podle článku 125;
- 6.23 je-li to nezbytné, schvalovat v rámci svých kompetencí doporučení Rady poštovního provozu, která se týkají přijetí, předpisu nebo nové praxe do doby, než o nich rozhodne kongres;
- 6.24 projednávat roční zprávu Rady poštovního provozu a případně návrhy, které tato Rada předkládá;
- 6.25 předkládat náměty studií k projednání Radě poštovního provozu podle ustanovení článku 104 odst. 9.16;
- 6.26 stanovit členskou zemi, kde bude zasedat příští kongres v případě uvedeném v článku 101 odst. 4;
- 6.27 určit ve vhodné době a po konzultaci s Radou poštovního provozu počet komisí potřebných pro úspěšné vedení prací kongresu a stanovit jejich kompetence;
- 6.28 stanovit po konzultaci s Radou poštovního provozu a s výhradou schválení kongresem členské země, které by mohly:
- zastávat funkce místopředsedů kongresu, jakož i funkce předsedů a místopředsedů komisí, s přihlédnutím k pokud možno spravedlivému zeměpisnému rozdělení členských zemí;
 - být členy užších komisí kongresu;
- 6.29 projednávat a schvalovat, po konzultaci s Radou poštovního provozu, návrh strategie předkládané kongresu;
- 6.30 schvalovat čtyřletou zprávu, sestavenou Mezinárodním úřadem po konzultaci s Radou poštovního provozu, o výsledcích členských zemí pokud jde o realizaci strategie Unie schválené předchozím kongresem, pro předložení následujícímu kongresu;
- 6.31 stanovit rámec pro organizační uspořádání Poradního výboru a schvalovat jeho organizační uspořádání podle ustanovení článku 106;
- 6.32 stanovit kritéria pro přístup k Poradnímu výboru a schvalovat nebo odmítat žádosti o přístup podle těchto kritérií a současně zajistit, aby tyto žádosti byly mezi zasedáními Administrativní rady urychleně vyřizovány;
- 6.33 určovat své členy, kteří se stanou členy Poradního výboru;
- 6.34 přijímat a projednávat zprávy a doporučení Poradního výboru a posuzovat jeho doporučení pro předložení kongresu;
7. Na svém prvním zasedání, které svolává předseda kongresu, zvolí Administrativní rada mezi svými členy čtyři místopředsedy a stanoví svůj jednací řád.

8. Administrativní rada, kterou svolává její předseda, se schází zpravidla jednou ročně v sídle Unie.
9. Předseda, místopředsedové a předsedové komisí Administrativní rady tvoří řídicí výbor. Tento výbor připravuje a řídí práce každého zasedání Administrativní rady. Jménem Administrativní rady schvaluje roční zprávu o činnosti Unie sestavenou Mezinárodním úřadem a zajišťuje všechny ostatní úkoly, které se mu Administrativní rada rozhodla svěřit, nebo jejichž potřeba vznikla v procesu strategického plánování.
10. Cestovní náklady zástupce každého z členů Administrativní rady, který se zúčastní zasedání tohoto orgánu, jdou k tíži jeho členské země. Nicméně zástupce každé z členských zemí klasifikovaných jako rozvojové nebo nejméně rozvinuté podle seznamů sestavených Organizací spojených národů má právo, s výjimkou zasedání, která se konají během kongresu, na úhradu ceny buď zpáteční letenky v ekonomické třídě, nebo zpáteční jízdenky 1. třídy po železnici, nebo na úhradu cestovních nákladů jakýmkoli jiným dopravním prostředkem s podmínkou, že tato částka nebude vyšší než cena zpáteční letenky v ekonomické třídě. Stejné právo je poskytováno zástupci každého člena v jejich komisích, pracovních skupinách nebo jiných jejich orgánech, jestliže se scházejí mimo kongres nebo zasedání Rady.
11. Předseda Rady poštovního provozu zastupuje tento orgán na zasedáních Administrativní rady, jsou-li na pořadu jednání otázky týkající se orgánu, který řídí.
12. Předseda Poradního výboru zastupuje tento orgán na zasedáních Administrativní rady, jestliže program zahrnuje otázky zájímající Poradní výbor;
13. Aby byla zajištěna potřebná návaznost mezi pracemi obou orgánů, může Rada poštovního provozu jmenovat zástupce, kteří se zúčastní zasedání Administrativní rady jako pozorovatelé.
14. Členská země, kde zasedá Administrativní rada, je pozvána k účasti jako pozorovatel, pokud není členem Administrativní rady.
15. Administrativní rada může pozvat na svá zasedání bez hlasovacího práva kteroukoli mezinárodní organizaci, zástupce kterékoli asociace nebo podniku nebo kteroukoli kvalifikovanou osobu, kterou si přeje zapojit do svých prací. Za stejných podmínek může rovněž pozvat jednu nebo více členských zemí zainteresovaných na otázkách zařazených na pořad jejího jednání.
16. Jestliže o to požádají, mohou se následující pozorovatelé zúčastnit plenárních zasedání a zasedání komisí Administrativní rady bez hlasovacího práva:
 - 16.1 členové Rady poštovního provozu;
 - 16.2 členové Poradního výboru;
 - 16.3 mezivládní organizace zájímající se o činnost Administrativní rady;
 - 16.4 ostatní členské země Unie.
17. Z logistických důvodů může Administrativní rada omezit počet zúčastněných pozorovatelů. Může rovněž omezit jejich právo vystupovat v průběhu diskuse.

18. Členové Administrativní rady se aktivně podílí na její činnosti. Pozorovatelům může být na základě jejich žádosti umožněno spolupracovat na prováděných studiích při respektování podmínek, které může Rada stanovit, aby zajistila účinnost a efektivnost své práce. Jestliže je k tomu jejich znalosti nebo zkušenosti opravňují, mohou být vyzváni k předsednictví pracovních skupin a projekčních týmů. Účast pozorovatelů je zajišťována bez dodatečných nákladů pro Unii.
19. Za výjimečných okolností mohou být pozorovatelé vyloučeni ze zasedání nebo z jeho částí. Rovněž jejich právo dostávat určité dokumenty může být omezeno, jestliže to důvěrnost tématu zasedání nebo dokumentu vyžaduje; rozhodnutí týkající se takového omezení může být přijato případ od případu jakýmkoli dotčeným orgánem nebo jeho předsedou; různé případy jsou oznámeny Administrativní radě a Radě poštovního provozu, jestliže se jedná o otázky zvláštního zájmu tohoto orgánu. Jestliže to považuje za nezbytné, může Administrativní rada ve vhodných případech a po poradě s Radou poštovního provozu následně omezení prověřit.

Článek III (změněný článek 103)

Informace o činnosti Administrativní rady

1. Po každém zasedání Administrativní rada informuje členské země Unie, jejich určené provozovatele, užší unie a členy Poradního výboru o své činnosti zejména zasláním podrobné zprávy, jakož i svých rezolucí a rozhodnutí.
2. Administrativní rada předkládá kongresu souhrnnou zprávu o své činnosti a zasílá ji členským zemím, jejich určeným provozovatelům a členům Poradního výboru alespoň dva měsíce před zahájením kongresu.

Článek IV (změněný článek 104)

Složení, činnost a zasedání Rady poštovního provozu (Ústava čl. 18)

1. Rada poštovního provozu se skládá ze čtyřiceti členů, kteří vykonávají své funkce v období mezi dvěma po sobě jdoucími kongresy.
2. Členové Rady poštovního provozu jsou voleni kongresem na základě specifického geografického rozdělení. Dvacet čtyři míst je vyhrazeno rozvojovým členským zemím a šestnáct rozvinutým členským zemím. Nejméně jedna třetina členů je obnovena na každém kongresu.
3. Každý člen Rady poštovního provozu určí svého zástupce, který zajišťuje povinnosti uvedené v Aktech Unie týkající se poskytování služeb.
4. Náklady na činnost Rady poštovního provozu hradí Unie. Její členové nedostávají žádnou odměnu. Náklady na cestu a pobyt zástupců členských zemí, jež se účastní Rady poštovního provozu, nesou tyto členské země. Nicméně zástupce každé z členských zemí považovaných za znevýhodněné podle seznamů Organizace spojených národů má právo, s výjimkou zasedání během kongresu, na úhradu ceny buď zpáteční le-

tenky v ekonomické třídě, nebo jízdenky po železnici 1. třídy, nebo na úhradu cestovních nákladů jakýmkoli jiným dopravním prostředkem s podmínkou, že tato částka nebude vyšší než cena zpáteční letenky v ekonomické třídě.

5. Na svém prvním zasedání, které svolává a zahajuje předseda kongresu, si Rada poštovního provozu zvolí mezi svými členy předsedu, místopředsedu a předsedy komisí.
6. Rada poštovního provozu si stanoví svůj jednací řád.
7. Rada poštovního provozu se zpravidla schází každoročně v sídle Unie. Datum a místo zasedání určí předseda po dohodě s předsedou Administrativní rady a generálním ředitelem Mezinárodního úřadu.
8. Předseda, místopředseda a předsedové komisí Rady poštovního provozu tvoří řídicí výbor. Tento výbor připravuje a řídí práce každého zasedání Rady poštovního provozu a plní všechny úkoly, které se mu Rada rozhodla svěřit, nebo jejichž potřeba vznikla v procesu strategického plánování.
9. Rada poštovního provozu má následující kompetence:
 - 9.1 řídit studium nejdůležitějších provozních, obchodních, technických, ekonomických problémů a technické spolupráce, které jsou předmětem zájmu všech členských zemí Unie nebo jejich určených provozovatelů, především otázek, které mají závažné finanční dopady (sazby, terminální výdaje, tranzitní výdaje, základní sazba za leteckou přepravu poštovních zásilek, podíly za poštovní balíky a podávání listovních zásilek v cizině), vypracovávat k nim informace a posudky a doporučovat opatření, která je nutno ve vztahu k nim přijmout;
 - 9.2 revidovat Řády Unie ve lhůtě šesti měsíců po skončení kongresu, jestliže tento nerozhodl jinak; v případě naléhavé potřeby může Rada poštovního provozu uvedené Řády měnit také na jiných zasedáních; pokud jde o základní záměry a principy, zůstává v obou případech Rada poštovního provozu podřízena směrnicím Administrativní rady;
 - 9.3 koordinovat praktická opatření pro rozvoj a zlepšení mezinárodních poštovních služeb;
 - 9.4 vyvíjet s výhradou schválení Administrativní radou v rámci jejích kompetencí veškerou činnost, kterou považuje za nezbytnou pro zachování a zlepšení kvality mezinárodních poštovních služeb a její modernizaci;
 - 9.5 zpracovávat návrhy, které budou předloženy ke schválení buď kongresu nebo členským zemím podle článku 125; schválení Administrativní radou je požadováno, jestliže se tyto návrhy týkají otázek, které patří do její kompetence;
 - 9.6 projednávat na žádost kterékoli členské země jakýkoli návrh, který tato členská země zašle Mezinárodnímu úřadu podle článku 124, připravit k němu připomínky a pověřit Mezinárodní úřad, aby tyto připomínky připojil k danému návrhu před tím, než jej předloží ke schválení členským zemím;
 - 9.7 doporučovat, je-li to nutné a po případném schválení Administrativní radou a po konzultaci se všemi členskými zeměmi, přijetí předpisu nebo nové praxe do doby, než o nich rozhodne kongres;
 - 9.8 vypracovávat a předkládat členským zemím a jejich určeným provozovatelům formou doporučení normy z oblasti technické, provozní i z dalších oblastí své působnosti, kde je nezbytný jednotný postup; v případě potřeby stejně tak přistupovat ke změnám norem, které již dříve stanovila;

- 9.9 předkládat Administrativní radě nezbytné podklady pro zpracování návrhu strategie pro předložení kongresu;
 - 9.10 schvalovat ty části roční zprávy Mezinárodního úřadu o činnosti Unie, které se vztahují k odpovědnosti a funkcím Rady poštovního provozu;
 - 9.11 rozhodovat o navázání styků s členskými zeměmi a jejich určenými provozovateli nutných k výkonu svých funkcí;
 - 9.12 studovat problematiku výuky a odborného výcviku, o němž mají zájem členské země a jejich určené provozovatele, jakož i nové a rozvojové země;
 - 9.13 činit potřebná opatření ke studiu a šíření zkušeností a pokroku, jichž některé členské země a jejich určené provozovatele dosáhly v oblastech techniky, provozu, ekonomiky a odborného výcviku vztahujících se k poštovním službám;
 - 9.14 studovat daný stav a potřeby poštovních služeb v nových a rozvojových zemích a vypracovávat vhodná doporučení o způsobech a prostředcích zlepšení poštovních služeb v těchto zemích;
 - 9.15 činit po dohodě s Administrativní radou vhodná opatření v oblasti technické spolupráce se všemi členskými zeměmi Unie a jejich určenými provozovateli, zejména pak s novými a rozvojovými zeměmi a jejich určenými provozovateli;
 - 9.16 projednávat všechny ostatní otázky, jež jí předloží některý člen Rady poštovního provozu, Administrativní rada, kterákoli členská země nebo určený provozovatel;
 - 9.17 přijímat a projednávat zprávy, jakož i doporučení Poradního výboru k otázkám, které se Rady poštovního provozu týkají, posuzovat a připomínkovat doporučení Poradního výboru předkládaná kongresu;
 - 9.18 určovat své členy, kteří budou členy Poradního výboru.
10. Na základě strategie Světové poštovní unie přijaté kongresem a zejména jeho části, která se týká strategií stálých orgánů Unie, připraví Rada poštovního provozu na svém prvním zasedání po kongresu základní pracovní program zahrnující několik taktik směřujících k realizaci strategií. Tento základní program, zahrnující omezený počet prací na aktuální témata společného zájmu, je každoročně revidován v závislosti na nových skutečnostech a prioritách.
 11. Aby byla zajištěna potřebná návaznost mezi pracemi obou orgánů, může Administrativní rada jmenovat zástupce, kteří se zúčastní zasedání Rady poštovního provozu jako pozorovatelé.
 12. Jestliže o to požádají, mohou se plenárních zasedání a zasedání komisí Rady poštovního provozu zúčastnit následující pozorovatelé bez hlasovacího práva:
 - 12.1 členové Administrativní rady;
 - 12.2 členové Poradního výboru;
 - 12.3 mezivládní organizace zájímající se o činnost Rady poštovního provozu;
 - 12.4 ostatní členské země Unie.
 13. Z logistických důvodů může Administrativní rada omezit počet zúčastněných pozorovatelů. Může rovněž omezit jejich právo vystupovat v průběhu diskuse.
 14. Členové Rady poštovního provozu se aktivně účastní její činnosti. Pozorovatelům může být na základě jejich žádosti umožněno spolupracovat na prováděných studiích při respektování podmínek, které může Rada stanovit, aby zajistila účinnost a efektivnost své práce. Jestliže je k tomu jejich znalosti nebo zkušenosti oprávnějí, mohou být vy-

zvání k předsednictví pracovních skupin a projekčních týmů. Účast pozorovatelů je zajišťována bez dodatečných nákladů pro Unii.

15. Za výjimečných okolností mohou být pozorovatelé vyloučeni ze zasedání nebo z jeho části. Rovněž jejich právo dostávat určité dokumenty může být omezeno, jestliže to důvěrnost tématu zasedání nebo dokumentu vyžaduje; rozhodnutí týkající se takového omezení může být přijato případ od případu jakýmkoli dotčeným orgánem nebo jeho předsedou; různé případy jsou oznámeny Administrativní radě a Radě poštovního provozu, jestliže se jedná o otázky zvláštního zájmu tohoto orgánu. Jestliže to považuje za nezbytné, může Administrativní rada ve vhodných případech a po poradě s Radou poštovního provozu následně omezení prověřit.
16. Předseda Poradního výboru zastupuje tento orgán na zasedáních Rady poštovního provozu, jestliže program zahrnuje otázky zájímající Poradní výbor.
17. Rada poštovního provozu může pozvat na svá zasedání bez hlasovacího práva:
 - 17.1 kteroukoli mezinárodní organizaci nebo kvalifikovanou osobu, kterou si přeje zapojit do svých prací;
 - 17.2 každou členskou zemi, která není členem Rady poštovního provozu;
 - 17.3 kteroukoli asociaci nebo podnik, se kterými si přeje konzultovat otázky, které se týkají jejich činností.

Článek V

(změněný článek 105)

Informace o činnosti Rady poštovního provozu

1. Po každém zasedání Rada poštovního provozu informuje členské země, jejich určené provozovatele, užší unie a členy Poradního výboru o své činnosti zejména zasláním podrobné zprávy, jakož i svých rezolucí a rozhodnutí.
2. Rada poštovního provozu vypracovává pro Administrativní radu roční zprávu o své činnosti.
3. Rada poštovního provozu vypracovává pro kongres souhrnnou zprávu o své činnosti a zasílá ji členským zemím, jejich určeným provozovatelům a členům Poradního výboru alespoň dva měsíce před zahájením kongresu.

Článek VI

(změněný článek 106)

Složení, činnost a zasedání Poradního výboru

1. Cílem Poradního výboru je zastupovat zájmy poštovního sektoru v celé jeho šíři a poskytovat rámec pro efektivní dialog mezi všemi zainteresovanými stranami. Skládá se z nevládních organizací zastupujících zákazníky, poskytovatelů doručovacích služeb, organizací pracovníků, dodavatelů zboží a služeb pro sektor poštovních služeb a obdobných organizací sdružujících jednotlivce a společnosti, které si přejí přispívat k naplnění poslání a cílů Unie. Jestliže jsou tyto organizace zaregistrovány, musí být zaregistrovány v členské zemi Unie. Administrativní rada a Rada poštovního provozu

určí své příslušné členy za členy Poradního výboru. Kromě členů Poradního výboru určených Administrativní radou a Radou poštovního provozu je přístup k Poradnímu výboru stanoven na základě procesu podání žádosti a jejího přijetí stanoveného Administrativní radou a uskutečněného v souladu s článkem 102.6.31.

2. Každý člen Výboru určí svého vlastního zástupce.
3. Náklady na činnost Poradního výboru se dělí mezi Unii a členy Výboru způsobem stanoveným Administrativní radou.
4. Členové Poradního výboru nedostávají žádnou náhradu nebo kompenzaci.
5. Poradní výbor se obnovuje po každém kongresu podle rámce stanoveného Administrativní radou. Předseda Administrativní rady předsedá organizačnímu zasedání Poradního výboru, v jehož průběhu se přistoupí k volbě předsedy tohoto Výboru.
6. Poradní výbor určí svou vnitřní organizaci a stanoví svůj vlastní jednací řád se zřetelem na obecné zásady Unie a s výhradou schválení Administrativní radou po konzultaci s Radou poštovního provozu.
7. Poradní výbor se schází dvakrát za rok. V zásadě se zasedání konají v sídle Unie v době zasedání Administrativní rady a Rady poštovního provozu. Datum a místo konání každého zasedání jsou stanoveny předsedou Poradního výboru po dohodě s předsedy Administrativní rady a Rady poštovního provozu a s generálním ředitelem Mezinárodního úřadu;
8. Výbor stanoví svůj vlastní program v rámci následujícího seznamu pravomocí:
 - 8.1 projednávat dokumenty a příslušné zprávy Administrativní rady a Rady poštovního provozu; ve výjimečných případech může být právo dostávat určité texty a dokumenty omezeno, jestliže to důvěrnost tématu jednání nebo dokumentu vyžaduje; rozhodnutí týkající se takového omezení může být přijato případ od případu jakýmkoli dotčeným orgánem nebo jeho předsedou; různé případy jsou oznámeny Administrativní radě a Radě poštovního provozu, jestliže se jedná o otázky zvláštního zájmu tohoto orgánu. Jestliže to považuje za nezbytné, může Administrativní rada, v odpovídajících případech po poradě s Radou poštovního provozu, následně omezení prověřit;
 - 8.2 vést studie a diskutovat o otázkách důležitých pro členy Poradního výboru;
 - 8.3 projednávat otázky týkající se sektoru poštovních služeb a předkládat zprávy k těmto otázkám;
 - 8.4 přispívat k činnosti Administrativní rady a Rady poštovního provozu, zejména předkládáním zpráv a doporučení a na žádost obou Rad předkládáním svého názoru;
 - 8.5 předkládat doporučení kongresu s výhradou schválení Administrativní radou a u otázek, které zajímají Radu poštovního provozu, prostřednictvím jejího posouzení a komentáře.
9. Předseda Administrativní rady a předseda Rady poštovního provozu zastupují tyto orgány na zasedáních Poradního výboru, jestliže jsou na programu jednání otázky zájímající tyto orgány.

10. Pro zajištění účinného spojení s orgány Unie může Poradní výbor určit zástupce k účasti na zasedáních kongresu, Administrativní rady a Rady poštovního provozu, jakož i jejich komisí v postavení pozorovatele bez hlasovacího práva.
11. Jestliže o to požádají, mohou se členové Poradního výboru zúčastnit plenárních zasedání a zasedání komisí Administrativní rady a Rady poštovního provozu v souladu s články 102.16 a 104.12. Mohou se rovněž zúčastnit prací projekčních týmů a pracovních skupin v mezích článků 102.18 a 104.14. Členové Poradního výboru se mohou zúčastnit kongresu jako pozorovatelé bez hlasovacího práva.
12. Jestliže o to požádají, mohou se následující pozorovatelé zúčastnit zasedání Poradního výboru bez hlasovacího práva:
 - 12.1 členové Administrativní rady a Rady poštovního provozu;
 - 12.2 mezivládní organizace zajímající se o činnost Poradního výboru;
 - 12.3 užší unie;
 - 12.3 ostatní členové Unie.
13. Z logistických důvodů může Poradní výbor omezit počet zúčastněných pozorovatelů. Může rovněž omezit jejich právo vystupovat v průběhu diskuse.
14. Za výjimečných okolností mohou být pozorovatelé vyloučeni ze zasedání nebo z jeho částí. Rovněž jejich právo dostávat určité dokumenty může být omezeno, jestliže to důvěrnost tématu zasedání nebo dokumentu vyžaduje; rozhodnutí týkající se takového omezení může být přijato případ od případu jakýmkoli dotčeným orgánem nebo jeho předsedou; různé případy jsou oznámeny Administrativní radě a Radě poštovního provozu, jestliže se jedná o otázky zvláštního zájmu tohoto orgánu. Jestliže to považuje za nezbytné, může Administrativní rada, v odpovídajících případech po poradě s Radou poštovního provozu, následně omezení prověřit.
15. Mezinárodní úřad, pod vedením generálního ředitele, zajišťuje sekretariát Poradního výboru.

Článek VII

(změněný článek 107)

Informace o činnosti Poradního výboru

1. Po každém zasedání Poradní výbor informuje Administrativní radu a Radu poštovního provozu o své činnosti zejména zasláním podrobné zprávy ze svých zasedání, jakož i svých doporučení a názorů předsedům těchto orgánů.
2. Poradní výbor předkládá Administrativní radě roční zprávu o své činnosti a jeden její exemplář zasílá Radě poštovního provozu. Tato zpráva je zahrnuta v dokumentaci Administrativní rady poskytované členským zemím Unie, jejich určeným provozovatelům a užším uniím v souladu s článkem 103 Generálního řádu.
3. Poradní výbor předkládá kongresu zprávu o své činnosti a zasílá ji členským zemím a jejich určeným provozovatelům alespoň dva měsíce před zahájením kongresu.

Článek VIII
(změněný článek 110)

Jazyky používané pro dokumentaci, pro ústní jednání a pro služební korespondenci

1. Pro dokumentaci Unie se používají jazyky francouzský, anglický, arabský a španělský. Používají se rovněž jazyky německý, čínský, portugalský a ruský s podmínkou, že reprodukce v těchto jazycích je omezena na nejdůležitější základní dokumentaci. Jiné jazyky se používají rovněž s podmínkou, že členské země, které o ně žádají, nesou všechny náklady.
2. Členská země nebo členské země požadující jiný jazyk než oficiální tvoří jazykovou skupinu.
3. Dokumentace je vydávána Mezinárodním úřadem v oficiálním jazyce a v jazycích ustavených jazykových skupin buď přímo, nebo prostřednictvím oblastních kanceláří těchto skupin, způsobem sjednaným s Mezinárodním úřadem. Reprodukce v jiných jazycích je prováděna analogicky.
4. Dokumentace vydávaná přímo Mezinárodním úřadem je distribuována pokud možno současně v různých požadovaných jazycích.
5. Písemnosti mezi členskými zeměmi nebo jejich určenými provozovateli a Mezinárodním úřadem a mezi tímto úřadem a třetími osobami se mohou vyměňovat ve všech jazycích, pro něž má Mezinárodní úřad překladatelskou službu.
6. Náklady na překlad do jakéhokoli jazyka včetně nákladů, které vyplývají z aplikace ustanovení odstavce 5, nese jazyková skupina, která o daný jazyk požádala. Členské země, které používají oficiální jazyk, hradí za překlad neoficiálních dokumentů paušální příspěvek, jehož výše na příspěvkovou jednotku se rovná částce, kterou platí členské země používající druhý pracovní jazyk Mezinárodního úřadu. Všechny ostatní náklady spojené s dodáváním dokumentů nese Unie. Limit nákladů, které má uhradit Unie na vydávání dokumentů v němčině, čínštině, portugalské a ruštině, je stanoven rezolucí kongresu.
7. Náklady, které má hradit jazyková skupina, se rozdělují mezi členy této skupiny úměrně k jejich členským příspěvkům na výdaje Unie. Tyto náklady mohou být rozděleny mezi členy jazykové skupiny podle jiného rozdělovacího klíče za podmínky, že se zúčastněné členské země na tom dohodnou a oznámí své rozhodnutí Mezinárodnímu úřadu prostřednictvím mluvčího skupiny.
8. Mezinárodní úřad vyhoví ve lhůtě, která nesmí překročit dva roky, jakékoli žádosti členské země o změnu ve výběru jazyka.
9. Pro ústní jednání na zasedáních orgánů Unie se povoluje jazyk francouzský, anglický, španělský a ruský pomocí tlumočnického systému - s elektronickým zařízením nebo bez něj -, jehož volba je ponechána na uvážení organizátorů zasedání po konzultaci s generálním ředitelem Mezinárodního úřadu a zúčastněnými členskými zeměmi.
10. Pro ústní jednání a zasedání uvedená v odstavci 9 se povolují i jiné jazyky.

11. Delegation, které používají jiných jazyků, zajišťují simultánní tlumočení do jednoho z jazyků vyjmenovaných v odstavci 9 buď pomocí systému uvedeného v téže odstavci, pokud mohou být provedeny potřebné technické úpravy, nebo pomocí zvláštních tlumočnicků.
12. Náklady na tlumočnickou službu se rozdělují mezi členské země používající téhož jazyka poměrným dílem podle jejich členských příspěvků na výdaje Unie. Náklady na instalaci a na údržbu technického zařízení však nese Unie.
13. Členské země a/nebo jejich určení provozovatelé se mohou dohodnout na jazyku, který má být používán pro služební korespondenci v jejich vzájemných stycích. Není-li taková dohoda, používá se jazyk francouzský.

Článek IX
(změněný článek 112)

Funkce generálního ředitele

1. Generální ředitel organizuje, spravuje a řídí Mezinárodní úřad, jehož je zákonným představitelem. Je oprávněn přiřazovat pracovní místa k hodnotám G 1 až D 2 a jmenovat a povyšovat zaměstnance do těchto hodnot. Při jmenování do hodnot P 1 až D 2 musí brát v úvahu odbornou kvalifikaci kandidátů doporučených členskými zeměmi, jejichž jsou příslušníky, nebo ve kterých vykonávají svou odbornou činnost, s přihlédnutím ke spravedlivému zeměpisnému rozdělení podle světadílů a jazyků. Místa generálních podředitelů hodnoty D 2 musí být v mezích možností obsazována kandidáty z různých regionů a z jiných regionů, než ze kterých pocházejí generální ředitel a náměstek generálního ředitele, přičemž se v první řadě dbá na zajištění výkonnosti Mezinárodního úřadu. V případě, kdy místo vyžaduje speciální kvalifikaci, může se generální ředitel obracet mimo. Při jmenování nových zaměstnanců přihlíží rovněž k tomu, že osoby zaujímající místa hodnot D 2, D 1 a P 5 musí být v zásadě příslušníky různých členských zemí Unie. Tento princip nemusí aplikovat při povyšování pracovníka Mezinárodního úřadu do hodnot D 2, D 1 a P 5. Mimo to se k požadavkům na spravedlivé zeměpisné a jazykové rozdělení při jmenování přihlíží až po ocenění zásluh. Generální ředitel informuje jednou ročně Administrativní radu o jmenováních a povýšeních do hodnot P 4 až D 2.
2. Generální ředitel má následující pravomoci:
 - 2.1 zajišťovat funkce depozitáře Akt Unie a prostředníka v procesu přistoupení a přijetí do Unie, stejně jako vystoupení z ní;
 - 2.2 oznamovat rozhodnutí přijatá kongresem vládám všech členských zemí;
 - 2.3 oznamovat všem členským zemím a jejich určeným provozovatelům Řády vyhotovené nebo revidované Radou poštovního provozu;
 - 2.4 připravovat návrh ročního rozpočtu Unie na nejnižší možné úrovni slučitelné s potřebami Unie a ve vhodné době ho předložit k posouzení Administrativní radě; po schválení Administrativní radou rozesílat rozpočet členským zemím Unie a plnit jej;
 - 2.5 vykonávat specifické činnosti požadované orgány Unie a ty, které mu stanoví Akta;
 - 2.6 přijímat opatření pro realizaci cílů určených orgány Unie v rámci stanovené politiky a disponibilních finančních prostředků;
 - 2.7 předkládat připomínky a návrhy Administrativní radě nebo Radě poštovního provozu;

- 2.8 po skončení kongresu předložit Radě poštovního provozu návrhy týkající se změn řádů vyplývající z rozhodnutí kongresu v souladu s jednacím řádem Rady poštovního provozu;
- 2.9 připravovat pro Administrativní radu a na základě pokynů vydaných Radami návrh strategie pro předložení kongresu;
- 2.10 vyhotovovat pro schválení Administrativní radou čtyřletou zprávu o výsledcích členských zemí pokud jde o realizaci strategie Unie schválené předchozím kongresem, která bude předkládána následujícímu kongresu;
- 2.11 zajišťovat reprezentaci Unie;
- 2.12 sloužit jako prostředník ve vztazích mezi:
 - Světovou poštovní unií a užšími uniemi;
 - Světovou poštovní unií a Organizací spojených národů;
 - Světovou poštovní unií a mezinárodními organizacemi, na jejichž činnosti má Unie zájem;
 - Světovou poštovní unií a mezinárodními orgány, asociacemi nebo podniky, se kterými si orgány Unie přejí vést konzultace nebo se připojit k jejich pracím;
- 2.13 vykonávat funkci generálního sekretáře orgánů Unie a z tohoto titulu dbát se zřetelem na zvláštní ustanovení tohoto Řádu zejména na:
 - přípravu a organizaci prací orgánů Unie;
 - zpracování, výrobu a distribuci dokumentů, zpráv a protokolů;
 - fungování sekretariátu během zasedání orgánů Unie;
- 2.14 být přítomen zasedání orgánů Unie a účastnit se jednání bez hlasovacího práva, s možností dát se zastupovat.

Článek X

(změněný článek 114)

Sekretariát orgánů Unie (Ústava čl. 14,15,17,18)

Sekretariát orgánů Unie je zajišťován Mezinárodním úřadem a odpovídá za něj generální ředitel. Úřad rozesílá všechny dokumenty publikované pro každé zasedání členským zemím, které jsou členy dotčeného orgánu a jejich určeným provozovatelům, členským zemím a jejich určeným provozovatelům, které, aniž jsou členy orgánu, spolupracují na prováděných studiích, užšími uniemi a dalším členským zemím a jejich určeným provozovatelům, které o to požádají.

Článek XI

(změněný článek 116)

Informace. Dobrozdání. Žádosti o výklad a změnu Akt. Ankety. Zprostředkování při vyrovnávání účtů. (Ústava čl. 20, Generální řád čl.124,125,126)

1. Mezinárodní úřad je trvale k dispozici Administrativní radě, Radě poštovního provozu a členským zemím a jejich určeným provozovatelům, aby jim poskytoval všechny potřebné informace ke služebním otázkám.
2. Zejména je pověřen, aby shromažďoval, koordinoval, publikoval a distribuoval informace všeho druhu, které zajímají obor mezinárodního poštovníctví; aby na žádost zúčastněných stran podával dobrozdání o sporných otázkách; aby vyhovoval žádostem o výklad a změnu Akt Unie a obecně, aby prováděl studie a redakční nebo dokumentační práce, jež mu uvedená Akta ukládají nebo které mu byly svěřeny v zájmu Unie.

3. Na žádost členských zemí a jejich určených provozovatelů provádí ankety, jejichž cílem je zjistit názor ostatních členských zemí a jejich určených provozovatelů na určitou otázku. Výsledek ankety nemá povahu hlasování a není formálně závazný.
4. Může působit jako zúčtovací místo při vyrovnávání účtů všeho druhu týkajících se poštovních služeb.

Článek XII

(změněný článek 118)

Tiskopisy dodávané Mezinárodním úřadem (Ústava čl. 20)

Mezinárodní úřad je pověřen, aby zařídil výrobu mezinárodních odpovědek a zásoboval jimi za výrobní cenu členské země nebo jejich určené provozovatele, kteří o to požádají.

Článek XIII

(změněný článek 119)

Akta užších unií a zvláštní ujednání (Ústava čl. 8)

1. Úřady užších unií nebo jedna ze smluvních stran jsou povinny zasílat Mezinárodnímu úřadu dvě vyhotovení Akt těchto unií a zvláštních ujednání uzavřených podle ustanovení článku 8 Ústavy.
2. Mezinárodní úřad dohlíží na to, aby Akta užších unií a zvláštní ujednání nestanovovala méně výhodné podmínky pro veřejnost, než jaké jsou obsaženy v Aktech Unie, a informuje členské země a jejich určené provozovatele o existenci užších unií a zmíněných ujednání. Oznamuje Administrativní radě každou nepravidelnost zjištěnou na základě tohoto ustanovení.

Článek XIV

(změněný článek 121)

Dvouletá zpráva o činnosti Unie (Ústava čl. 20, Generální řád čl. 102 .6.17)

Mezinárodní úřad vypracovává jednou za dva roky zprávu o činnosti Unie, která je po schválení Administrativní radou zasílána členským zemím a jejich určeným provozovatelům, užším uniím a Organizaci spojených národů.

Článek XV

(změněný článek 122)

Postup při předkládání návrhů kongresu (Ústava čl.29)

1. Pro předkládání návrhů všeho druhu členskými zeměmi kongresu platí, s výhradou výjimek uvedených v odstavcích 2 a 5, následující postup:
 - a) přijaty jsou návrhy, které dojdou Mezinárodnímu úřadu alespoň šest měsíců před datem stanoveným pro kongres;
 - b) žádný návrh redakční povahy se nepřijme v období šesti měsíců před stanoveným datem kongresu;

- c) návrhy na věcné změny, které dojdou Mezinárodnímu úřadu v období mezi šesti a čtyřmi měsíci před stanoveným datem kongresu, se přijmou jen tehdy, jsou-li podporovány alespoň dvěma členskými zeměmi;
 - d) návrhy na věcné změny, které dojdou Mezinárodnímu úřadu v období mezi čtyřmi a dvěma měsíci před stanoveným datem kongresu, se přijmou jen tehdy, jsou-li podporovány alespoň osmi členskými zeměmi; později došlé návrhy se již nepřijmou;
 - e) podpůrná prohlášení musí dojít Mezinárodnímu úřadu ve stejné lhůtě jako návrhy, jichž se týkají.
2. Návrhy týkající se Ústavy nebo Generálního řádu musejí dojít Mezinárodnímu úřadu nejméně šest měsíců před zahájením kongresu; návrhy, které dojdou později, avšak před zahájením kongresu, mohou být vzaty v úvahu jen tehdy, jestliže o tom kongres rozhodne dvoutřetinovou většinou zemí zastoupených na kongresu a jsou-li dodrženy podmínky stanovené v odstavci 1.
 3. Každý návrh musí mít v zásadě jen jeden cíl a obsahovat jen změny odůvodnitelné tímto cílem. Stejně tak každý návrh, který může přinést značné výdaje pro Unii, musí být doplněn o jeho finanční dopad připravený autorskou členskou zemí v konzultaci s Mezinárodním úřadem tak, aby bylo možno stanovit nezbytné finanční zdroje na jeho realizaci.
 4. Návrhy redakční povahy opatří členská země, které je předkládají, v záhlaví poznámkou „Návrh redakční povahy“ a Mezinárodní úřad je uveřejní pod číslem, za nímž následuje písmeno „R“. Návrhy, které nemají toto označení, ale podle názoru Mezinárodního úřadu se týkají jen redakční úpravy, se uveřejní s vhodnou poznámkou; Mezinárodní úřad sestaví seznam těchto návrhů pro potřebu kongresu.
 5. Postup předepsaný v odstavcích 1 a 4 se nevztahuje na návrhy týkající se jednacího řádu kongresů ani na pozměňovací návrhy k návrhům již podaným.

Článek XVI
(změněný článek 123)

Postup při předkládání návrhů týkajících se přípravy nových řádů Radě poštovního provozu s ohledem na rozhodnutí přijatá kongresem

1. Řády Světové poštovní úmluvy a Ujednání o poštovních peněžních službách jsou stanoveny Radou poštovního provozu s přihlédnutím k rozhodnutím přijatým kongresem.
2. Návrhy, které jsou výsledkem navrhovaných změn Úmluvy nebo Ujednání o poštovních peněžních službách, se Mezinárodnímu úřadu předkládají současně s návrhy pro kongres, ke kterým se vztahují. Mohou být předloženy jedinou členskou zemí bez podpory dalších členských zemí. Takové návrhy musí být zaslány všem členským zemím nejpozději měsíc před kongresem.
3. Jiné návrhy týkající se řádů, které mají být posouzeny Radou poštovního provozu při přípravě nových řádů ve lhůtě šesti měsíců po kongresu, musí být zaslány Mezinárodnímu úřadu nejméně dva měsíce před kongresem.
4. Návrhy týkající se změn řádů v důsledku rozhodnutí kongresu, předkládané členskými zeměmi, musí být zaslány Mezinárodnímu úřadu nejpozději dva měsíce před zaháje-

ním Rady poštovního provozu. Takové návrhy musí být zaslány všem členským zemím a jejich určeným provozovatelům nejpozději měsíc před zahájením Rady poštovního provozu.

Článek XVII
(změněný článek 124)

Postup při předkládání návrhů mezi dvěma kongresy (Ústava čl. 29, Generální řád čl. 116)

1. Aby byl vzat v úvahu, musí být každý návrh k Úmluvě nebo k ujednáním podávaný některou členskou zemí mezi dvěma kongresy podporován alespoň dvěma dalšími členskými zeměmi. Tyto návrhy se nevyřizují, neobdrží-li k nim Mezinárodní úřad zároveň potřebná podpůrná prohlášení.
2. Tyto návrhy se zasílají ostatním členským zemím prostřednictvím Mezinárodního úřadu.
3. Návrhy týkající se Řádů nepotřebují podporu, ale Rada poštovního provozu je projednává pouze tehdy, uzná-li jejich neodkladnost.

Článek XVIII
(změněný článek 125)

Projednávání návrhů mezi dvěma kongresy (Ústava čl. 29, Generální řád čl. 116, 124)

1. Pro každý návrh týkající se Úmluvy, ujednání a jejich závěrečných protokolů platí následující postup: jestliže členská země zašle návrh Mezinárodnímu úřadu, zašle ji tento všem členským zemím k přezkoumání. Ty mají dvouměsíční lhůtu k přezkoumání návrhu a případnému zaslání svých připomínek Mezinárodnímu úřadu. Pozměňovací návrhy nejsou přípustné. Po uplynutí této dvouměsíční lhůty Mezinárodní úřad zašle členským zemím všechny připomínky, které dostal a vyzve každou členskou zemi, která má hlasovací právo, k hlasování pro, nebo proti návrhu. O těch členských zemích, které ve lhůtě dvou měsíců neoznámily své rozhodnutí, se má za to, že se zdržely hlasování. Uvedené lhůty se počítají od data oběžníků Mezinárodního úřadu.
2. Návrhy na změnu Řádů projednává Rada poštovního provozu.
3. Týká-li se návrh některého ujednání nebo jeho závěrečného protokolu, mohou se jednání podle odstavce 1 zúčastnit jen členské země, které jsou účastníky daného ujednání.

Článek XIX
(změněný článek 126)

Oznamování rozhodnutí přijatých mezi dvěma kongresy (Ústava čl. 29, Generální řád čl. 124,125)

1. Změny v Úmluvě, ujednáních a závěrečných protokolech k těmto Aktům se potvrzují oznámením generálního ředitele Mezinárodního úřadu vládám členských zemí.
2. Změny provedené Radou poštovního provozu v Řádech a jejich závěrečných protokolech jsou členským zemím a jejich určeným provozovatelům oznamovány Mezinárodním úřadem. Totéž platí pro výklady uvedené v článku 36.3.2 Úmluvy a pro příslušná ustanovení ujednání.

Článek XX
(změněný článek 128)

Stanovení a úhrada výdajů Unie (Ústava čl. 22)

1. Roční výdaje na činnost orgánů Unie nesmějí, s výhradou ustanovení odstavců 2 až 6, překročit níže uvedené částky pro rok 2009 a následující léta:
37 000 000 švýcarských franků pro roky 2009 a 2010, 37 235 000 švýcarských franků pro roky 2011 a 2012.
Základní limit pro rok 2012 platí rovněž pro další léta, bude-li kongres plánovaný na rok 2012 odložen.
2. Náklady na zasedání příštího kongresu (přemístění sekretariátu, dopravní náklady, náklady na technické vybavení pro simultánní tlumočení, náklady na pořizování dokumentů během kongresu apod.) nesmějí překročit limit 2 900 000 švýcarských franků.
3. Administrativní rada je oprávněna překročit limity stanovené v odstavcích 1 a 2, museli přihlídnout ke zvýšení platových stupnic, penzijních příspěvků nebo odškodnění včetně funkčních přídavků uznaných Organizací spojených národů pro její zaměstnance v Ženevě.
4. Administrativní rada je rovněž oprávněna upravovat každoročně částku nákladů jiných než personálních v závislosti na švýcarském indexu spotřebitelských cen.
5. Odchylkou od ustanovení odstavce 1 může Administrativní rada, nebo v případě krajní naléhavosti generální ředitel, dát souhlas k překročení stanovených limitů za účelem provedení důležitých a nepředvídaných oprav budovy Mezinárodního úřadu, aniž by však částka překročení byla vyšší než 125 000 švýcarských franků.
6. Ukáží-li se částky uvedené v odstavcích 1 a 2 nedostatečnými pro zajištění dobrého chodu Unie, mohou být tyto limity překročeny se souhlasem většiny členských zemí Unie. Každá konzultace musí obsahovat podrobný rozbor skutečností ospravedlňujících takovou žádost.

7. Země, které přistoupí k Unii nebo jsou přijaty za členy Unie, jakož i země, které z Unie vystoupí, musí zaplatit svůj příspěvek za celý rok, v jehož průběhu vstoupilo jejich přijetí nebo vystoupení v platnost.
8. Členské země platí své příspěvky na roční náklady Unie předem na podkladě rozpočtu stanoveného Administrativní radou. Tyto příspěvky musejí být zaplacený nejpozději prvního dne finančního období, jehož se rozpočet týká. Po tomto termínu se z dlužných částek počítají úroky ve prospěch Unie, a to 6 % ročně počínaje čtvrtým měsícem.
9. Jestliže nedoplatky povinných příspěvků bez úroků dlužné Unii členskou zemí jsou rovny nebo vyšší než částka příspěvků této země za předchozí dvě finanční období, může tato členská země nenávratně postoupit Unii své celé pohledávky vůči jiným členským zemím nebo jejich část způsobu stanovenými Administrativní radou. Podmínky postoupení pohledávek musí být stanoveny společnou dohodou mezi členskou zemí, jejími dlužníky/věřiteli a Unií.
10. Členské země, které z právních nebo jiných důvodů nemohou provést takové postoupení, se zaváží uzavřít plán splácení svých nevyrovnaných účtů.
11. S výhradou výjimečných případů, nemůže vyrovnání nedoplatků povinných příspěvků trvat více než 10 let.
12. Administrativní rada může ve výjimečných případech osvobodit členskou zemi od všech nebo od části dlužných úroků, jestliže tato země plně vyrovnala své nezaplacené dluhy.
13. V rámci plánu splácení svých nevyrovnaných účtů schváleného Administrativní radou může být členská země rovněž osvobozena od všech nebo části akumulovaných nebo nabíhajících úroků; takové osvobození je však podřízeno úplnému a přesnému dodržování plánu splácení v dohodnuté lhůtě maximálně deseti let.
14. S cílem čelit nedostatku finančních prostředků Unie je zřizován rezervní fond, jehož částka je stanovena Administrativní radou. Tento fond je dotován v první řadě rozpočtovými přebytky. Může rovněž sloužit k vyrovnání rozpočtu nebo ke snížení částky příspěvků členských zemí.
15. Při přechodném nedostatku finančních prostředků poskytne vláda Švýcarské konfederace krátkodobé potřebné zálohy za podmínek, které budou sjednány společnou dohodou. Tato vláda dohlíží bezplatně na vedení finančních účtů, jakož i na účetnictví Mezinárodního úřadu v rámci úvěrových limitů stanovených kongresem.
16. Ustanovení uvedená v odstavcích 9 až 13 se analogicky aplikují na náklady na překlady fakturované Mezinárodním úřadem členským zemím náležícím do jazykových skupin.

*Článek XXI**(změněný článek 130)***Příspěvkové třídy** (Ústava čl. 21, Generální řád čl. 115, 128)

1. Členské země přispívají na krytí výdajů Unie podle příspěvkové třídy, do které patří. Tyto třídy jsou:

třída	50	jednotek;
třída	45	jednotek;
třída	40	jednotek;
třída	35	jednotek;
třída	30	jednotek;
třída	25	jednotek;
třída	20	jednotek;
třída	15	jednotek;
třída	10	jednotek;
třída	5	jednotek;
třída	3	jednotky;
třída	1	jednotka;
třída	0,5	jednotky vyhrazená pro nejmeně rozvinuté země vyjmenované Organizací spojených národů a pro jiné země určené Administrativní radou.
2. Mimo příspěvkové třídy uvedené v odstavci 1 může každá členská země podle své volby platit vyšší počet příspěvkových jednotek než je příspěvková třída, do které náleží, v průběhu období, které je minimálně ekvivalentem období mezi dvěma kongresy. Tato změna je oznámena nejpozději v průběhu kongresu. Na konci období mezi dvěma kongresy se členská země automaticky vrátí ke svému původnímu počtu příspěvkových jednotek, pakliže se nerozhodne pokračovat v placení vyššího počtu příspěvkových jednotek. Placení vyšších příspěvků odpovídajícím způsobem zvyšuje výdaje.
3. Členské země jsou zařazeny do jedné z výše uvedených příspěvkových tříd při svém přistoupení nebo přijetí do Unie podle postupu uvedeného v článku 21 odst. 4 Ústavy.
4. Členské země se mohou následně zařadit do nižší příspěvkové třídy pod podmínkou, že žádost o změnu bude zaslána Mezinárodnímu úřadu nejmeně dva měsíce před zahájením kongresu. Kongres vydává k těmto žádostem o změnu příspěvkové třídy nezávazné stanovisko. Členská země není stanoviskem kongresu vázána. Konečné rozhodnutí členské země musí být zasláno sekretariátu Mezinárodního úřadu před koncem kongresu. Tato žádost o změnu vstupuje v platnost dnem, kdy nabývají účinnosti finanční opatření přijatá kongresem. Členské země, které neoznámily své přání změnit příspěvkovou třídu v předepsaných lhůtách, jsou ponechány v příspěvkové třídě, do které dosud patří.
5. Členské země nemohou požadovat najednou snížení příspěvkové třídy o více než jeden stupeň.
6. Za mimořádných okolností, jako jsou přírodní katastrofy vyžadující si programy mezinárodní pomoci, může však na žádost členské země Administrativní rada dát souhlas k dočasné změně příspěvkové třídy o jeden stupeň jedenkrát mezi dvěma kongresy,

jestliže tato země prokáže, že nemůže nadále platit svůj příspěvek podle původně vybrané třídy. Za stejných okolností může rovněž Administrativní rada dát souhlas k dočasné změně příspěvkové třídy členských zemí, které nepatří do kategorie nejméně vyspělých zemí a jsou již zařazeny ve třídě s 1 jednotkou, na třídu s 0,5 jednotky.

7. Dočasná změna příspěvkové třídy podle odstavce 6 může být Administrativní radou povolena na období nejvýše dvou let nebo do příštího kongresu, jestliže bude zasedat před koncem tohoto období. Po uplynutí stanoveného období je příslušná země automaticky zařazena do své původní třídy.
8. Na rozdíl od odstavců 4 a 5 pro přecházení do vyšší třídy neplatí žádné omezení.

Článek XXII

(změněný článek 131)

Placení za dodávky od Mezinárodního úřadu (Generální řád čl. 118)

Dodávky, které zasílá členským zemím a jejich určeným provozovatelům za úplatu Mezinárodní úřad, musejí být zaplaceny v nejkratší možné lhůtě a nejpozději do šesti měsíců od prvního dne měsíce následujícího po měsíci, kdy Mezinárodní úřad zaslal účet. Po uplynutí této lhůty se dlužné částky úrokují 5 % ročně ve prospěch Unie ode dne, kdy prošla uvedená lhůta.

Článek XXIII

(změněný článek 132)

Postup při rozhodčím řízení (Ústava čl. 32)

1. V případě sporu, který má být řešen rozhodčím řízením, zvolí si každá z členských zemí ve sporu některou členskou zemi, která nemá ve sporu přímý zájem. Tvoří-li strany ve sporu společně několik členských zemí, pokládají se ve smyslu tohoto ustanovení za jedinou členskou zemi;
2. Jestliže jedna z členských zemí ve sporu nepřijme návrh na rozhodčí řízení ve lhůtě šesti měsíců od data jeho zaslání, vyzve Mezinárodní úřad, je-li o to požádán, členskou zemi, která je v prodlení, aby určila rozhodčího, nebo jej z moci úřední určí sám.
3. Strany ve sporu se mohou dohodnout na určení jediného rozhodčího, kterým může být Mezinárodní úřad.
4. Rozhodnutí rozhodčích se přijímá většinou hlasů.
5. Při rovnosti hlasů zvolí rozhodčí k vyřešení sporné otázky jinou členskou zemi, která rovněž nemá žádný zájem na rozepři. Nedojde-li k dohodě o této volbě, určí Mezinárodní úřad takovou členskou zemi z členských zemí, které nebyly navrženy rozhodčími.
6. Jde-li o spornou otázku týkající se některého z ujednání, mohou být za rozhodčí určeny jen ty členské země, které jsou účastníky daného ujednání.

7. Jestliže musí být sporná otázka urovnána rozhodčím řízením mezi určenými provozovateli, dotčení provozovatelé musí požádat své členské země, aby jednaly v souladu s postupem uvedeným v odstavcích 1 až 6.

Článek XXIV

(změněný článek 135)

Změna, nabytí účinnosti a doba platnosti Generálního řádu

Změny přijaté kongresem jsou obsahem dodatkového protokolu a s výhradou opačného rozhodnutí kongresu nabývají účinnosti ve stejnou dobu jako Akta přijatá tímto kongresem.

Tento Generální řád nabude účinnosti dnem 1. ledna 2006 a zůstane v platnosti po neurčitou dobu.

Článek XXV

Přístup k Dodatkovému protokolu

Členské země, které nepodepsaly tento Protokol, mohou k němu kdykoliv přistoupit. Listiny, které se toho týkají, musí být uloženy u generálního ředitele Mezinárodního úřadu. Ten oznamuje jejich uložení vládám členských zemí.

Článek XXVI

Nabytí účinnosti a doba platnosti Dodatkového protokolu ke Generálnímu řádu

Tento Generální řád nabude účinnosti dnem 1. ledna 2010 a zůstane v platnosti po neurčitou dobu.

Na důkaz toho sepsali zplnomocněnci vlád členských zemí tento Dodatkový protokol, který bude mít stejnou účinnost a stejnou platnost, jako kdyby jeho ustanovení byla pojata do vlastního textu Generálního řádu, a podepsali jedno jeho vyhotovení, které je uloženo u generálního ředitele Mezinárodního úřadu. Jeho opis bude odevzdán každé straně Mezinárodním úřadem Světové poštovní unie.

Dáno v Ženevě dne 12. srpna 2008

SVĚTOVÁ POŠTOVNÍ ÚMLUVA

Obsah

První část

Společná pravidla pro mezinárodní poštovní službu

Jediná hlava

Všeobecná ustanovení

Článek

1. Definice
2. Označení subjektu nebo subjektů pověřených plněním povinností vyplývajících z přístupu k Úmluvě
3. Univerzální poštovní služba
4. Svoboda průvozu
5. Vlastnictví poštovních zásilek. Vrácení. Změna nebo oprava adresy na žádost odesílatele. Dosílka. Vracení zásilek, které nelze dodat, odesílateli
6. Sazby
7. Osvobození od poštovních sazeb
8. Poštovní známky
9. Poštovní bezpečnost
10. Trvale udržitelný rozvoj
11. Přestupky

Druhá část

Pravidla pro listovní zásilky a poštovní balíky

Hlava 1

Poskytování služeb

12. Základní služby
13. Doplnkové služby
14. Elektronická pošta, služba zásilek EMS, integrovaná logistika a nové služby
15. Nepřípustné zásilky. Zákazy
16. Přípustné radioaktivní materiály a infekční látky
17. Reklamace
28. Celní kontrola. Clo a jiné poplatky
19. Výměna přímých závěrů s vojenskými jednotkami
20. Normy a cíle týkající se kvality služby

Hlava 2

Odpovědnost

21. Odpovědnost určených provozovatelů. Náhrady
22. Zánik odpovědnosti členských zemí a určených provozovatelů
23. Odpovědnost odesílatele
24. Výplata náhrady

25. Případné vrácení náhrady odesílatelem nebo adresátem

Hlava 3

Zvláštní ustanovení pro listovní zásilky

26. Podávání listovních zásilek v zahraničí

Třetí část

Odměna

Hlava 1

Zvláštní ustanovení pro listovní zásilky

27. Terminální výdaje. Všeobecná ustanovení
28. Terminální výdaje. Ustanovení vztahující se na toky zásilek mezi určenými provozovateli zemí v cílovém systému
29. Terminální výdaje. Ustanovení vztahující se na toky zásilek pro určené provozovatele zemí v přechodném systému, od nich a mezi nimi navzájem
30. Fond kvality služby
31. Průvozní výdaje

Hlava 2

Jiná ustanovení

32. Základní sazby a ustanovení týkající se výdajů na leteckou přepravu
33. Pozemní a námořní balíkové podíly
34. Pravomoc Rady poštovního provozu stanovit výdaje a podíly

Čtvrtá část

Závěrečná ustanovení

35. Podmínky schvalování návrhů týkajících se Úmluvy a Řádů
36. Výhrady předložené během kongresu
37. Nabytí účinnosti a doba platnosti Úmluvy

Závěrečný protokol Světové poštovní úmluvy

Článek

- I. Vlastnictví poštovních zásilek. Vrácení. Změna nebo oprava adresy
II. Sazby
III. Výjimka z osvobození od poštovních sazeb pro slepecké zásilky
IV. Základní služby
V. Oznámení o dodání (dodejka)
VI. Služba odpovědních zásilek v mezinárodním styku (CCRI – IBRS)
VII. Zákazy (listovní zásilky)
VIII. Zákazy (poštovní balíky)
IX. Přípustné radioaktivní materiály a infekční látky
X. Věci podléhající clu

- XI. Reklamace
- XII. Sazba za předložení celnímu úřadu
- XIII. Podávání listovních zásilek v zahraničí
- XIV. Výjimečné příchodní pozemní podíly
- XV. Zvláštní sazby

SVĚTOVÁ POŠTOVNÍ ÚMLUVA

Přihlížejíce k článku 22 odst. 3 Ústavy Světové poštovní unie, sjednané ve Vídni dne 10. července 1964, stanovili níže podepsaní zplnomocněnci vlád členských zemí Unie společnou dohodou a s výhradou článku 25 odst. 4 uvedené Ústavy v této Úmluvě pravidla pro mezinárodní poštovní službu.

PRVNÍ ČÁST

Společná pravidla pro mezinárodní poštovní službu

JEDINÁ HLAVA

Všeobecná ustanovení

Článek 1 Definice

1. Pro účely Světové poštovní úmluvy jsou níže uvedené výrazy definovány takto:
 - 1.1 balík: zásilka přepravovaná podle podmínek Úmluvy a Řádu poštovních balíků;
 - 1.2 přímý závěr: pytel nebo soubor pytlů či jiných schrán opatřených vlaječkou, zapečetěných nebo zaplombovaných, s obsahem poštovních zásilek;
 - 1.3 chybně směrované závěry: schránky došlé k jiné vyměňovací poště, než jaká je uvedena na vlaječce (pytle);
 - 1.4 chybně směrované zásilky: zásilky došlé k vyměňovací poště, které však byly určeny pro vyměňovací poštu v jiné členské zemi;
 - 1.5 poštovní zásilka: obecný termín označující cokoli zasílaného prostřednictvím poštovních služeb (listovní zásilka, poštovní balík, poštovní poukázka atd.);
 - 1.6 průvozní výdaje: odměna za služby poskytnuté dopravcem v průvozní zemi (určený provozovatel, jiná služba či kombinace obojího) v souvislosti s pozemním, námořním a/nebo leteckým průvozem závěrů;
 - 1.7 terminální výdaje: odměna dlužná určeným provozovatelem odesílající země určenému provozovateli země určení jako úhrada nákladů spojených se zpracováním došlých listovních zásilek v zemi určení;
 - 1.8 určený provozovatel: jakýkoli vládní nebo nevládní subjekt oficiálně určený členskou zemí k provozování poštovních služeb a k plnění příslušných povinností vyplývajících z Akt Unie na jejím území;

- 1.9 balíček: zásilka přepravovaná podle podmínek Úmluvy a Řádu listovních zásilek;
- 1.10 příchodní pozemní podíl: odměna dlužná určeným provozovatelem odesílající země určenému provozovateli země určené jako úhrada nákladů spojených se zpracováním došlých balíků v zemi určené;
- 1.11 průvozní pozemní podíl: odměna dlužná za služby poskytnuté dopravcem v průvozní zemi (určený provozovatel, jiná služba či kombinace obojího) v souvislosti s pozemním a/nebo leteckým průvozem balíků přes její území;
- 1.12 námořní podíl: odměna dlužná za služby poskytnuté dopravcem (určený provozovatel, jiná služba či kombinace obojího) podílejícím se na námořní přepravě balíků.
- 1.13 univerzální poštovní služba: trvalé poskytování kvalitních základních poštovních služeb v každém místě území členské země všem zákazníkům a za dostupné ceny;
- 1.14 otevřený průvoz: průvoz zásilek prostřednictvím jiné země, jestliže jejich počet nebo hmotnost nejsou důvodem k vytvoření přímého závěru pro zemi určené.

Článek 2

Označení subjektu nebo subjektů pověřených plněním povinností vyplývajících z přístupu k Úmluvě

- 1. Členské země oznámí Mezinárodnímu úřadu do šesti měsíců po ukončení kongresu název a adresu vládního orgánu zodpovědného za dohled nad poštovními záležitostmi. Dále členské země do šesti měsíců po ukončení kongresu sdělí Mezinárodnímu úřadu název a adresu provozovatele nebo provozovatelů oficiálně ustanovených k provozování poštovních služeb a plnění povinností vyplývajících z Akt Unie na svém území. V období mezi kongresy se veškeré změny vládních orgánů a oficiálně určených provozovatelů oznámí Mezinárodnímu úřadu co nejdříve.

Článek 3

Univerzální poštovní služba

- 1. S cílem posílit pojetí jednotného poštovního území Unie dbají členské země na to, aby všichni uživatelé/zákazníci měli právo na univerzální poštovní službu, znamenající trvalé poskytování kvalitních základních poštovních služeb v každém místě jejich území a za dostupné ceny.
- 2. K dosažení tohoto cíle stanoví členské země v rámci své poštovní legislativy nebo jinými obvyklými prostředky rozsah nabízených poštovních služeb, jakož i požadavky na kvalitu a dostupnost cen, s přihlédnutím jak k potřebám obyvatelstva, tak ke svým vnitrostátním podmínkám.
- 3. Členské země dbají na to, aby provozovatelé odpovědní za poskytování univerzální poštovní služby dodržovali nabídku služeb a normy kvality.

4. Členské země zajistí, aby univerzální poštovní služba byla poskytována uskutečnitelným způsobem zaručujícím její trvalou udržitelnost.

Článek 4 **Svoboda průvozu**

1. Zásada svobody průvozu je vyjádřena v článku 1 Ústavy. Znamená pro každou členskou zemi povinnost zajistit, aby její určení provozovatelé směřovali přímé závěry a listovní zásilky v otevřeném průvozu, které jim předá jiný určený provozovatel, vždy nejrychlejšími cestami a nejspolehlivějšími prostředky, jež používají pro své vlastní zásilky. Tato zásada platí rovněž pro chybně směřované zásilky a závěry.
2. Členské země, které se neúčastní výměny psaní obsahujících infekční látky nebo radioaktivní materiály, mají možnost nedovolit přepravu těchto zásilek v otevřeném průvozu přes své území. Totéž platí pro jiné listovní zásilky než psaní, dopisnice a slepecké zásilky. Vztahuje se to i na tiskoviny, periodika, časopisy, balíčky a tiskovinné pytle, jejichž obsah nevyhovuje právním ustanovením, jimiž se řídí podmínky jejich vydávání nebo oběhu v průvozní zemi.
3. Svoboda průvozu poštovních balíků, které mají být směřovány pozemní a námořní cestou, je omezena na území zemí účastnících se této služby.
4. Svoboda průvozu leteckých balíků je zaručena na celém území Unie. Členské země, které neposkytují službu poštovních balíků, však nemusejí zajišťovat přepravu leteckých balíků pozemní cestou.
5. Nedodržuje-li některá členská země ustanovení týkající se svobody průvozu, mají ostatní členské země právo zrušit poštovní styk s touto členskou zemí.

Článek 5

Vlastnictví poštovních zásilek. Vracení. Změna nebo oprava adresy na žádost odesílatele. Dosílka. Vracení zásilek, které nelze dodat, odesílateli

1. Každá poštovní zásilka náleží odesílateli, dokud není dodána oprávněné osobě, s výjimkou případu, kdy byla zásilka zabavena podle předpisů země původu nebo určení a v případě aplikace článku 15.2.1.1 nebo 15.3 podle předpisů průvozní země.
2. Odesílatel poštovní zásilky může požádat o její vracení nebo o změnu či opravu adresy. Sazby a další podmínky jsou stanoveny v Řádech.
3. Členské země zajistí, aby jejich určení provozovatelé dosílali poštovní zásilky, jestliže adresát změnil adresu, a vraceli zásilky, které nelze dodat, odesílateli. Sazby a další podmínky jsou stanoveny v Řádech.

Článek 6 **Sazby**

1. Sazby za různé mezinárodní a zvláštní služby jsou stanoveny členskými zeměmi nebo jejich určenými provozovateli podle vnitrostátních právních předpisů, v souladu se zásadami vyjádřenými v Úmluvě a v jejích Řádech. Obecně musejí být odvozeny od nákladů na poskytování těchto služeb.
2. Členská země původu nebo její určený provozovatel stanoví v souladu s vnitrostátními právními předpisy sazby výplatného za přepravu listovních zásilek a balíků. Sazby výplatného pokrývají dodání zásilek do místa bydliště adresáta za předpokladu, že v zemi určení předmětných zásilek je tato dodávací služba provozována.
3. Vybírané sazby včetně těch, které jsou uvedeny v Aktech jako orientační, musejí být přinejmenším stejné jako sazby používané ve vnitrostátním styku pro zásilky stejného typu (druh, množství, doba zpracování atd.).
4. Členské země nebo jejich určený provozovatelé jsou v souladu s vnitrostátními právními předpisy oprávněni překročit jakékoli orientační sazby uvedené v Aktech.
5. Minimální hranice sazeb uvedená v odstavci 3 může být členskými zeměmi nebo jejich určenými provozovateli překročena tím, že připustí snížené sazby založené na jejich vnitrostátních právních předpisech pro listovní zásilky a balíky podané na území členské země. Členské země nebo jejich určený operátoři mají například možnost poskytnout zvýhodněné sazby svým zákazníkům podávajícím velké objemy poštovních zásilek.
6. Od zákazníků se nesmějí vybírat žádné jiné poštovní sazby nežli ty, které jsou uvedeny v Aktech.
7. Není-li v Aktech uvedeno jinak, ponechává si každý určený provozovatel sazby, které vybral.

Článek 7

Osvobození od poštovních sazeb

1. Zásada
- 1.1 Případy osvobození od poštovních sazeb jakožto osvobození od úhrady výplatného jsou výslovně uvedeny Úmluvou. Nicméně Řády mohou stanovit osvobození od úhrady jak výplatného, tak průvozních výdajů, terminálních výdajů a příchodních podílů u listovních zásilek a balíků vztahujících se k poštovní službě, odesílaných členskými zeměmi, určenými provozovateli a užšími uniemi. Kromě toho jsou listovní zásilky a balíky odesílané Mezinárodním úřadem SPU užším uniím, členským zemím a určeným provozovatelům považovány za zásilky vztahující se k poštovní službě a jsou osvobozeny od všech poštovních sazeb. Členská země původu nebo její určený provozovatel však může u posledně zmíněných zásilek vybírat letecké příplatky.
2. Váleční zajatci a civilní internované osoby
- 2.1 Ode všech poštovních sazeb s výjimkou leteckých příplatků jsou osvobozeny listovní zásilky, poštovní balíky a zásilky poštovních peněžních služeb adresované válečným zajatcům nebo jimi odesílané buďto přímo nebo prostřednictvím úřadů zmíněných v Řádech Úmluvy a Ujednání o poštovních peněžních službách. Váleční osoby zadrže-

- né a internované v některé neutrální zemi jsou postaveny na roveň válečným zajatcům jako takovým, pokud jde o aplikaci předchozích ustanovení.
- 2.2 Ustanovení uvedená v odstavci 2.1 platí také pro listovní zásilky, poštovní balíky a zásilky poštovních peněžních služeb pocházející z jiných zemí, adresované civilním internovaným osobám definovaným Ženevskou konvencí ze dne 12. srpna 1949 o ochraně civilních osob v době války, nebo jimi odesílané buďto přímo nebo prostřednictvím úřadů zmíněných v Řádech Úmluvy a Ujednání o poštovních peněžních službách.
- 2.3 Úřady uvedené v Řádech Úmluvy a Ujednání o poštovních peněžních službách jsou rovněž osvobozeny od poštovních sazeb za listovní zásilky, poštovní balíky a zásilky poštovních peněžních služeb týkající se osob uvedených v odstavcích 2.1 a 2.2, které odesílají nebo dostávají buď přímo nebo jako prostředníci.
- 2.4 Balíky se přijímají jako osvobozené od sazeb do hmotnosti 5 kg. Hranice hmotnosti se zvyšuje na 10 kg u balíků, jejichž obsah je nedělitelný, a u balíků, které jsou adresovány táboru nebo tamním zástupcům zajatců („hommes de confiance“) k dodání zajatcům.
- 2.5 Při vyrovnávání účtů mezi určenými provozovateli se nepřiznávají podíly za služební balíky a za balíky válečných zajatců a civilních internovaných osob s výjimkou výdajů na leteckou přepravu u leteckých balíků.
3. Slepecké zásilky
- 3.1 Slepecké zásilky jsou osvobozeny od všech poštovních sazeb s výjimkou leteckých příplatků.

Článek 8

Poštovní známky

1. Název „poštovní známka“ je chráněn na základě této Úmluvy a je vyhrazen výlučně pro známky, které splňují podmínky tohoto článku a Řádů.
2. Poštovní známky:
- 2.1 jsou vydávány a uváděny do oběhu výhradně na základě pravomoci členské země nebo území, v souladu s Akty Unie;
- 2.2 jsou projevem suverenity a představují důkaz uhrazení výplatného odpovídajícího jejich skutečné hodnotě, jsou-li nalepeny na poštovních zásilkách v souladu s Akty Unie;
- 2.3 pro použití jako výplatné nebo pro filatelistické účely musejí být v oběhu v členské zemi nebo na území vydání, v souladu s vnitrostátními právními předpisy.
- 2.4 musejí být dostupné všem občanům v členské zemi nebo na území vydání.
3. Poštovní známky obsahují:
- 3.1 latinkou název členské země nebo území vydání¹;
- 3.2 nominální hodnotu, vyjádřenou:
- 3.2.1 zpravidla v úřední měně členské země nebo území vydání nebo jako písmeno či symbol;
- 3.2.2 pomocí jiných poznávacích znaků.

¹ Výjimka je udělena Velké Británii jakožto zemi, která vynalezla poštovní známku.

4. Symboly státu, úřední kontrolní znaky a loga mezivládních organizací objevující se na poštovních známkách jsou chráněny ve smyslu Pařížské úmluvy na ochranu průmyslového vlastnictví.
5. Náměty a motivy poštovních známek:
 - 5.1 musejí být v souladu s duchem preambule Ústavy Unie a s rozhodnutími přijatými orgány Unie;
 - 5.2 musejí být úzce spojeny s kulturní identitou členské země nebo území nebo musejí přispívat k šíření kultury nebo zachování míru;
 - 5.3 v případě známek vydávaných u příležitosti výročí osobností nebo událostí, jež jsou v členské zemi nebo území cizí, musejí mít k příslušné zemi nebo území blízký vztah;
 - 5.4 nesmějí mít politický charakter a musejí se vyhýbat jakémukoli urážlivému tématu ve vztahu k některé osobě nebo zemi;
 - 5.5 musejí mít velký význam pro členskou zemi či území.
6. Poštovní výplatní znaky, otisky výplatních strojů a otisky tiskařského lisu či jiné způsoby tisku nebo razítkování odpovídající Aktům Unie mohou být používány jen se souhlasem členské země nebo území.

Článek 9

Poštovní bezpečnost

1. Členské země a jejich určení provozovatelé musejí přijmout a realizovat na všech úrovních poštovního provozu aktivní bezpečnostní strategii, aby udržely a posílily důvěru veřejnosti v poštovní služby, a to v zájmu všech zúčastněných pracovníků. Tato strategie zahrnuje výměnu informací týkajících se zajištění bezpečné a spolehlivé dopravy a průvozu závěrů mezi členskými zeměmi a jejich určenými provozovateli.

Článek 10

Trvale udržitelný rozvoj

1. Členské země a/nebo jejich určení provozovatelé musejí přijmout a realizovat na všech úrovních poštovního provozu aktivní strategii trvale udržitelného rozvoje zaměřenou na činnost v oblasti sociální, ekonomické a v oblasti životního prostředí a podporovat povědomí o problematice trvale udržitelného rozvoje v poštovních službách.

Článek 11

Přestupky

1. Poštovní zásilky
 - 1.1 Členské země se zavazují, že přijmou nezbytná opatření k zabránění dále uvedeným činům a k soudnímu stíhání a potrestání jejich pachatelů:
 - 1.1.1 vkládání omamných a psychotropních látek, jakož i látek výbušných, zápalných nebo jiných nebezpečných látek do poštovních zásilek, pokud jejich vkládání není Úmluvou výslovně povoleno;

- 1.1.2 vkládání předmětů pedofilního charakteru nebo dětské pornografie do poštovních zásilek.
2. Výplatné obecně a prostředky výplatného
- 2.1 Členské země se zavazují, že přijmou nezbytná opatření k zabránění, k soudnímu stíhání a potrestání jakýchkoli přestupků týkajících se prostředků výplatného stanovených touto Úmluvou, např.:
 - 2.1.1 poštovních známek, ať v oběhu nebo stažených z oběhu;
 - 2.1.2 výplatních znaků;
 - 2.1.3 otisků výplatních strojů nebo tiskařských lisů;
 - 2.1.4 mezinárodních odpovědek.
- 2.2 Pro účely této Úmluvy se přestupkem týkajícím se prostředků výplatného rozumí kterýkoli z dále uvedených činů spáchaný s úmyslem nezákonného obohacení sebe sama nebo třetí strany. Trestné jsou následující činy:
 - 2.2.1 falšování, napodobování nebo padělání jakýchkoli výplatních prostředků nebo jakékoli nezákonné či trestné jednání spojené s jejich neoprávněnou výrobou;
 - 2.2.2 používání, uvedení do oběhu, uvedení na trh, rozesílání, šíření, doprava, prezentace nebo vystavování včetně propagace jakýchkoli falšovaných, napodobených nebo padělaných výplatních prostředků;
 - 2.2.3 používání nebo uvedení do oběhu pro poštovní účely jakýchkoli výplatních prostředků, které již byly použity;
 - 2.2.4 jakékoli pokusy o spáchání těchto přestupků.
3. Reciprocita
- 3.1 Co se týče postihů, nečiní se žádný rozdíl mezi skutky uvedenými v odstavci 2 ve vztahu k tomu, zda jde o výplatní prostředky vnitrostátní či zahraniční; toto ustanovení nepodléhá žádné zákonné či dohodnuté podmínce reciprocity.

DRUHÁ ČÁST

Pravidla pro listovní zásilky a poštovní balíky

HLAVA 1

Poskytování služeb

Článek 12

Základní služby

1. Členské země musejí zajistit, aby jejich určení provozovatelé přijímali, zpracovávali, přepravovali a dodávali listovní zásilky.
2. Listovní zásilky jsou:
 - 2.1 prioritní a neprioritní zásilky do 2 kg;
 - 2.2 psaní, dopisnice, tiskoviny a balíčky do 2 kg;
 - 2.3 slepecké zásilky do 7 kg;

- 2.4 zvláštní pytle obsahující noviny, periodika, knihy a podobné tištěné dokumenty pro stejného adresáta na stejném místě určení nazývané „tiskovinové pytle“ (pytle M) do 30 kg.
3. Listovní zásilky se dělí buďto podle rychlosti zpracování zásilek nebo podle jejich obsahu v souladu s Řádem listovních zásilek.
4. Vyšší limity hmotnosti, než jsou uvedeny v odstavci 2, se nepovinně vztahují na určité druhy listovních zásilek za podmínek specifikovaných v Řádu listovních zásilek.
5. S výhradou odstavce 8 členské země rovněž musejí zajistit, aby jejich určení provozovatelé přijímali, zpracovávali, přepravovali a dodávali poštovní balíky do 20 kg buďto podle ustanovení Úmluvy, nebo v případě balíků vypravovaných do zahraničí a po dvoustranné dohodě jakýmkoli jiným způsobem, který je pro jejich zákazníky výhodnější.
6. Vyšší limity hmotnosti než 20 kg se nepovinně vztahují na určité druhy balíků za podmínek specifikovaných v Řádu poštovních balíků.
7. Každá členská země, jejíž určený provozovatel nezajišťuje přepravu balíků, může zařídit, aby ustanovení Úmluvy byla prováděna dopravními společnostmi. Zároveň může tuto službu omezit na balíky pocházející z míst nebo určené do míst obsluhovaných těmito společnostmi.
8. Odchylnou od ustanovení odstavce 5 nejsou členské země, které nebyly před 1. lednem 2001 účastníky Ujednání o poštovních balících, povinny poskytovat službu poštovních balíků.

Článek 13 **Doplňkové služby**

1. Členské země zajistí poskytování následujících povinných doplňkových služeb:
 - 1.1 službu doporučených zásilek u prioritních a leteckých listovních zásilek do zahraničí;
 - 1.2 službu doporučených zásilek u neprioritních a pozemních listovních zásilek na místa určení, kde neexistuje služba prioritních nebo leteckých listovních zásilek;
 - 1.3 službu doporučených zásilek u všech listovních zásilek ze zahraničí.
2. Poskytování služby doporučených zásilek u neprioritních a pozemních listovních zásilek na místa určení, kde existuje prioritní nebo letecká listovní služba, je nepovinné.
3. Členské země nebo jejich určení provozovatelé mohou poskytovat následující nepovinné doplňkové služby ve styku mezi určenými provozovateli, kteří se na poskytování těchto služeb dohodli:
 - 3.1 službu zásilek s udanou cenou u listovních zásilek a balíků;
 - 3.2 službu ověřených zásilek u listovních zásilek;
 - 3.3 službu zásilek na dobírku u listovních zásilek a balíků;
 - 3.4 službu spěšných zásilek u listovních zásilek a balíků;
 - 3.5 službu dodání do vlastních rukou u doporučených, ověřených nebo cenných listovních zásilek;

- 3.6 službu zásilek dodávaných bez sazeb a poplatků u listovních zásilek a balíků;
 - 3.7. službu křehkých a neskladných balíků;
 - 3.8 službu konsignace u sdružených zásilek od jednoho odesílatele určených do zahraničí.
4. Tři dále uvedené doplňkové služby mají jak povinné, tak nepovinné složky:
- 4.1 služba odpovědních zásilek v mezinárodním styku (CCRI – IBRS), která je v podstatě nepovinná; všechny členské země nebo jejich určení provozovatelé jsou však povinni zajišťovat „zpáteční“ službu těchto zásilek;
 - 4.2 služba mezinárodních odpovědek, které lze vyměnit ve kterékoli členské zemi; prodej mezinárodních odpovědek je však nepovinný;
 - 4.3 dodejka u doporučených a ověřených listovních zásilek, balíků a zásilek s udanou cenou; všechny členské země nebo jejich určení provozovatelé přijímají dodejky u zásilek ze zahraničí; poskytování služby zásilek s dodejkou u zásilek do zahraničí je však nepovinné.
5. Popis těchto služeb a jejich sazby jsou uvedeny v Řádech.
6. Pokud se za níže uvedené prvky služeb vybírají zvláštní sazby ve vnitrostátním styku, jsou určení provozovatelé oprávněni vybírat stejné sazby u mezinárodních zásilek za podmínek uvedených v Řádech:
- 6.1 dodání balíčků o hmotnosti nad 500 gramů;
 - 6.2 podání listovních zásilek na poslední chvíli;
 - 6.3 podání zásilek mimo běžnou otevírací dobu přepážek;
 - 6.4 převzetí v místě bydliště odesílatele;
 - 6.5 vyzvednutí listovní zásilky mimo běžnou otevírací dobu přepážek;
 - 6.6 poste restante;
 - 6.7 úložné za listovní zásilky o hmotnosti nad 500 g a za balíky;
 - 6.8 dodání balíků na žádost adresáta jako reakce na oznámení o jejich příchodu;
 - 6.9 odpovědnost pro případ vyšší moci.

Článek 14

Elektronická pošta, služba zásilek EMS, integrovaná logistika a nové služby

- 1. Členské země nebo určení provozovatelé se mohou vzájemně dohodnout, že se budou podílet na následujících službách popsanych v Řádech:
 - 1.1 elektronická pošta, což je poštovní služba využívající elektronický přenos zpráv; určení provozovatelé mohou obohatit službu elektronické pošty nabídkou registrované elektronické pošty, která elektronickou poštu doplňuje poskytnutím důkazu o odeslání a dodání a bezpečného komunikačního kanálu mezi ověřenými uživateli.
 - 1.2 služba zásilek EMS, což je expresní poštovní služba určená pro dokumenty a zboží představující co možná nejrychlejší poštovní službu zajišťovanou fyzickými prostředky; tato služba může být poskytována na základě Mnohostranné standardní dohody o EMS nebo na základě dvoustranných dohod;
 - 1.3 integrovaná logistika, což je služba, která plně odpovídá požadavkům zákazníků v oblasti logistiky a obsahuje etapu předcházející fyzické přepravě zboží a dokumentů a etapu po ní následující;
 - 1.4 elektronické poštovní certifikační razítko, které poskytuje stanoveným způsobem a ve stanoveném čase přesvědčivý důkaz o uskutečnění elektronické události, jejímiž účastníky je jedna nebo více stran.

2. Členské země nebo určení provozovatelé mohou na základě společné dohody vytvořit novou službu, jež není výslovně uvedena v Aktech Unie. Sazby za tuto novou službu stanoví každý zúčastněný určený provozovatel s přihlédnutím k nákladům na její provozování.

Článek 15

Nepřípustné zásilky. Zákazy

1. Všeobecná ustanovení
 - 1.1 Zásilky, které nespĺňují podmínky vyžadované Úmluvou a Řády, jsou nepřípustné. Zásilky odeslané s podvodným úmyslem nebo s úmyslem vyhnout se zaplacení náležitých sazeb jsou rovněž nepřípustné.
 - 1.2 Výjimky ze zákazů uvedených v tomto článku jsou stanoveny v Řádech.
 - 1.3 Všechny členské země nebo jejich určení provozovatelé mají možnost rozšířit zákazy uvedené v tomto článku a tyto zákazy mohou být uplatněny neprodleně po jejich zahrnutí do příslušného seznamu.
2. Zákazy platné pro všechny druhy zásilek
 - 2.1 Je zakázáno vkládat do všech druhů zásilek dále uvedené předměty:
 - 2.1.1 omamné a psychotropní látky, definované Mezinárodní radou pro kontrolu narkotik (International Narcotics Control Board), nebo jiné nezákonné drogy (narkotika), které jsou v zemi určení zakázány;
 - 2.1.2 oplzlé nebo nemravné předměty;
 - 2.1.3 padělané a pirátské předměty;
 - 2.1.4 jiné předměty, jejichž dovoz nebo oběh je v zemi určení zakázán;
 - 2.1.5 předměty, které mohou svou povahou nebo svým obalem ohrozit pracovníky či veřejnost nebo pošpinit či poškodit ostatní zásilky, poštovní zařízení nebo majetek třetí osoby;
 - 2.1.6 písemnosti mající charakter aktuální a osobní korespondence vyměňované mezi jinými osobami než odesílatelem a adresátem nebo osobami, které s nimi bydlí.
3. Výbušné, hořlavé nebo radioaktivní materiály a nebezpečné zboží
 - 3.1 Je zakázáno vkládat do všech druhů zásilek výbušné, hořlavé nebo jiné nebezpečné zboží, jakož i radioaktivní materiály.
 - 3.2 Je zakázáno vkládat do všech druhů zásilek neaktivní výbušniny a vojenský materiál, včetně neaktivních granátů, střel a podobných předmětů, jakož i jejich repliky.
 - 3.3 Výjimečně je dovoleno následující nebezpečné zboží:
 - 3.3.1 radioaktivní materiály zasílané v listovních zásilkách a poštovních balících, uvedené v článku 16.1;
 - 3.3.2 infekční látky zasílané v listovních zásilkách a v poštovních balících, uvedené v článku 16.2.
4. Živá zvířata
 - 4.1 Je zakázáno vkládat do všech druhů zásilek živá zvířata.
 - 4.2 Výjimečně je dovoleno zasílat v jiných listovních zásilkách než cenných:
 - 4.2.1 včely, pijavice a housenky bource morušového;
 - 4.2.2 cizopasníky a hubitele škodlivého hmyzu určené k regulaci tohoto hmyzu a vyměňované mezi úředně uznanými ústavy;

- 4.2.3 mouchy čeledi Drosophilidae (octomilky) pro biomedicínský výzkum vyměňované mezi úředně uznanými ústavy.
- 4.3 Výjimečně je dovoleno zasílat v balících:
 - 4.3.1 živá zvířata, jejichž přeprava v poštovních zásilkách je povolena poštovními předpisy zúčastněných zemí.
- 5. Vkládání korespondence do balíků
 - 5.1 Do poštovních balíků je zakázáno vkládat dále uvedené předměty:
 - 5.1.1 korespondenci vyměňovanou mezi jinými osobami než odesílatelem a adresátem nebo osobami, které s nimi bydlí, s výjimkou archivních materiálů.
- 6. Mince, bankovky a jiné cenné předměty
 - 6.1 Je zakázáno vkládat mince, bankovky, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty:
 - 6.1.1 do listovních zásilek bez udané ceny;
 - 6.1.1.1 pokud to však vnitrostátní právní předpisy zemí původu a určení dovolují, mohou být tyto předměty zasílány v uzavřené obálce jako doporučené zásilky;
 - 6.1.2 do balíků bez udané ceny, ledaže to vnitrostátní právní předpisy zemí původu a určení dovolují;
 - 6.1.3 do balíků bez udané ceny vyměňovaných mezi dvěma zeměmi, které dovolují cenné balíky;
 - 6.1.3.1 každá členská země nebo určený provozovatel může navíc zakázat vkládání zlatých prutů do balíků s udanou cenou nebo bez udané ceny, pocházejících z jejího území či na její území určených nebo přepravovaných přes její území v otevřeném průvozu; skutečnou hodnotu takovýchto zásilek může omezit.
- 7. Tiskoviny a slepecké zásilky
 - 7.1. Tiskoviny a slepecké zásilky:
 - 7.1.1 nesmějí být opatřeny žádnou poznámkou ani obsahovat žádnou korespondenci;
 - 7.1.2 nesmějí obsahovat žádné poštovní známky ani formy výplatného, oražené nebo neoražené, ani žádný dokument představující nějakou hodnotu, s výjimkou případů, kdy je do zásilky vložena dopisnice, obálka nebo páska s vytištěnou adresou odesílatele zásilky nebo jeho zástupce v zemi podání nebo určení původní zásilky, předplacená pro cestu zpět.
- 8. Zacházení s neprávem přijatými zásilkami
 - 8.1 Zacházení s neprávem přijatými zásilkami je upraveno v Řádech. Zásilky obsahující předměty uvedené v odstavcích 2.1.1, 2.1.2, 3.1 a 3.2 však nejsou v žádném případě směřovány na místo určení, dodávány adresátům ani vraceny na místo původu. V případě, že jsou při průvozu zásilek objeveny předměty zmíněné v odstavcích 2.1.1, 3.1 a 3.2, zachází se s takovými zásilkami v souladu s vnitrostátními právními předpisy průvozní země.

Článek 16

Přípustné radioaktivní materiály a infekční látky

- 1. Radioaktivní materiály jsou dovoleny v listovních zásilkách a balících ve styku mezi členskými zeměmi, které vyslovily svůj souhlas s jejich přijímáním buďto vzájemně nebo jen v jednom směru, za následujících podmínek:

- 1.1 radioaktivní materiály jsou upraveny a zabaleny v souladu s příslušnými ustanoveními Řádů;
- 1.2 jsou-li zasílány v listovních zásilkách, vybírá se za ně sazba jako za prioritní zásilky nebo jako za psaní a doporučené;
- 1.3 radioaktivní materiály obsažené v listovních zásilkách nebo poštovních balících musejí být směřovány nejrychlejší cestou, obvykle leteckou, s výhradou zaplacení příslušných leteckých příplatků;
- 1.4 radioaktivní materiály smějí podávat pouze k tomu oprávnění odesílatelé.
2. Infekční látky s výjimkou látek kategorie A nebezpečných pro lidi (UN číslo 2814) a nebezpečných pro zvířata (UN číslo 2900) jsou dovoleny v listovních zásilkách a poštovních balících za následujících podmínek:
 - 2.1. Infekční látky kategorie B (UN číslo 3373) se mohou zasílat pouze ve styku mezi úředně uznanými odesílateli, určenými jejich příslušnými úřady. Toto nebezpečné zboží může být podáno jako poštovní zásilka za předpokladu, že to dovolují platné vnitrostátní a mezinárodní právní předpisy a aktuální vydání Doporučení OSN pro přepravu nebezpečného zboží zveřejněné Mezinárodní organizací pro civilní letectví (ICAO).
 - 2.2 Infekční látky kategorie B (UN číslo 3373) musejí být zpracovány, zabaleny a označeny v souladu s ustanoveními uvedenými v Řádu listovních zásilek a v Řádu poštovních balíků. Za tyto zásilky se vybírá sazba jako za prioritní zásilky nebo za doporučená psaní. Je dovoleno vybírat příplatek za zpracování těchto zásilek.
 - 2.3 Vyňaté vzorky odebrané nemocným (lidem nebo zvířatům) se mohou zasílat pouze ve styku mezi úředně uznanými odesílateli, určenými jejich příslušnými úřady. Tyto materiály mohou být podány jako poštovní zásilky za předpokladu, že to dovolují platné vnitrostátní a mezinárodní právní předpisy a aktuální vydání Doporučení OSN pro přepravu nebezpečného zboží zveřejněné Mezinárodní organizací pro civilní letectví (ICAO).
 - 2.4 Vyňaté vzorky odebrané nemocným (lidem nebo zvířatům) musejí být zpracovány, zabaleny a označeny v souladu s ustanoveními uvedenými v Řádu listovních zásilek a v Řádu poštovních balíků. Za tyto zásilky se vybírá sazba jako za prioritní zásilky nebo za doporučená psaní. Je dovoleno vybírat příplatek za zpracování těchto zásilek.
 - 2.5 Přijímání infekčních látek a vyňatých vzorků odebraných nemocným (lidem nebo zvířatům) se týká pouze členských zemí, které s tím vyjádřily souhlas, a to ve vzájemném styku nebo pouze v jednom směru.
 - 2.6 Přípustné infekční látky a vyňaté vzorky odebrané nemocným (lidem nebo zvířatům) se směřují nejrychlejší cestou, obvykle letecky, pod podmínkou zaplacení příslušných leteckých příplatků, a mají přednost při dodávání.

Článek 17

Reklamace

1. Každý určený provozovatel je povinen přijímat reklamace týkající se balíků a doporučených, cenných nebo ověřených zásilek podaných v jeho vlastní službě nebo ve službě jiného určeného provozovatele za předpokladu, že tyto reklamace jsou uplatněny ve lhůtě šesti měsíců ode dne následujícího po dni podání zásilky. Reklamace se zasílají poštou jako prioritní zásilky, jako zásilky EMS nebo elektronicky. Lhůta šesti měsíců se týká vztahů mezi reklamujícími a určenými provozovateli a nezahrnuje předání reklamací mezi určenými provozovateli.

2. Reklamace se přijímají za podmínek stanovených v Řádech.
3. Vyřizování reklamací je bezplatné. Avšak dodatečné náklady způsobené požadavkem na odeslání službou EMS jdou obecně k tíži žadatele.

Článek 18

Celní kontrola. Clo a jiné poplatky

1. Určení provozovatelé země původu a země určení jsou oprávněni předkládat zásilky k celní kontrole podle předpisů těchto zemí.
2. Zásilky předkládané k celní kontrole mohou být zatíženy poštovní sazbou za předložení celnímu úřadu, jejíž orientační výše je stanovena v Řádech. Tato sazba se vybírá pouze za předložení celnímu úřadu a za celní projednání těch zásilek, které byly zatíženy clem nebo jakýmkoli jiným poplatkem téhož charakteru.
3. Určení provozovatelé, kteří jsou oprávněni zajišťovat celní projednávání zásilek jménem svých zákazníků, mohou od zákazníků vybírat sazbu odvozenou od skutečných nákladů na tuto činnost. Touto sazbou mohou být zatíženy všechny zásilky přihlášeny k proclení podle vnitrostátních právních předpisů včetně těch, které jsou osvobozeny od cla. Zákazníci musejí být předem řádně informováni o požadované sazbě.
4. Určení provozovatelé jsou oprávněni vybírat podle okolností od odesílatelů nebo příjemců zásilek clo a veškeré jiné dlužné poplatky.

Článek 19

Výměna přímých závěrů s vojenskými jednotkami

1. Přímé listovní závěry mohou být vyměňovány prostřednictvím pozemních, námořních nebo leteckých služeb jiných zemí:
 - 1.1 mezi poštami kterékoli členské země a velícími důstojníky vojenských jednotek daných k dispozici Organizaci spojených národů;
 - 1.2 mezi velícími důstojníky těchto vojenských jednotek;
 - 1.3 mezi poštami kterékoli členské země a velícími důstojníky námořních, leteckých či pozemních oddílů, válečných plavidel nebo vojenských letadel téže země rozmístěných v zahraničí;
 - 1.4 mezi velícími důstojníky námořních, leteckých či pozemních oddílů, válečných plavidel nebo vojenských letadel téže země.
2. Listovní zásilky obsažené v závěrech uvedených v odstavci 1 musejí být adresovány výlučně příslušníkům vojenských jednotek nebo štábů a posádkám plavidel nebo letadel, pro něž jsou závěry určeny, nebo z nichž jsou odesílány, nebo musejí být těmito osobami odeslány. Tarify a zásilací podmínky pro tyto zásilky stanoví podle svých předpisů určený provozovatel té členské země, která dala vojenskou jednotku k dispozici, nebo které plavidlo nebo letadlo patří.

3. Není-li zvláštní dohody, je určený provozovatel té členské země, která dala vojenskou jednotku k dispozici, nebo které patří válečná plavidla nebo vojenská letadla, odpovědný vůči zúčastněným určeným provozovatelům za zaplacení průvozních výdajů za závěry, terminálních výdajů a výdajů na leteckou přepravu.

Článek 20

Normy a cíle týkající se kvality služby

1. Členské země nebo jejich určení provozovatelé stanovují a zveřejňují normy a cíle týkající se dodávání listovních zásilek a balíků došlých ze zahraničí.
2. Tyto normy a cíle, ke kterým se připočte doba obvykle nutná pro celní projednání, nesmějí být méně výhodné než normy a cíle stanovené pro srovnatelné zásilky vnitrostátního styku.
3. Členské země původu nebo jejich určení provozovatelé rovněž stanovují a zveřejňují „end-to-end“ (od podání až po dodání) normy pro prioritní a letecké listovní zásilky a balíky a pro ekonomické/pozemní balíky.
4. Členské země nebo jejich určení provozovatelé vyhodnocují aplikaci norem pro kvalitu služby.

HLAVA 2

Odpovědnost

Článek 21

Odpovědnost určených provozovatelů. Náhrady

1. Všeobecná ustanovení
 - 1.1 S výjimkou případů uvedených v článku 22 určení provozovatelé odpovídají za:
 - 1.1.1 ztrátu, poškození nebo úbytek obsahu doporučených zásilek, obyčejných balíků a zásilek s udanou cenou;
 - 1.1.2 ztrátu ověřených zásilek;
 - 1.1.3 vrácení doporučených zásilek, zásilek s udanou cenou a obyčejných balíků, na nichž není uveden důvod vrácení.
 - 1.2 Za jiné zásilky než ty, které jsou uvedeny v odstavcích 1.1.1 a 1.1.2, určení provozovatelé neodpovídají.
 - 1.3 Ve všech dalších případech, které nejsou stanoveny touto Úmluvou, nejsou určení provozovatelé odpovědní.
 - 1.4. Jestliže je ztráta nebo úplné zničení obsahu doporučené zásilky, obyčejného balíku nebo zásilky s udanou cenou následkem vyšší moci a neposkytuje se za ně náhrada, má odesílatel nárok na vrácení sazeb zaplacených při podání zásilky s výjimkou sazby za udanou cenu.
 - 1.5 Výše náhrady, která se vyplátí, nesmí překročit částky stanovené v Řádu listovních zásilek a v Řádu poštovních balíků.

- 1.6 V případě odpovědnosti se při výplatě náhrady nepřihlíží k nepřímým škodám nebo ušlým ziskům.
- 1.7 Veškerá ustanovení vztahující se k odpovědnosti určených provozovatelů jsou striktní, závazná a vyčerpávající. Určení provozovatelé nejsou v žádném případě – dokonce ani v případě závažného pochybení – odpovědní nad rámec limitů stanovených v Úmluvě a v Rádech.
2. Doporučené zásilky
 - 2.1 V případě ztráty, úplného zničení nebo úplného úbytku obsahu doporučené zásilky má odesílatel nárok na náhradu ve výši stanovené Řádem listovních zásilek. Požaduje-li odesílatel nižší náhradu, než je částka stanovená v Řádu listovních zásilek, mohou určení provozovatelé vyplatit tuto nižší částku a dostat pak odpovídající vyrovnání od ostatních zúčastněných určených provozovatelů.
 - 2.2. V případě částečného poškození nebo částečného úbytku obsahu doporučené zásilky má odesílatel nárok na náhradu v zásadě odpovídající skutečné výši škody způsobené poškozením nebo úbytkem obsahu.
3. Ověřené zásilky
 - 3.1 V případě ztráty, úplného zničení nebo úplného úbytku obsahu ověřené zásilky má odesílatel nárok pouze na vrácení sazeb zaplacených při podání zásilky.
4. Obyčejné balíky
 - 4.1 V případě ztráty, úplného zničení nebo úplného úbytku obsahu obyčejného balíku má odesílatel nárok na náhradu ve výši stanovené Řádem poštovních balíků. Požaduje-li odesílatel nižší náhradu, než je částka stanovená v Řádu poštovních balíků, mohou určení provozovatelé vyplatit tuto nižší částku a dostat pak odpovídající vyrovnání od ostatních zúčastněných určených provozovatelů.
 - 4.2 V případě částečného poškození nebo částečného úbytku obsahu obyčejného balíku má odesílatel nárok na náhradu v zásadě odpovídající skutečné výši škody vzniklé poškozením nebo úbytkem obsahu.
 - 4.3 Určení provozovatelé se mohou dohodnout, že budou ve vzájemném styku používat částku za balík stanovenou Řádem poštovních balíků, bez ohledu na hmotnost balíku.
5. Zásilky s udanou cenou
 - 5.1 V případě ztráty, úplného zničení nebo úplného úbytku obsahu zásilky s udanou cenou má odesílatel nárok na náhradu v zásadě odpovídající částce udané ceny v DTS.
 - 5.2. V případě částečného poškození nebo částečného úbytku obsahu zásilky s udanou cenou má odesílatel nárok na náhradu odpovídající v zásadě skutečné výši škody vzniklé poškozením nebo úbytkem obsahu. Náhrada však nesmí v žádném případě převyšovat částku udané ceny v DTS.
6. V případě vrácení doporučené nebo cenné listovní zásilky bez udání důvodu jejího nedodání má odesílatel nárok pouze na vrácení sazeb zaplacených při podání zásilky.
7. V případě vrácení balíku bez udání důvodu jeho nedodání má odesílatel nárok na vrácení sazeb zaplacených při podání zásilky v zemi původu a výdajů způsobených vrácením balíku ze země určení.
8. V případech uvedených v odstavcích 2, 4 a 5 se náhrada vypočte podle běžné tržní ceny předmětů nebo zboží téhož druhu v místě a době podání v přepočtu na DTS. Ne-li běžná cena známa, vypočte se náhrada podle obvyklé ceny předmětů nebo zboží ohodnocených na stejném základě.

9. Poskytuje-li se náhrada za ztrátu, úplné zničení nebo úplný úbytek obsahu doporučené zásilky, obyčejného balíku nebo zásilky s udanou cenou, má odesílatel nebo případně adresát navíc nárok na vrácení sazeb zaplacených při podání zásilky, s výjimkou doporučeného nebo sazby za udanou cenu. Totéž platí o doporučených zásilkách, obyčejných balících nebo zásilkách s udanou cenou odmítnutých příjemci kvůli špatnému stavu, pokud lze tento špatný stav přičíst poštovní službě a pokud zakládá její odpovědnost.
10. Odchytkou od ustanovení odstavců 2, 4 a 5 má adresát nárok na náhradu po převzetí doporučené zásilky, obyčejného balíku nebo zásilky s udanou cenou s poškozením nebo úbytkem obsahu.
11. Určený provozovatel původu má možnost vyplácet odesílatelům ve své zemi náhrady stanovené jejich vnitrostátními právními předpisy pro doporučené zásilky a balíky bez udané ceny pod podmínkou, že nebudou nižší než náhrady uvedené v odstavcích 2.1 a 4.1. Totéž platí pro určeného provozovatele určení, pokud se náhrada vyplácí adresátovi. Částky uvedené v odstavcích 2.1 a 4.1 však zůstávají v platnosti:
 - 11.1 v případě postihu proti odpovědnému určenému provozovateli;
 - 11.2 zřekne-li se odesílatel svých práv ve prospěch adresáta nebo naopak.
12. K tomuto článku nelze uplatnit žádnou výhradu týkající se překročení lhůt pro reklamace a výplatu náhrady určeným provozovatelům včetně lhůt a podmínek stanovených v Řádech, s výjimkou případu dvoustranné dohody.

Článek 22

Zánik odpovědnosti členských zemí a určených provozovatelů

1. Určení provozovatelé přestávají být odpovědní za doporučené zásilky, ověřené zásilky, balíky a zásilky s udanou cenou, které dodali za podmínek stanovených jejich předpisy pro zásilky téhož druhu. Odpovědnost však trvá:
 - 1.1 jsou-li poškození nebo úbytek obsahu zjištěny buď před dodáním, nebo při dodání zásilky;
 - 1.2 pokud prohlásí adresát nebo v případě vrácení na místo původu odesílatel při převzetí zásilky s poškozením nebo úbytkem obsahu, že ji přijímá s výhradou, dovolují-li to vnitrostátní předpisy;
 - 1.3 pokud, dovolují-li to vnitrostátní předpisy, byla doporučená zásilka dodána do domovní schránky a při reklamačním řízení adresát prohlásí, že zásilku neobdržel;
 - 1.4 pokud – nehledě k obvyklému zproštění odpovědnosti – příjemce, nebo v případě vrácení na místo původu odesílatel balíku nebo zásilky s udanou cenou, oznámí neprodleně určenému provozovateli, který mu zásilku dodal, že zjistil škodu; musí přitom prokázat, že k poškození nebo úbytku obsahu nedošlo po dodání. Výraz „neprodleně“ je třeba vykládat v souladu s vnitrostátními právními předpisy.
2. Členské země a určení provozovatelé nejsou odpovědní:
 - 2.1 v případě vyšší moci, s výhradou článku 13.6.9;
 - 2.2 nemohou-li z důvodu zničení služebních dokladů vyšší mocí podat vysvětlení, co se se zásilkami stalo, a nebyla-li jejich odpovědnost prokázána jiným způsobem;
 - 2.3 byla-li škoda způsobena chybou nebo nedbalostí odesílatele nebo vznikla z povahy zasílaného obsahu;

- 2.4 jde-li o zásilky, které spadají pod zákazy uvedené v článku 15;
 - 2.5 v případě zabavení podle předpisů země určení na základě oznámení členské země nebo jejího určeného provozovatele;
 - 2.6 jde-li o zásilky s udanou cenou, jejichž cena byla podvodně udána vyšší částkou než je skutečná hodnota obsahu;
 - 2.7 jestliže odesílatel neuplatnil reklamaci ve lhůtě šesti měsíců ode dne následujícího po dni podání zásilky;
 - 2.8 jde-li o balíky válečných zajatců a civilních internovaných osob;
 - 2.9 existuje-li podezření, že odesílatel jednal s podvodným úmyslem, aby získal odškodnění.
3. Členské země a určení provozovatelé nepřijímají žádnou odpovědnost za celní prohlášky vyhotovené v jakékoli formě ani za rozhodnutí, která učinily celní orgány při prohlídce zásilek podléhajících celní kontrole.

Článek 23

Odpovědnost odesílatele

1. Odesílatel zásilky je odpovědný za újmu na zdraví způsobenou poštovním zaměstnancům a za jakoukoli škodu způsobenou na jiných poštovních zásilkách a poštovním zařízení v důsledku odeslání předmětů nepřipustných k přepravě nebo nedodržení zásilacích podmínek.
2. V případě škody způsobené na jiných poštovních zásilkách je odesílatel odpovědný za každou poškozenou zásilku ve stejném rozsahu jako určení provozovatelé.
3. Přijetí zásilky podací poštou nezprošťuje odesílatele odpovědnosti.
4. Naproti tomu pokud odesílatel dodržel zásilací podmínky, není odpovědný, jestliže došlo k chybě nebo nedbalosti ze strany určených provozovatelů anebo dopravců při zacházení se zásilkami po jejich převzetí.

Článek 24

Výplata náhrady

1. S výhradou práva postihu vůči odpovědnému určenému provozovateli má povinnost vyplatit náhradu a vrátit zaplacené sazby a poplatky podle okolností buďto určený provozovatel původu nebo určený provozovatel určení.
2. Odesílatel se může vzdát svých práv na náhradu ve prospěch adresáta. Naopak adresát se může zříci svých práv ve prospěch odesílatele. Odesílatel nebo adresát mohou zmocnit k převzetí náhrady třetí osobu, dovolují-li to vnitrostátní právní předpisy.

Článek 25

Případné vrácení náhrady odesílatelem nebo adresátem

1. Jestliže se po vyplacení náhrady najde doporučená zásilka, balík nebo zásilka s udanou cenou nebo část obsahu, jež byly předtím považovány za ztracené, vyrozumí se podle okolností odesílatel nebo adresát, že si může zásilku převzít ve lhůtě tří měsíců proti vrácení částky vyplacené náhrady. Zároveň je dotázán, komu má být zásilka dodána. V případě, že odmítne nebo neodpoví během předepsané lhůty, postupuje se stejným způsobem u adresáta, případně odesílatele, přičemž se mu na odpověď poskytne stejná lhůta.
2. Pokud odesílatel i adresát odmítnou zásilku převzít nebo neodpovědí ve lhůtě stanovené v odstavci 1, stává se zásilka vlastnictvím určeného provozovatele, případně určených provozovatelů, kteří nesli škodu.
3. Zjistí-li se v případě dodatečného nalezení zásilky s udanou cenou, že hodnota jejího obsahu je nižší, než je částka vyplacené náhrady, musí podle okolností odesílatel nebo adresát vrátit částku této náhrady proti předání zásilky, aniž by to bylo na úkor důsledků vyplývajících z podvodného udání ceny.

HLAVA 3

Zvláštní ustanovení pro listovní zásilky

Článek 26

Podávání listovních zásilek v zahraničí

1. Žádný určený provozovatel není povinen přepravovat ani dodávat adresátům listovní zásilky, které odesílatelé sídlící na území jeho členské země podávají nebo dávají podat v cizí zemi s cílem využít tamějších výhodnějších tarifních podmínek.
2. Ustanovení odstavce 1 se vztahují bez rozdílu jak na listovní zásilky připravené v sídelní zemi odesílatele a poté přepravené přes hranice, tak na listovní zásilky vyhotovené v cizí zemi.
3. Určený provozovatel určení má právo požadovat od odesílatele a – pokud není uveden – od určeného provozovatele podání zaplacení vnitrostátních sazeb. Pokud ve lhůtě stanovené určeným provozovatelem určení ani odesílatel, ani určený provozovatel podání nesvolí k zaplacení těchto sazeb, může určený provozovatel určení zásilky buďto vrátit určenému provozovateli podání, přičemž má nárok na úhradu nákladů za zpáteční přepravu, nebo s nimi zacházet podle svých vnitrostátních právních předpisů.
4. Žádný určený provozovatel není povinen přepravovat ani dodávat adresátům listovní zásilky, které odesílatelé podali nebo dali podat ve velkém množství v jiné zemi, než ve které sídlí, jestliže je částka terminálních výdajů, kterou má dostat, nižší než částka, kterou by dostala, kdyby byly zásilky podány v sídelní zemi odesílatelů. Určený provozovatel určení má právo vyžadovat od určeného provozovatele podání odměnu úměrnou vzniklým nákladům, která nesmí překročit vyšší ze dvou následujících částek: buď 80 % vnitrostátní sazby platné pro rovnocenné zásilky, nebo sazby platné podle článků 28.3 až 28.7 nebo 29.7, podle potřeby. Pokud ve lhůtě stanovené určeným provozovatelem určení určený provozovatel podání nesvolí k zaplacení požado-

vané částky, může určený provozovatel určení zásilky buďto vrátit určenému provozovateli podání, přičemž má nárok na úhradu nákladů za zpáteční přepravu, nebo s nimi může zacházet podle svých vnitrostátních právních předpisů.

TŘETÍ ČÁST

Odměna

HLAVA 1

Zvláštní ustanovení pro listovní zásilky

Článek 27

Terminální výdaje. Všeobecná ustanovení

1. S výhradou výjimek stanovených v Řádech má každý určený provozovatel, který dostává od jiného určeného provozovatele listovní zásilky, právo vybírat od odesílajícího určeného provozovatele platbu na úhradu výdajů vzniklých v souvislosti s převzatými mezinárodními listovními zásilkami.
2. Pro aplikaci ustanovení týkajících se úhrady terminálních výdajů svými určenými provozovateli se země a území dělí podle seznamů sestavených pro tento účel Kongresem v jeho rezoluci C 18/2008 tak, jak je uvedeno níže:
 - 2.1 země a území, které jsou součástí cílového systému před r. 2010;
 - 2.2 země a území, které jsou součástí cílového systému od r. 2010 a 2012 (nové země v cílovém systému);
 - 2.3 země a území, které jsou součástí přechodného systému.
3. Ustanovení této Úmluvy týkající se placení terminálních výdajů představují přechodná opatření, jež povedou k přijetí systému placení přihlížejícímu ke specifickým faktorům každé země na konci přechodného období.
4. Přístup k vnitrostátním službám. Přímý přístup
 - 4.1 V zásadě každý určený provozovatel zpřístupní ostatním určeným provozovatelům veškeré tarify a podmínky, a to za stejných podmínek, jaké nabízí svým zákazníkům ve vnitrostátním styku. Je na určeném provozovateli určení, aby posoudil, zda určený provozovatel původu dodržuje podmínky přímého přístupu.
 - 4.2 Určení provozovatelé zemí v cílovém systému zpřístupní ostatním určeným provozovatelům tarify a podmínky, a to za stejných podmínek, jaké nabízejí svým zákazníkům ve vnitrostátním styku.
 - 4.3 Určení provozovatelé nových zemí v cílovém systému se mohou rozhodnout, že nezpřístupní ostatním určeným provozovatelům tarify a podmínky za stejných podmínek, jaké nabízejí svým zákazníkům ve vnitrostátním styku. Tito určení provozovatelé však mohou zvolit možnost zpřístupnit omezenému počtu určených provozovatelů podmínky nabízené ve vnitrostátním styku na základě reciprocity a na zkušební dobu dvou let. Po uplynutí této doby si musejí vybrat ze dvou možností: buďto ukončit zpřístupnění

podmínek nabízených ve vnitrostátním styku, nebo pokračovat tímto způsobem a zpřístupnit vnitrostátní podmínky všem určeným provozovatelům. Jestliže však určení provozovatelé nových zemí v cílovém systému požádají určené provozovatele zemí v cílovém systému o aplikaci podmínek nabízených v jejich vnitrostátním styku, musejí zpřístupnit všem určeným provozovatelům sazby a podmínky za stejných podmínek, jaké nabízejí svým zákazníkům ve vnitrostátním styku.

- 4.4. Určení provozovatelé zemí v přechodném systému se mohou rozhodnout, že nezpřístupní ostatním určeným provozovatelům podmínky nabízené ve svém vnitrostátním styku. Mohou však zvolit možnost zpřístupnit omezenému počtu určených provozovatelů podmínky nabízené ve vnitrostátním styku na základě reciprocit a na zkušební dobu dvou let. Po uplynutí této doby si musejí vybrat ze dvou možností: buďto ukončit zpřístupnění podmínek nabízených ve vnitrostátním styku, nebo pokračovat tímto způsobem a zpřístupnit vnitrostátní podmínky všem určeným provozovatelům.
5. Odměna terminálních výdajů je založena na plnění cílů kvality služby v zemi určení. Rada poštovního provozu je proto oprávněna přiznat příplatky k odměně uvedené v odstavcích 28 a 29 s cílem povzbudit k účasti v systémech kontroly a odměnit určené provozovatele, kteří plní své cíle kvality. Rada poštovního provozu může rovněž stanovit penále v případě nedostatečné kvality, avšak odměna nemůže být nižší než minimální odměna uvedená v člancích 28 a 29.
6. Každý určený provozovatel se může zcela nebo částečně zříci odměny uvedené v odstavci 1.
7. Na tiskovinové pytle se vztahuje sazba terminálních výdajů ve výši 0,793 DST za kilogram. Tiskovinové pytle o hmotnosti nižší než 5 kilogramů se pro účely placení terminálních výdajů považují za pytle vážící 5 kilogramů.
8. Doporučené zásilky podléhají příplatku ve výši 0,55 DTS za zásilku pro r. 2010 a 2011 a 0,6 DTS pro r. 2012 a 2013. Cenné zásilky podléhají příplatku ve výši 1,1 DTS za zásilku pro r. 2010 a 2011 a 1,2 DTS pro r. 2012 a 2013. Rada poštovního provozu je oprávněna zvýšit odměnu u těchto a jiných doplňkových služeb, jestliže poskytnuté služby zahrnují navíc určité prvky, které jsou specifikovány v Řádu listovních zásilek.
9. Každý určený provozovatel může na základě dvoustranné nebo mnohostranné dohody při vyrovnávání účtů týkajících se terminálních výdajů používat jiné systémy odměňování.
10. Určení provozovatelé mohou nepovinně vyměňovat neprioritní zásilky při uplatnění 10% slevy ze sazby terminálních výdajů vztahujících se na prioritní zásilky.
11. Určení provozovatelé mohou nepovinně vyměňovat zásilky roztríděné podle formátu za sníženou sazbu terminálních výdajů.
12. Ustanovení platná mezi určenými provozovateli zemí v cílovém systému se vztahují na každého určeného provozovatele země v přechodném systému, který prohlásí, že se hodlá připojit k cílovému systému. Rada poštovního provozu může stanovit přechodná opatření v Řádu listovních zásilek. Ustanovení cílového systému se mohou plně vztahovat na každého nového určeného provozovatele v cílovém systému, který prohlásí, že tato ustanovení hodlá plně aplikovat bez uplatnění přechodných opatření.

*Článek 28***Terminální výdaje. Ustanovení vztahující se na toky zásilek mezi určenými provozovateli zemí v cílovém systému**

1. Odměna za listovní zásilky včetně hromadně podávaných zásilek s výjimkou tiskovinných pytlů a zásilek CCRI se stanoví na základě použití sazeb za zásilku a za kilogram, odrážejících náklady na zpracování v členské zemi určení; tyto náklady musejí být ve vztahu k vnitrostátním sazbám. Výpočet sazeb se provádí v souladu s podmínkami blíže vymezenými v Řádu listovních zásilek.
2. Odměna za zásilky CCRI se platí podle příslušných ustanovení Řádu listovních zásilek.
3. Sazby za zásilku a za kilogram se vypočítají na základě dále uvedené procentní sazby za 20gramové prioritní psaní vnitrostátního styku: 70 % u zemí v cílovém systému před r. 2010 a 100 % u zemí, které se připojí k cílovému systému od r. 2010 nebo 2012 (nové země cílového systému).
4. V letech 2009 a 2010 Rada poštovního provozu zajistí realizaci studie o nákladech na zpracování došlých zásilek. Ukáže-li tato studie jiný procentní podíl než 70% uvedený v odstavci 3, Rada poštovního provozu zváží změnu procentní sazby za 20gramové prioritní psaní pro r. 2012 a 2013.
5. Ze sazby použité pro výpočet v odstavci 3 se odečte 50 % DPH nebo jiné daně pro r. 2010 a 2011 a 100 % pro r. 2012 a 2013.
6. Sazby platné pro toky mezi zeměmi v cílovém systému před r. 2010 nesmějí překročit:
 - 6.1 pro r. 2010: 0,253 DTS za zásilku a 1,980 DTS za kilogram;
 - 6.2 pro r. 2011: 0,263 DTS za zásilku a 2,059 DTS za kilogram;
 - 6.3 pro r. 2012: 0,274 DTS za zásilku a 2,141 DTS za kilogram;
 - 6.4 pro r. 2013: 0,285 DTS za zásilku a 2,227 DTS za kilogram.
7. Sazby platné pro toky mezi zeměmi v cílovém systému před r. 2010 nesmějí být nižší než sazby v r. 2009 před zavedením spojení s kvalitou služby. Tyto sazby také nesmějí být nižší než:
 - 7.1 pro r. 2010: 0,165 DTS za zásilku a 1,669 DTS za kilogram;
 - 7.2 pro r. 2011: 0,169 DTS za zásilku a 1,709 DTS za kilogram;
 - 7.3 pro r. 2012: 0,173 DTS za zásilku a 1,750 DTS za kilogram;
 - 7.4 pro r. 2013: 0,177 DTS za zásilku a 1,792 DTS za kilogram.
8. Sazby platné pro toky do a z nových zemí cílového systému a mezi nimi navzájem jsou s výjimkou hromadně podávaných zásilek následující:
 - 8.1 pro r. 2010: 0,155 DTS za zásilku a 1,562 DTS za kilogram;
 - 8.2 pro r. 2011: 0,159 DTS za zásilku a 1,610 DTS za kilogram;
 - 8.3 pro r. 2012: 0,164 DTS za zásilku a 1,648 DTS za kilogram;
 - 8.4 pro r. 2013: 0,168 DTS za zásilku a 1,702 DTS za kilogram.
9. Odměna za hromadně podávané zásilky se stanoví použitím sazeb za zásilku a kilogram uvedených v článku 28 odstavci 3 až 7.

10. Není-li dvoustranně dohodnuto jinak, zvyšuje se odměna za doporučené nebo cenné zásilky bez identifikátoru s čárovým kódem nebo opatřené identifikátorem s čárovým kódem, který nevyhovuje technické normě SPU S10 o dalších 0,5 DTS za zásilku.
11. K tomuto článku nelze uplatnit žádnou výhradu s výjimkou případu dvoustranné dohody.

Článek 29

Terminální výdaje. Ustanovení vztahující se na toky zásilek pro určené provozovatele zemí v přechodném systému, od nich a mezi nimi navzájem

1. Pro určené provozovatele zemí v přechodném systému terminálních výdajů, kteří se později připojí k cílovému systému, je odměna za listovní zásilky včetně hromadně podávaných zásilek, avšak s výjimkou tiskovinových pytlů a zásilek CCRI, stanovena na základě ročních zvýšení o 2,8 % sazeb nastavených pro r. 2009 při použití celosvětového průměrného počtu 14,64 zásilek na kilogram.
2. Odměna za zásilky CCRI se platí podle příslušných ustanovení Řádu listovních zásilek.
3. Sazby platné pro toky do a z nových zemí v přechodném systému a mezi nimi navzájem jsou následující:
 - 3.1 pro r. 2010: 0,155 DTS za zásilku a 1,562 DTS za kilogram;
 - 3.2 pro r. 2011: 0,159 DTS za zásilku a 1,610 DTS za kilogram;
 - 3.3 pro r. 2012: 0,164 DTS za zásilku a 1,648 DTS za kilogram;
 - 3.4 pro r. 2013: 0,168 DTS za zásilku a 1,702 DTS za kilogram.
4. U toků nižších než 100 tun ročně se obě složky sazby za zásilku a sazby za kilogram převedou na celkovou sazbu za kilogram na základě celosvětového průměrného počtu 14,64 zásilek na kilogram. Sazby jsou následující:
 - 4.1 pro r. 2010: 3,831 DTS za kilogram;
 - 4.2 pro r. 2011: 3,938 DTS za kilogram;
 - 4.3 pro r. 2012: 4,049 DTS za kilogram;
 - 4.4 pro r. 2013: 4,162 DTS za kilogram.
5. U toků vyšších než 100 tun ročně se použijí paušální sazby za kilogram uvedené výše, jestliže ani určený provozovatel původu ani určený provozovatel určení nepožaduje v rámci opravného mechanismu změnu sazby raději na základě skutečného počtu zásilek na kilogram než na základě celosvětového průměrného počtu. Statistický výběr pro uplatnění opravného mechanismu se provádí v souladu s podmínkami uvedenými v Řádu listovních zásilek.
6. Země v cílovém systému se nemůže dovolávat změny celkové sazby uvedené v odstavci 4 směrem dolů ve vztahu k zemi v přechodném systému, pokud ta nepožaduje změnu v opačném směru.
7. Odměna za hromadně podávané zásilky určeným provozovatelům zemí v cílovém systému se stanoví aplikací sazeb za zásilku a za kilogram uvedených v článku 28. Určení provozovatelů zemí v přechodném systému mohou požadovat za došlé hromadně podávané zásilky odměnu podle ustanovení odstavce 3.

8. K tomuto článku nelze uplatnit žádnou výhradu s výjimkou případu dvoustranné dohody.

Článek 30

Fond kvality služby

1. S výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek se terminální výdaje splatné všemi členskými zeměmi a územími zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 5 ve vztahu k terminálním výdajům a k Fondu kvality služby (QSF) zvyšují o 20 % sazeb uvedených v článku 29 pro účely financování Fondu kvality služby ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 5. Mezi těmito zeměmi navzájem se žádné navýšení neaplikuje.
2. S výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek se terminální výdaje splatné členskými zeměmi a územími klasifikovanými kongresem jako země skupiny 1 zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 4 zvyšují o 10 % sazeb uvedených v článku 29 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 4.
3. Od 1. ledna 2012 se s výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek terminální výdaje splatné členskými zeměmi a územími klasifikovanými kongresem jako země skupiny 2 zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 4 zvyšují o 10 % sazeb uvedených v článku 29 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 4.
4. S výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek se terminální výdaje splatné členskými zeměmi a územími klasifikovanými kongresem jako země skupiny 1, které byly v cílovém systému před r. 2010, zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 3 zvyšují o 8 % sazeb uvedených v článku 29 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 3.
5. S výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek se terminální výdaje splatné členskými zeměmi a územími klasifikovanými kongresem jako země skupiny 1, které se připojí k cílovému systému v r. 2010, zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 3 zvyšují o 4 % sazeb uvedených v článku 29 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 3.
6. Od 1. ledna 2012 se s výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek terminální výdaje splatné členskými zeměmi a územími klasifikovanými kongresem jako země skupiny 2 zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 3 zvyšují o 4 % sazeb uvedených v článku 29 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 3.
7. S výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek se terminální výdaje splatné členskými zeměmi a územími klasifikovanými kongresem jako země skupiny 1 zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 2, které před r. 2010 měly výhodu 8procentního zvýšení, zvýší v r. 2010 a 2011 o 4 % sazeb uvedených v článku 29 a v r. 2012 a 2013 o 2 % sazeb uvedených v článku 28.8 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 2.

8. S výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek se terminální výdaje splatné členskými zeměmi a územími klasifikovanými kongresem jako země skupiny 1 zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 2, které před r. 2010 měly výhodu 1procentního zvýšení, zvýší v r. 2010 a 2011 o 1 % sazeb uvedených v článku 29 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 2.
9. Kumulované sazby terminálních výdajů splatných z titulu financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupin 2, 3, 4 a 5 jsou podmíněny spodní hranicí 12 565 DTS ročně pro každou zemi-příjemce. Dodatečné prostředky nezbytné k dosažení této minimální částky se účtují zemím, které jsou součástí cílového systému před r. 2010, úměrně k vyměňovaným objemům.
10. Regionální projekty by měly podporovat zejména realizaci programů SPU na zvyšování kvality služby a zavedení nákladových účetních systémů v rozvojových zemích. Rada poštovního provozu schválí nejpozději v r. 2010 postupy pro financování těchto projektů.

Článek 31

Průvozní výdaje

1. Za přímé závěry a zásilky v otevřeném průvozu vyměňované mezi dvěma určenými provozovateli nebo mezi dvěma poštami téže členské země prostřednictvím služby jednoho nebo více dalších určených provozovatelů (služby třetí strany) se platí průvozní výdaje. Tyto výdaje představují odměnu za služby poskytnuté v souvislosti s pozemní, námořní nebo leteckou přepravou. Tato zásada se vztahuje rovněž na chybně směrované zásilky nebo závěry.

HLAVA 2

Jiná ustanovení

Článek 32

Základní sazby a ustanovení týkající se výdajů na leteckou přepravu

1. Základní sazba používaná pro vyrovnávání účtů za leteckou přepravu mezi určenými provozovateli je schvalována Radou poštovního provozu. Vypočte ji Mezinárodní úřad podle vzorce uvedeného v Řádu listovních zásilek.
2. Výpočet leteckých přepravních výdajů za přímé závěry, prioritní zásilky, letecké zásilky a letecké balíky v otevřeném průvozu, chybně směrované zásilky nebo závěry, jakož i příslušné způsoby odpočtu vyplývají z Řádu listovních zásilek a z Řádu poštovních balíků.
3. Výdaje na leteckou přepravu za celý úsek jdou k tíži:

- 3.1 určeného provozovatele země původu, jde-li o přímé závěry, včetně případu, kdy jsou tyto závěry převáženy přes jednoho nebo více zprostředkovatelských určených provozovatelů;
- 3.2 určeného provozovatele, který předává zásilky jinému určenému provozovateli, jde-li o prioritní zásilky a letecké zásilky v otevřeném průvozu včetně chybně směřovaných zásilek.
4. Stejná pravidla platí pro zásilky osvobozené od pozemních a námořních průvozních výdajů, jsou-li přepravovány letecky.
5. Každý určený provozovatel určení, který zajišťuje leteckou přepravu zásilek mezinárodního styku uvnitř své země, má právo na úhradu dodatečných nákladů způsobených touto přepravou za předpokladu, že vážený průměr vzdálenosti leteckých úseků přesahuje 300 kilometrů. Rada poštovního provozu může nahradit vážený průměr vzdálenosti jinými vhodnými kritérii. Neexistuje-li dohoda o bezplatnosti, musejí být výdaje jednotné pro všechny prioritní a letecké závěry přicházející ze zahraničí, ať jsou dále směřovány leteckou cestou či nikoli.
6. Jsou-li však terminální výdaje vybírané určeným provozovatelem určení založeny výslovně na nákladech nebo na vnitrostátních sazbách, žádná dodatečná úhrada výdajů za vnitrostátní leteckou přepravu se nevybírá.
7. Při výpočtu váženého průměru vzdálenosti určený provozovatel určení vyjme hmotnost všech závěrů, u kterých je výpočet náhrady terminálních výdajů založen výslovně na nákladech nebo na vnitrostátních sazbách určeného provozovatele určení.

Článek 33

Pozemní a námořní balíkové podíly

1. Za balíky vyměňované mezi dvěma určenými provozovateli se vybírají příchodní pozemní podíly, vypočítané kombinací základní sazby za balík a základní sazby za kilogram, které jsou stanoveny v Řádu.
 - 1.1 S přihlédnutím k výše uvedeným základním sazbám mohou být určení provozovatelé navíc oprávněni požadovat další sazby za balík a za kilogram v souladu s ustanoveními uvedenými v Řádu.
 - 1.2 Podíly uvedené v odstavcích 1 a 1.1 jdou k tíži určeného provozovatele země původu, pokud Řád poštovních balíků nestanoví odchylky od této zásady.
 - 1.3 Příchodní pozemní podíly musejí být jednotné pro celé území každé země.
2. Za balíky vyměňované mezi dvěma určenými provozovateli nebo mezi dvěma poštami téže země prostřednictvím pozemních služeb jednoho nebo více dalších určených provozovatelů se vybírají ve prospěch určených provozovatelů, kteří se účastní pozemní přepravy, průvozní pozemní podíly stanovené Řádem podle příslušného stupně vzdálenosti.
 - 2.1 Za balíky v otevřeném průvozu jsou zprostředkující určení provozovatelé oprávněni požadovat paušální podíl za zásilku stanovený Řádem.
 - 2.2 Průvozní pozemní podíly jdou k tíži určeného provozovatele země původu, pokud Řád poštovních balíků nestanoví odchylky od této zásady.

3. Každý určený provozovatel, který se podílí na námořní přepravě balíků, je oprávněn požadovat námořní podíly. Tyto podíly jdou k tíži určeného provozovatele země původu, pokud Řád poštovních balíků nestanoví odchylky od této zásady.
- 3.1 Za každé použití námořní přepravy stanoví Řád poštovních balíků námořní podíl podle příslušného stupně vzdálenosti.
- 3.2 Určení provozovatelé mohou zvýšit námořní podíl vypočítaný podle odstavce 3.1 maximálně o 50 %. Naproti tomu jej mohou libovolně snížit.

Článek 34

Pravomoc Rady poštovního provozu stanovit výdaje a podíly

1. Rada poštovního provozu je oprávněna stanovit následující výdaje a podíly splatné určenými provozovateli v souladu s podmínkami uvedenými v Řádech:
 - 1.1 průvozní výdaje za zpracování a přepravu listovních závěrů jednou nebo více zprostředkujícími zeměmi;
 - 1.2 základní sazbu a výdaje na leteckou přepravu vztahující se k leteckým zásilkám;
 - 1.3 příchozí pozemní podíly za zpracování příchozích balíků;
 - 1.4 průvozní pozemní podíly za zpracování a přepravu balíků zprostředkující zemí;
 - 1.5 námořní podíly za námořní přepravu balíků.
2. Každá revize provedená na základě metodiky zajišťující spravedlivou odměnu určeným provozovatelům poskytujícím služby se musí opírat o spolehlivé a reprezentativní ekonomické a finanční údaje. Případná změna, o níž se rozhodne, nabude účinnosti dnem určeným Radou poštovního provozu.

ČTVRTÁ ČÁST

Závěrečná ustanovení

Článek 35

Podmínky schvalování návrhů týkajících se Úmluvy a Řádů

1. Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy předložené kongresu a vztahující se k této Úmluvě schváleny většinou přítomných a hlasujících členských zemí, které mají hlasovací právo. Při hlasování musí být přítomna nejméně polovina členských zemí zastoupených na kongresu a majících hlasovací právo.
2. Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy vztahující se k Řádu listovních zásilek a Řádu poštovních balíků schváleny většinou členů Rady poštovního provozu majících hlasovací právo.
3. Aby mohly nabýt účinnosti, musejí návrhy předložené mezi dvěma kongresy a vztahující se k této Úmluvě a jejímu Závěrečnému protokolu získat:
 - 3.1 dvě třetiny hlasů za předpokladu, že se hlasování zúčastnila nejméně polovina členských zemí Unie majících hlasovací právo, jde-li o změny;
 - 3.2 většinu hlasů, jde-li o výklad ustanovení.

4. Nehledě k ustanovení uvedenému v odstavci 3.1 má každá členská země, jejíž vnitros-tátní právní předpisy jsou dosud neslučitelné s navrhovanou změnou, možnost učinit písemné prohlášení generálnímu řediteli Mezinárodního úřadu uvádějící, že nemůže tuto změnu přijmout, a to ve lhůtě devadesáti dní ode dne oznámení této změny.

Článek 36

Výhrady předložené během kongresu

1. Není dovolena jakákoli výhrada neslučitelná s cílem a posláním Unie.
2. Obecně platí, že jakákoli členská země, jejíž stanoviska ostatní členské země nesdílejí, se pokud možno vynasnaží přizpůsobit názoru většiny. Výhrady by se měly uplatňovat pouze tehdy, je-li to naprosto nezbytné, a musejí být podloženy pádnými důvody.
3. Výhrady k článkům této Úmluvy se předkládají kongresu v podobě písemného návrhu v jednom z pracovních jazyků Mezinárodního úřadu v souladu s příslušnými ustanoveními Jednacího řádu kongresů.
4. Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy vztahující se k výhradám schváleny předepsanou většinou vyžadovanou ke změně článku, jehož se výhrada týká.
5. Výhrady se obecně uplatňují na základě reciprocity mezi členskou zemí, která je předložila, a ostatními členskými zeměmi.
6. Výhrady k této Úmluvě budou zařazeny do jejího Závěrečného protokolu na základě návrhů schválených kongresem.

Článek 37

Nabytí účinnosti a doba platnosti Úmluvy

1. Tato Úmluva nabude účinnosti dnem 1. ledna 2010 a zůstane v platnosti až do nabytí účinnosti Akt příštího kongresu.

Na důkaz toho podepsali zplnomocněnci vlád členských zemí tuto Úmluvu v jediném vyhotovení, které je uloženo u generálního ředitele Mezinárodního úřadu. Jeho opis bude odevzdán každé straně Mezinárodním úřadem Světové poštovní unie.

Dáno v Ženevě dne 12. srpna 2008.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL SVĚTOVÉ POŠTOVNÍ ÚMLUVY

Přistupující k podpisu Světové poštovní úmluvy sjednané s datem dnešního dne se níže podepsaní zplnomocněnci dohodli na následujícím:

Článek I

Vlastnictví poštovních zásilek. Vrácení. Změna nebo oprava adresy

1. Ustanovení článku 5.1 a 2 se nevztahují na Antigua a Barbudu, Bahrajn (království), Barbados, Belize, Botswanu, Brunej Darussalam, Dominiku, Egypt, Fidži, Gambii, Grenadu, Guyanu, Hongkong, Irsko, Jamajku, Kanadu, Keňu, Kiribati, Kuvajt, Lesotho, Malajsii, Malawi, Mauricius, Nauru, Nigérii, Nový Zéland, Papuu-Novou Guineu, S. Kitts a Nevis, S. Lucii, S. Vincence a Grenadiny, Samou, Spojené království Velké Británie a Severního Irska, zámořská území Velké Británie, Seychely, Sierru Leone, Singapur, Svazijsko, Šalomounovy ostrovy, Tanzanii (Sjed. rep.), Trinidad a Tobago, Tuvalu, Ugandu, Vanuatu a Zambii.
2. Článek 5.1 a 2 se rovněž nevztahuje na Dánsko, Írán (Islámskou rep.) a Rakousko, jejichž předpisy nedovolují vrácení nebo změnu adresy listovních zásilek na žádost odesílatele od okamžiku, kdy byl adresát informován o příchodu zásilky na jeho adresu.
3. Článek 5.1 se nevztahuje na Austrálii, Ghanu a Zimbabwe.
4. Článek 5.2 se nevztahuje na Bahamy, Belgii, Irák, Korejskou lidově demokratickou republiku a Myanmar, jejichž předpisy nedovolují vrácení nebo změnu adresy listovních zásilek na žádost odesílatele.
5. Článek 5.2 se nevztahuje na Spojené státy americké.
6. Článek 5.2 se vztahuje na Austrálii pouze do té míry, pokud je slučitelný s vnitrostátními předpisy této země.
7. Odchyldkou od článku 5.2 jsou Filipíny, Konžská demokratická republika, Panama (Rep.), Salvador a Venezuela oprávněny nevracet balíky poté, co adresát požádal o jejich celní projednání, neboť je to v rozporu s celními předpisy těchto zemí.

Článek II

Sazby

1. Odchyldkou od článku 6 jsou Austrálie, Kanada a Nový Zéland oprávněny vybírat jiné poštovní sazby než ty, které jsou stanoveny v Řádech, pokud jsou tyto sazby přípustné podle předpisů jejich zemí.

*Článek III***Výjimka z osvobození od poštovních sazeb pro slepecké zásilky**

1. Odchyldkou od článku 7 mohou Indonésie, Sv. Vincenc a Grenadiny a Turecko, které ve svém vnitrostátním styku nepovolují osvobození od poštovních sazeb pro slepecké zásilky, vybírat výplatné včetně sazeb za zvláštní služby, jež však nesmějí být vyšší než sazby ve vnitrostátním styku.
2. Odchyldkou od článku 7 mohou Austrálie, Japonsko, Kanada, Německo, Rakousko, Spojené království Velké Británie a Severního Irska, Spojené státy americké a Švýcarsko vybírat sazby za zvláštní služby, které vybírají za slepecké zásilky ve svém vnitrostátním styku.

*Článek IV***Základní služby**

1. Nehledě k ustanovením článku 12 Austrálie nesouhlasí s rozšířením základních služeb na poštovní balíky.
2. Ustanovení článku 12.2.4 se nevztahují na Velkou Británii, jejíž vnitrostátní předpisy ukládají nižší hranice hmotnosti. Legislativa Velké Británie týkající se zdraví a bezpečnosti omezuje hmotnost poštovních pytlů na 20 kg.
3. Odchyldkou od článku 12.2.4 jsou Kazachstán a Uzbekistán oprávněny omezit maximální hmotnost došlých a vypravených tiskovinových pytlů na 20 kg.

*Článek V***Oznámení o dodání (dodejka)**

1. Kanada je oprávněna nedodržovat článek 13.4.3, pokud jde o poštovní balíky, vzhledem k tomu, že neposkytuje tuto službu pro balíky ve svém vnitrostátním styku.

*Článek VI***Služba odpovědných zásilek v mezinárodním styku (CCRI – IBRS)**

1. Odchyldkou od článku 13.4.1 Bulharsko poskytuje službu CCRI po projednání s příslušnou členskou zemí.

*Článek VII***Zákazy (listovní zásilky)**

1. Korejská lid. dem. republika a Libanon nepřijímají z titulu výjimky doporučené zásilky obsahující mince, papírové peníze, jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty. Nejsou povinny důsledně dodržovat ustanovení Řádu listovních zásilek, pokud jde o jejich odpovědnost v případě poškození nebo úbytku obsahu do-

poručených zásilek, nebo pokud jde o zásilky obsahující skleněné nebo křehké předměty.

2. Bolívie, Čína (Lid. rep.) s výjimkou zvláštní správní oblasti Hongkong, Irák, Nepál, Pákistán, Saúdská Arábie, Súdán a Vietnam nepřijímají z titulu výjimky doporučené zásilky obsahující mince, bankovky, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty.
3. Myanmar si vyhrazuje právo nepřijímat cenné zásilky obsahující cenné předměty uvedené v článku 15.6, neboť je to v rozporu s jeho vnitrostátními předpisy.
4. S výhradou zvláštní dohody uzavřené pro tento účel nepřijímá Nepál doporučené zásilky nebo cenné zásilky obsahující papírové peníze nebo mince.
5. Uzbekistán nepřijímá doporučené nebo cenné zásilky obsahující mince, bankovky, šeky, poštovní známky nebo cizí měnu a odmítá jakoukoli odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
6. Írán (Islámská rep.) nepřijímá zásilky obsahující předměty odporující zásadám islámského náboženství.
7. Filipíny si vyhrazují právo nepřijímat žádné listovní zásilky (obyčejné, doporučené nebo cenné) obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy nebo jiné cenné předměty.
8. Austrálie nepřijímá žádné poštovní zásilky obsahující zlaté nebo stříbrné pruty nebo bankovky. Dále nepřijímá doporučené zásilky adresované do Austrálie ani zásilky v otevřeném průvozu obsahující cennosti jako šperky, drahé kovy, drahokamy nebo polodrahokamy, cenné papíry, mince nebo jakékoli obchodovatelné cenné papíry. Odmítá veškerou odpovědnost, pokud jde o zásilky porušující tuto výhradu.
9. Čína (Lid. rep.) s výjimkou zvláštní správní oblasti Hongkong nepřijímá v souladu se svými vnitrostátními předpisy cenné zásilky obsahující mince, bankovky, papírové peníze, jakékoli cenné papíry na doručitele nebo cestovní šeky.
10. Lotyšsko a Mongolsko si vyhrazují právo nepřijímat obyčejné, doporučené nebo cenné zásilky obsahující mince, bankovky, cenné papíry na doručitele a cestovní šeky vzhledem k tomu, že to je v rozporu s jejich vnitrostátními právními předpisy.
11. Brazílie si vyhrazuje právo nepřijímat obyčejné, doporučené nebo cenné zásilky obsahující mince, bankovky v oběhu a jakékoli cenné papíry na doručitele.
12. Vietnam si vyhrazuje právo nepřijímat psaní obsahující předměty nebo zboží.
13. Indonésie nepřijímá doporučené nebo cenné zásilky obsahující mince, bankovky, šeky, poštovní známky, cizí měnu nebo jakékoli cenné papíry na doručitele a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.

14. Kyrgyzstán si vyhrazuje právo nepřijímat listovní zásilky (obyčejné, doporučené, cenné, balíčky) obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
15. Kazachstán nepřijímá doporučené nebo cenné zásilky obsahující mince, bankovky, dobropisy nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, šeky, drahé kovy, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty nebo cizí měnu a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
16. Moldavsko a Ruská federace nepřijímají doporučené nebo cenné zásilky obsahující bankovky v oběhu, jakékoli cenné papíry (šeky) na doručitele nebo cizí měnu a odmítají veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.

Článek VIII

Zákazy (poštovní balíky)

1. Myanmar a Zambie jsou oprávněny nepřijímat cenné balíky obsahující cenné předměty uvedené v článku 15.6.1.3.1 vzhledem k tomu, že to je v rozporu s jejich vnitrostátními předpisy.
2. Libanon a Súdán nepřijímají z titulu výjimky balíky obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy a jiné cenné předměty, nebo obsahující tekutiny a snadno zkapalňující látky nebo předměty ze skla a podobných materiálů nebo jiné křehké předměty. Nejsou povinny dodržovat příslušná ustanovení Řádu poštovních balíků.
3. Brazílie je oprávněna nepřijímat cenné balíky obsahující mince a papírové peníze v oběhu, jakož i veškeré cenné papíry na doručitele, vzhledem k tomu, že to je v rozporu s jejími vnitrostátními předpisy.
4. Ghana je oprávněna nepřijímat cenné balíky obsahující mince a papírové peníze v oběhu vzhledem k tomu, že to je v rozporu s jejími vnitrostátními předpisy.
5. Kromě předmětů uvedených v článku 15 Saúdská Arábie dále nepřijímá balíky obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy a jiné cenné předměty. Rovněž nepřijímá balíky obsahující léky všeho druhu, pokud nejsou provázeny lékařským předpisem vystaveným příslušným úředním orgánem, výrobky určené k hašení ohně, chemické tekutiny nebo předměty, které jsou v rozporu se zásadami islámského náboženství.
6. Kromě předmětů uvedených v článku 15 Omán dále nepřijímá balíky obsahující:
 - 6.1 léky všeho druhu, pokud nejsou provázeny lékařským předpisem vystaveným příslušným úředním orgánem;
 - 6.2 výrobky určené k hašení ohně a chemické tekutiny;
 - 6.3 předměty, které jsou v rozporu se zásadami islámského náboženství.

7. Kromě předmětů uvedených v článku 15 je Írán (Islámská rep.) dále oprávněn nepřijímat balíky obsahující předměty, které jsou v rozporu se zásadami islámského náboženství.
8. Filipíny jsou oprávněny nepřijímat balíky obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy nebo jiné cenné předměty, nebo obsahující tekutiny a snadno zkapaňující látky nebo předměty ze skla a podobných materiálů nebo jiné křehké předměty.
9. Austrálie nepřijímá žádné poštovní zásilky obsahující zlaté nebo stříbrné pruty nebo bankovky.
10. Čína (Lid. rep.) nepřijímá obvyčejné balíky obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy nebo jiné cenné předměty. Dále rovněž nepřijímá, s výjimkou zvláštní správní oblasti Hongkong, cenné balíky obsahující mince, papírové peníze, jakékoli cenné papíry na doručitele nebo cestovní šeky.
11. Mongolsko si vyhrazuje právo nepřijímat, v souladu se svými vnitrostátními předpisy, balíky obsahující mince, bankovky, cenné papíry na doručitele a cestovní šeky.
12. Lotyšsko nepřijímá obvyčejné ani cenné balíky obsahující mince, bankovky, jakékoli cenné papíry (šeky) na doručitele nebo cizí měnu a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
13. Moldavsko, Ruská federace, Ukrajina a Uzbekistán nepřijímají obvyčejné ani cenné balíky obsahující bankovky v oběhu, jakékoli cenné papíry (šeky) na doručitele nebo cizí měnu a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
14. Kazachstán nepřijímá obvyčejné ani cenné balíky obsahující mince, bankovky, dobropisy nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, šeky, drahé kovy, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty nebo cizí měnu a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.

Článek IX

Přípustné radioaktivní materiály a infekční látky

1. Nehledě k ustanovením článku 16 si Mongolsko vyhrazuje právo nepřijímat v souladu se svými vnitrostátními právními předpisy poštovní zásilky obsahující jakékoli radioaktivní materiály či infekční látky.

Článek X

Věci podléhající clu

1. S odvoláním na článek 15 nepřijímají následující členské země zásilky s udanou cenou obsahující věci podléhající clu: Bangladéš a Salvador.

2. S odvoláním na článek 15 nepřijímají následující členské země obyčejná a doporučená psaní obsahující věci podléhající clu: Afghánistán, Albánie, Ázerbájdžán, Bělorusko, Estonsko, Chile, Kambodža, Kazachstán, Kolumbie, Korejská lid. dem. republika, Kuba, Lotyšsko, Moldavsko, Nepál, Peru, Ruská federace, S. Marino, Salvador, Turkmenistán, Ukrajina, Uzbekistán a Venezuela.
3. S odvoláním na článek 15 nepřijímají následující členské země obyčejná psaní obsahující věci podléhající clu: Benin, Burkina Faso, Džibutsko, Mali, Mauritánie a Pobřeží slonoviny (Rep.).
4. Nehledě k ustanovením odstavců 1 až 3 se ve všech případech dovoluje zasílání sér, očkovacích látek a naléhavě potřebných léků, jež si je obtížné opatřit.

Článek XI **Reklamace**

1. Odchytkou od článku 17.3 si Bulharsko, Čad, Egypt, Filipíny, Gabon, Írán (Islámská rep.), Kapverdy, Korejská lid. dem. republika, Kyrgyzstán, Mongolsko, Myanmar, Řecko, Saúdská Arábie, Súdán, Sýrie (Arabská rep.), Turkmenistán, Ukrajina, Uzbekistán, zámořská území Velké Británie a Zambie vyhrazují právo vybírat od svých zákazníků sazbu za reklamaci týkající se listovních zásilek.
2. Odchytkou od článku 17.3 si Argentina, Ázerbájdžán, Litva, Moldavsko, Rakousko a Slovensko vyhrazují právo vybírat zvláštní sazbu v případě, zjistí-li se při uzavření pátrání provedeného na základě reklamace, že tato reklamace byla neoprávněná.
3. Afghánistán, Bulharsko, Egypt, Gabon, Írán (Islámská rep.), Kapverdy, Kongo (Rep.), Kyrgyzstán, Mongolsko, Myanmar, Saúdská Arábie, Súdán, Surinam, Sýrie (Arabská rep.), Turkmenistán, Ukrajina, Uzbekistán a Zambie si vyhrazují právo vybírat od svých zákazníků sazbu za reklamaci týkající se balíků.
4. Odchytkou od článku 17.3 si Brazílie, Panama (Rep.) a Spojené státy americké vyhrazují právo vybírat od svých zákazníků sazbu za reklamaci týkající se listovních zásilek a balíků podaných v zemích, které na základě odstavců 1 až 3 sazbu tohoto druhu aplikují.

Článek XII **Sazba za předložení celnímu úřadu**

1. Gabon si vyhrazuje právo vybírat od svých zákazníků sazbu za předložení celnímu úřadu.
2. Kongo (Rep.) a Zambie si vyhrazují právo vybírat od svých zákazníků sazbu za předložení balíků celnímu úřadu.

Článek XIII **Podávání listovních zásilek v zahraničí**

1. Austrálie, Nový Zéland, Rakousko, Řecko, Spojené království Velké Británie a Severního Irska a Spojené státy americké si vyhrazují právo vybírat sazbu odpovídající nákladům na zpracování od každého určeného provozovatele, který jim v souladu s ustanoveními článku 26.4 vrátí předměty, které původně nebyly jejich službami vypraveny jako poštovní zásilky.
2. Odchyldkou od článku 26.4 si Kanada vyhrazuje právo vybírat od určeného provozovatele odměnu, která jí umožní pokrýt minimálně náklady na zpracování takovýchto zásilek.
3. Článek 26.4 opravňuje určeného provozovatele určení požadovat od určeného provozovatele podání přiměřenou odměnu za dodání listovních zásilek podaných v zahraničí ve velkém množství. Austrálie a Spojené království Velké Británie a Severního Irska si vyhrazují právo omezit tuto platbu na částku odpovídající sazbě vnitrostátního styku používané v zemi určení pro zásilky stejného druhu.
4. Článek 26.4 opravňuje určeného provozovatele určení požadovat od určeného provozovatele podání přiměřenou odměnu za dodání listovních zásilek podaných v zahraničí ve velkém množství. Následující členské země si vyhrazují právo omezit tuto platbu na limity schválené v Řádu pro hromadně podávané zásilky: Bahamy, Barbados, Brunej Darussalam, Čína (Lid. rep.), Grenada, Guyana, Indie, Malajsie, Nepál, Nizozemské Antily a Aruba, Nizozemsko, Nový Zéland, S. Lucie, S. Vincenc a Grenadiny, Singapur, Spojené království Velké Británie a Severního Irska, zámořská území Velké Británie, Spojené státy americké, Srí Lanka, Surinam a Thajsko.
5. Nehledě k výhradám uvedeným v odstavci 4 si následující členské země vyhrazují právo plně aplikovat ustanovení článku 26 Úmluvy na zásilky došlé z členských zemí Unie: Argentina, Benin, Brazílie, Burkina Faso, Dánsko, Egypt, Francie, Guinea, Itálie, Izrael, Japonsko, Jordánsko, Kamerun, Kypr, Libanon, Lucembursko, Mali, Mauritánie, Maroko, Monako, Německo, Norsko, Pobřeží slonoviny (Rep.), Portugalsko, Rakousko, Řecko, Senegal, Saúdská Arábie, Sýrie (Arabská rep.) a Togo.
6. Za účelem aplikace článku 26.4 si Německo vyhrazuje právo vyžadovat od země podání zásilek odměnu ve stejné výši, jakou by dostalo od země, kde sídlí odesílatel.
7. Nehledě k výhradám učiněným v článku XIII si Čína (Lid. rep.) vyhrazuje právo omezit veškeré platby za dodání listovních zásilek podaných v zahraničí ve velkém množství na limity stanovené v Úmluvě SPU a v Řádu listovních zásilek pro hromadně podávané zásilky.

Článek XIV

Výjimečné příchodní pozemní podíly

1. Odchyldkou od článku 33 si Afghánistán vyhrazuje právo vybírat dodatečný výjimečný příchodní pozemní podíl ve výši 7,50 DTS za balík.

Článek XV

Zvláštní sazby

1. Belgie, Norsko a Spojené státy americké mohou vybírat za letecké balíky vyšší pozemní podíly než za balíky pozemní.
2. Libanon je oprávněn vybírat za balíky do 1 kg sazbu používanou pro balíky od 1 do 3 kg.
3. Panama (Rep.) je oprávněna vybírat za pozemní balíky přepravované v průvozu leteckou cestou (S.A.L.) 0,20 DTS za kilogram.

Na důkaz toho sepsali níže uvedení zplnomocněnci tento Protokol, který bude mít stejnou účinnost a stejnou platnost, jako kdyby jeho ustanovení byla zařazena do vlastního textu Úmluvy, a podepsali jedno jeho vyhotovení, které je uloženo u generálního ředitele Mezinárodního úřadu. Jeho opis bude odevzdán každé straně Mezinárodním úřadem Světové poštovní unie.

Dáno v Ženevě dne 12. srpna 2008.

UJEDNÁNÍ O POŠTOVNÍCH PENĚŽNÍCH SLUŽBÁCH

Obsah

První část

Společné zásady platné pro poštovní peněžní služby

Hlava I

Obecná ustanovení

Článek

1. Předmět Ujednání
2. Definice
3. Určení provozovatele
4. Kompetence členských zemí
5. Provozní kompetence
6. Vlastnictví finančních prostředků poštovních peněžních služeb
7. Boj proti praní špinavých peněz, financování terorismu a finanční kriminalitě
8. Zachování důvěrnosti
9. Technologická neutralita

Hlava II

Obecné zásady a kvalita služby

10. Obecné zásady
11. Kvalita služby

Hlava III

Zásady vzájemné výměny elektronických údajů

12. Součinnost
13. Zajištění bezpečnosti elektronických výměn
14. Sledování a vyhledávání („track and trace“)

Druhá část

Pravidla pro poštovní peněžní služby

Hlava I

Zpracování poštovních platebních příkazů

15. Podávání, zapisování a předávání poštovních platebních příkazů
16. Kontrola a uvolnění peněžních prostředků
17. Maximální částka
18. Náhrada

Hlava II

Reklamace a odpovědnost

19. Reklamace

- 20. Odpovědnost určených provozovatelů vůči uživatelům
- 21. Povinnosti a odpovědnost určených provozovatelů mezi sebou navzájem
- 22. Zproštění odpovědnosti určených provozovatelů
- 23. Výhrady týkající se odpovědnosti

Hlava III

Finanční vztahy

- 24. Účtovací a finanční pravidla
- 25. Vyrovnávání účtů a clearing

Třetí část

Přechodná a závěrečná ustanovení

- 26. Výhrady předložené během kongresu
- 27. Závěrečná ustanovení
- 28. Nabytí účinnosti a doba platnosti Ujednání o poštovních peněžních službách

UJEDNÁNÍ O POŠTOVNÍCH PENĚŽNÍCH SLUŽBÁCH

Přihlížejíce k článku 22 odst. 4 Ústavy Světové poštovní unie, sjednané ve Vídni dne 10. července 1964, stanovili níže podepsaní zplnomocněnci vlád členských zemí Unie společnou dohodou a s výhradou článku 25 odst. 4 uvedené Ústavy následující Ujednání, které je v souladu se zásadami Ústavy, k zavedení bezpečné a dostupné platební služby uzpůsobené co největšímu počtu uživatelů na základě systémů umožňujících vzájemnou součinnost sítí určených provozovatelů.

PRVNÍ ČÁST

Společné zásady platné pro poštovní peněžní služby

HLAVA I

Obecná ustanovení

Článek 1

Předmět Ujednání

1. Každá členská země vyvine maximální úsilí k zajištění toho, aby na jejím území byla poskytována alespoň jedna z následujících poštovních peněžních služeb:
 - 1.1 Poukázka v hotovosti: odesílatel složí peněžní částku na místě přístupu ke službě určeného provozovatele a požádá o vyplacení celé částky bez jakékoli srážky v hotovosti adresátovi.
 - 1.2 Převodová poukázka (poukázka účet – hotovost): odesílatel dá příkaz k odepsání částky ze svého účtu vedeného určeným provozovatelem a požádá o vyplacení celé částky bez jakékoli srážky v hotovosti adresátovi.
 - 1.3 Převodová poukázka (hotovost – účet): odesílatel složí peněžní částku na místě přístupu ke službě určeného provozovatele a požádá o její připsání bez jakékoli srážky na účet adresáta.
 - 1.4 Poštovní převod: odesílatel dá příkaz k odepsání částky ze svého účtu vedeného určeným provozovatelem a požádá o připsání ekvivalentní částky bez jakékoli srážky na účet příjemce vedený vyplácejícím určeným provozovatelem.
2. Postupy nezbytné pro provádění tohoto Ujednání jsou stanoveny v Řádu.

Článek 2

Definice

1. Příslušný orgán: jakýkoli orgán členské země Unie, který z moci mu svěřené zákonem či předpisy dohlíží na činnost určeného provozovatele nebo osob uvedených v tomto článku. Příslušný orgán může navázat styk se správními či soudními orgány, které se

zabývají bojem proti praní špinavých peněz a financování terorismu, a zejména se státním útvarem pro finanční zpravodajství a dozorčími orgány.

2. Zálaha: částečná zálohová platba vystavujícího určeného provozovatele vyplácejícímu určenému provozovateli k ulehčení situace s hotovostí při poskytování poštovních peněžních služeb vyplácejícího určeného provozovatele.
3. Praní špinavých peněz: směna nebo převod peněžních prostředků podniku nebo jednotlivce s vědomím, že tyto prostředky pocházejí z trestné činnosti nebo účasti na takovéto aktivitě s cílem zatajit nebo zakrýt nezákonný původ prostředků nebo pomoci jakékoli osobě, která se zúčastnila takové činnosti, aby se vyhnula právním důsledkům svého činu; praní špinavých peněz je vnímáno jako takové, jestliže aktivity, z nichž tyto špinavé peníze pocházejí, podléhají trestnímu stíhání na území jiné členské země Unie nebo třetí země.
4. Účelovost prostředků („ring-fencing“): povinné oddělení peněžních prostředků uživatelů a určeného provozovatele zabráňující použití prostředků uživatelů k jiným účelům, než k provedení poštovních finančních operací.
5. Zúčtovací banka („clearing house“): v rámci mnohostranných výměn zúčtovací banka zpracovává vzájemné dluhy a pohledávky ze služeb poskytovaných jedním provozovatelem druhému. Jejím úkolem je zúčtování výměn mezi provozovateli, které jsou vyrovnávány prostřednictvím vyrovnávací banky, a přijetí nezbytných opatření v případě nepravidelností při vyrovnávání.
6. Clearing: systém umožňující snížit na minimum počet plateb, jež mají být uskutečněny, vyhotovováním periodického debetního a kreditního salda zúčastněných stran. Clearing zahrnuje dvě fáze: určení vzájemných zůstatků a poté sečtením těchto zůstatků výpočet celkového stavu každého subjektu vůči celému společenství, aby se prováděla pouze jedna úhrada podle toho, zda je dotčený subjekt dlužníkem či věřitelem.
7. Koncentrovaný účet: spojení prostředků z různých zdrojů na jediném účtu.
8. Spojovací účet: žirový účet vzájemně otevřený určenými provozovateli v rámci jejich dvoustranných vztahů, jehož prostřednictvím se vyrovnávají vzájemné dluhy a pohledávky.
9. Trestná činnost: jakýkoli druh účasti na spáchání trestného činu nebo přestupku ve smyslu vnitrostátních právních předpisů.
10. Záruční vklad: částka složená formou hotovosti nebo cenných papírů jako záruka plateb mezi určenými provozovateli.
11. Adresát: fyzická nebo právnická osoba označená odesílatelem jako příjemce peněžní poukázky nebo poštovního převodu.
12. Třetí měna: zprostředkovatelská měna používaná v případech nesměnitelnosti mezi dvěma měnami nebo pro účely clearingů / vyrovnávání účtů.

13. Náležitá opatrnost ve vztahu k uživatelům: všeobecná povinnost určených provozovatelů obsahující tyto povinnosti:
 - zjištění totožnosti uživatelů;
 - získání informací o účelu platebního příkazu;
 - kontrolu poštovních platebních příkazů;
 - ověření aktuálnosti informací týkajících se uživatelů;
 - ohlášení podezřelé transakce příslušným orgánům.
14. Elektronická data vztahující se k poštovním platebním příkazům: data předávaná elektronickou cestou jedním určeným provozovatelem druhému, vztahující se k provádění příkazů, k reklamám, změně či opravě adresy nebo k vrácení částky; tato data jsou buďto zadávána určenými provozovateli, nebo jsou generována automaticky jejich informačním systémem, a ukazují změnu stavu poštovního platebního příkazu nebo žádosti týkající se příkazu.
15. Osobní údaje: údaje totožnosti odesílatele nebo adresáta, které mohou být použity pouze k účelu, k němuž byly shromážděny.
16. Poštovní údaje: údaje nezbytné pro směřování a sledování poštovního platebního příkazu nebo pro statistické účely, jakož i pro centralizovaný clearingový systém.
17. Elektronická výměna dat (electronic data interchange – EDI): výměna dat týkajících se operací mezi počítači prostřednictvím sítí a normalizovaných formátů kompatibilních se systémem Unie.
18. Odesílatel: fyzická či právnická osoba, která dává určenému provozovateli příkaz k provedení poštovního platebního příkazu v souladu s Akty Unie.
19. Financování terorismu: pojem zahrnující financování teroristických činů, teroristů a teroristických organizací.
20. Peněžní prostředky uživatelů: částky předané odesílatelem vystavujícímu určenému provozovateli v hotovosti nebo odepsané z účtu odesílatele vedeného vystavujícím určeným poskytovatelem, nebo jakýmkoli jiným zabezpečeným způsobem elektronického bankovníctví, dané odesílatelem k dispozici vystavujícímu určenému operátorovi nebo kterémukoli jinému provozovateli finančních služeb, za účelem výplaty adresátovi označenému odesílatelem v souladu s tímto Ujednáním a jeho Řádem.
21. Měna vystavení: měna země určení nebo třetí měna schválená zemí určení, ve které je příkaz vystaven.
22. Vystavující určený provozovatel: určený provozovatel, který odesílá poštovní platební příkazy vyplácejícímu určenému provozovateli v souladu s Akty Unie.
23. Vyplácející určený provozovatel: určený provozovatel odpovědný za provedení poštovního platebního příkazu v zemi určení v souladu s Akty Unie.
24. Doba platnosti: doba, během níž může být poštovní platební příkaz proveden nebo zrušen.

25. Přístupový bod ke službě: fyzické nebo virtuální místo, kde uživatel může odevzdat nebo přijmout poštovní platební příkaz.
26. Odměna: částka, kterou vystavující určený provozovatel dluží vyplácejícímu určenému provozovateli za výplatu adresátovi.
27. Zrušitelnost: možnost odesílatele stáhnout svůj poštovní platební příkaz (poukázku nebo převod) až do okamžiku výplaty nebo na konci doby platnosti, jestliže platba nebyla uskutečněna.
28. Riziko protistrany: riziko spojené s neplacením jedné ze smluvních stran vedoucí k riziku ztráty nebo likvidity.
29. Riziko likvidity: riziko, že účastník vyrovnávacího systému nebo jeho protějšek je dočasně neschopen plnit povinnost v plném rozsahu v požadované lhůtě.
30. Hlášení podezřelých transakcí: povinnost určeného provozovatele poskytovat informace o podezřelých transakcích příslušným vnitrostátním orgánům, založená na vnitrostátních právních předpisech a rezolucích Unie.
31. Sledování a vyhledávání („track and trace“): systém umožňující sledovat cestu poštovního platebního příkazu a určit v každém okamžiku, kde se nachází a jaký je stav jeho vyřizování.
32. Cena: částka uhrazená odesílatelem vystavujícímu určenému provozovateli za poštovní peněžní službu.
33. Podezřelá transakce: jednotlivý či opakovaný poštovní platební příkaz nebo žádost o vrácení týkající se poštovního platebního příkazu, spojené s trestným činem praní špinavých peněz či financování terorismu.
34. Uživatel: fyzická či právnická osoba, odesílatel nebo adresát, používající poštovní peněžní služby v souladu s tímto Ujednáním.

Článek 3

Určení provozovatele

1. Členské země oznámí Mezinárodnímu úřadu ve lhůtě šesti měsíců od konce kongresu název a adresu vládního orgánu odpovědného za dohled nad poštovními peněžními službami. Ve lhůtě šesti měsíců od konce kongresu členské země dále Mezinárodnímu úřadu oznámí název a adresu provozovatele/provozovatelů oficiálně určených k provozování poštovních peněžních služeb prostřednictvím jejich sítí a k plnění povinností vyplývajících z Akt Unie na jejich území. Mezi kongresy musí být každá změna týkající se vládních orgánů a oficiálně určených provozovatelů oznámena Mezinárodnímu úřadu co nejdříve.
2. Určení provozovatelé poskytují poštovní peněžní služby v souladu s tímto Ujednáním.

*Článek 4***Kompetence členských zemí**

1. Členské země přijmou nezbytná opatření s cílem zajistit kontinuitu poštovních peněžních služeb v případě platební neschopnosti svých určených provozovatelů, aniž by to bylo na úkor jejich odpovědnosti vůči jiným určeným provozovatelům na základě Akt Unie.
2. V případě platební neschopnosti svého určeného provozovatele informuje členská země prostřednictvím Mezinárodního úřadu ostatní členské země – účastníky tohoto Ujednání:
 - 2.1 o pozastavení svých mezinárodních poštovních peněžních služeb od uvedeného data až do nového oznámení;
 - 2.2 o opatřeních přijatých pro obnovení svých služeb na zodpovědnost případného nového určeného provozovatele.

*Článek 5***Provozní kompetence**

1. Určení provozovatelé jsou odpovědní za provádění poštovních peněžních služeb vůči jiným provozovatelům a uživatelům.
2. Odpovídají za rizika, jako např. provozní rizika, rizika likvidity a rizika protistrany v souladu s vnitrostátními právními předpisy.
3. S cílem provádět poštovní peněžní služby, jejichž poskytování jim je svěřeno jejich příslušnou členskou zemí, uzavřou určení provozovatelé dvoustranné nebo mnohostranné dohody s určenými provozovateli podle své volby.

*Článek 6***Vlastnictví finančních prostředků poštovních peněžních služeb**

1. Každá peněžní částka předaná v hotovosti nebo odepsaná z účtu k provedení poštovního platebního příkazu je vlastnictvím odesílatele až do okamžiku jejího vyplacení adresátovi nebo jejího připsání na adresátův účet.
2. Během doby platnosti poštovního platebního příkazu jej odesílatel může zrušit, dokud není příslušná částka vyplacena adresátovi nebo připsána na adresátův účet.

*Článek 7***Boj proti praní špinavých peněz, financování terorismu a finanční kriminalitě**

1. Určení provozovatelé přijmou všechna nezbytná opatření k dodržení svých povinností vyplývajících z vnitrostátních a mezinárodních právních předpisů včetně těch, které se týkají boje proti praní špinavých peněz, financování terorismu a finanční kriminalitě.

2. V souladu s vnitrostátními zákony a předpisy ohlásí příslušným úřadům své země podezřelé transakce.
3. Podrobné povinnosti určených provozovatelů, týkající se identifikace uživatelů, náležité opatrnosti a postupů při provádění předpisů v oblasti boje proti praní špinavých peněz, financování terorismu a finanční kriminalitě, jsou stanoveny v Řádu.

Článek 8

Zachování důvěrnosti

1. Určení provozovatelé zajistí důvěrnost osobních údajů a jejich použití v souladu s vnitrostátními právními předpisy, případně s mezinárodními závazky a s Řádem. Ustanovení tohoto článku neomezují poskytování osobních údajů na žádost podanou na základě vnitrostátních právních předpisů každé členské země.
2. Údaje nezbytné k provedení poštovního platebního příkazu jsou důvěrné.
3. Ke statistickým účelům a případně také pro účely vyhodnocování kvality služby a centralizovaného clearingu jsou určení provozovatelé povinni poskytnout Mezinárodnímu úřadu Světové poštovní unie nejméně jednou ročně poštovní údaje. Mezinárodní úřad zachová důvěrnost veškerých jednotlivých poštovních údajů.

Článek 9

Technologická neutralita

1. Výměna dat potřebných pro poskytnutí služeb definovaných v tomto Ujednání se řídí zásadou technologické neutrality, což znamená, že poskytování těchto služeb nezávisí na použití určité technologie.
2. Způsoby provádění poštovních platebních příkazů, včetně podmínek pro jejich podávání, zapisování, odesílání, proplácení a vracení a pro vyřizování reklamací, a lhůta pro předání peněžní částky adresátovi se mohou lišit podle technologie použité pro předání příkazu.
3. Poštovní peněžní služby mohou být poskytovány na základě kombinace různých technologií.

HLAVA II

Obecné zásady a kvalita služby

Článek 10

Obecné zásady

1. Dostupnost prostřednictvím sítě

- 1.1 Poštovní peněžní služby jsou poskytovány určenými provozovateli prostřednictvím jejich sítě (sítí) a/nebo prostřednictvím jakékoli jiné partnerské sítě tak, aby byla zajištěna dostupnost těchto služeb co největšímu počtu uživatelů.
- 1.2 Všichni uživatelé mají přístup k poštovním peněžním službám bez ohledu na existenci jakýchkoli smluvních či obchodních vztahů s určeným provozovatelem.
2. Oddělení peněžních prostředků
 - 2.1 Peněžní prostředky uživatelů jsou odděleny. Tyto prostředky a toky, které vytvářejí, jsou odděleny od jiných prostředků provozovatelů, zejména od jejich vlastních prostředků.
 - 2.2 Vyrovnávání účtů týkající se odměňování mezi určenými provozovateli je odděleno od vyrovnávání týkajícího se prostředků uživatelů.
3. Měna vystavení a výplatní měna poštovních peněžních služeb
 - 3.1 Částka poštovního platebního příkazu se vyjadřuje a vyplácí v měně země určení nebo v jakékoli jiné měně povolené zemí určení.
4. Nemožnost odmítnutí
 - 4.1 Předávání poštovních platebních příkazů elektronickou cestou podléhá zásadě nemožnosti odmítnutí v tom smyslu, že vystavující určený provozovatel nemůže zpochybnit existenci těchto příkazů a vyplácející určený provozovatel nemůže popřít přijetí příkazů, pokud zpráva odpovídá platným technickým normám.
 - 4.2 Nemožnost odmítnutí poštovních platebních příkazů předávaných elektronickou cestou musí být zajištěna technickými prostředky bez ohledu na systém použitý určenými provozovateli.
5. Provádění poštovních platebních příkazů
 - 5.1 Poštovní platební příkazy předávané mezi určenými provozovateli musí být provedeny v souladu s ustanoveními tohoto Ujednání a vnitrostátními právními předpisy.
 - 5.2 V síti určených provozovatelů je částka předaná odesílatelem vystavujícímu určenému provozovateli stejná jako částka vyplacená adresátovi vyplácejícím určeným provozovatelem.
 - 5.3 Výplata adresátovi není vázána na příjem příslušných peněžních prostředků od odesílatele vyplácejícím určeným provozovatelem. Provádí se v souladu s plněním povinností vystavujícího určeného provozovatele, týkajících se záloh nebo rezerv na spojujícím účtu, vůči vyplácejícímu určenému provozovateli.
6. Stanovení sazeb
 - 6.1 Cenu poštovních peněžních služeb stanoví vystavující určený provozovatel.
 - 6.2 Cena může být zvýšena o náklady na kteroukoli fakultativní nebo doplňkovou službu požadovanou odesílatelem.
7. Osvobození od sazeb
 - 7.1 Ustanovení Světové poštovní úmluvy týkající se osvobození od poštovních sazeb pro poštovní zásilky určené pro válečné zajatce a civilní internované osoby se mohou vztahovat na poštovní peněžní služby pro tuto kategorii adresátů.
8. Odměna vyplácejícího určeného provozovatele
 - 8.1 Vyplácející určený provozovatel dostává od vystavujícího určeného provozovatele odměnu za provedení poštovních platebních příkazů.

9. Periodicita vyrovnávání mezi určenými provozovateli
- 9.1 Frekvence vyrovnávání peněžních prostředků vyplacených adresátovi nebo připsaných na jeho účet na vrub odesílatele mezi určenými provozovateli může být odlišná od frekvence při vyrovnávání odměny mezi určenými provozovateli. Vyrovnávání prostředků vyplacených adresátům nebo připsaných na jejich účet se provádí nejméně jednou měsíčně.
10. Povinnost informovat uživatele
- 10.1 Uživatelé mají právo na následující informace, zveřejňované a zpřístupněné všem odesílatelům: podmínky poskytování poštovních peněžních služeb, ceny, poplatky, směnné kurzy a způsoby směny, podmínky přijetí odpovědnosti a adresy informačních a reklamačních služeb.
- 10.2 Přístup k těmto informacím je bezplatný.

Článek 11 **Kvalita služby**

1. Určení provozovatelé se mohou rozhodnout, že budou poštovní peněžní služby označovat prostřednictvím společné značky.

HLAVA III

Zásady vzájemné výměny elektronických údajů

Článek 12 **Součinnost**

1. Sítě
- 1.1 K zajištění výměny dat nezbytných pro provádění poštovních peněžních služeb mezi všemi určenými provozovateli a pro sledování kvality služby používají určení provozovatelé systém elektronické výměny dat (EDI) Světové poštovní unie nebo jakýkoli jiný systém zajišťující součinnost poštovních peněžních služeb v souladu s tímto Ujednáním.

Článek 13 **Zajištění bezpečnosti elektronických výměn**

1. Určení provozovatelé jsou odpovědní za řádné fungování svých zařízení.
2. Elektronický přenos dat musí být zabezpečen, aby byla zajištěna pravost a neporušenost přenášených dat.
3. Určení provozovatelé musejí zajistit bezpečnost transakcí v souladu s mezinárodními normami.

*Článek 14***Sledování a vyhledávání („track and trace“)**

1. Systémy používané určenými provozovateli umožňují sledovat zpracování poštovního platebního příkazu a jeho zrušení odesílatelem až do okamžiku, kdy je příslušná částka vyplacena adresátovi nebo připsána na jeho účet, či případně vrácena zpět odesílateli.

DRUHÁ ČÁST**Pravidla pro poštovní peněžní služby****HLAVA I****Zpracování poštovních platebních příkazů***Článek 15***Podávání, zapisování a předávání poštovních platebních příkazů**

1. Podmínky podávání, zapisování a předávání poštovních platebních příkazů jsou stanoveny v Řádu.
2. Dobu platnosti poštovních platebních příkazů nelze prodloužit. Je stanovena v Řádu.

*Článek 16***Kontrola a uvolnění peněžních prostředků**

1. Po ověření totožnosti adresáta v souladu s vnitrostátními právními předpisy a po ověření správnosti jím poskytnutých informací provede vyplácející určený provozovatel výplatu v hotovosti. U převodové poukázky (hotovost – účet) nebo u převodu se částka připsá na adresátův účet.
2. Lhůta pro uvolnění peněžních prostředků je stanovena ve dvoustranných či mnohostranných dohodách mezi určenými provozovateli.

*Článek 17***Maximální částka**

1. Určení provozovatelé oznámí Mezinárodnímu úřadu Světové poštovní unie maximální částky pro odeslání a přijetí, stanovené podle jejich vnitrostátních právních předpisů.

*Článek 18***Náhrada**

1. Rozsah náhrady
- 1.1 Náhrada v rámci poštovních peněžních služeb zahrnuje celou částku poštovního platebního příkazu v měně vystavující země. Výše náhrady se rovná částce vplacené odesílatelem nebo částce odepsané z jeho účtu. V případě chyby určeného provozovatele s k této částce připočte cena za poštovní peněžní službu.

HLAVA II

Reklamace a odpovědnost

Článek 19

Reklamace

1. Reklamace se přijímají ve lhůtě šesti měsíců ode dne následujícího po dni přijetí poštovního platebního příkazu.
2. Určení provozovatelé jsou v souladu se svými vnitrostátními právními předpisy oprávněni vybírat od zákazníků sazbu za reklamaci poštovních platebních příkazů.

Článek 20

Odpovědnost určených provozovatelů vůči uživatelům

1. Zacházení s peněžními prostředky
- 1.1 Vystavující určený provozovatel je vůči odesílateli odpovědný za částky předané u přepážky nebo odepsané z účtu odesílatele až do okamžiku, kdy je poštovní platební příkaz řádně vyplacen nebo připsán na účet adresáta, nebo kdy jsou peněžní prostředky vráceny odesílateli v hotovosti nebo připsáním na jeho účet.

Článek 21

Povinnosti a odpovědnost určených provozovatelů mezi sebou navzájem

1. Každý určený provozovatel je odpovědný za své vlastní chyby.
2. Podmínky a rozsah odpovědnosti jsou stanoveny v Řádu.

Článek 22

Zproštění odpovědnosti určených provozovatelů

1. Určení provozovatelé nejsou odpovědní:
 - 1.1 v případě zpoždění při provádění služby;
 - 1.2 nemohou-li kvůli zničení údajů týkajících se poštovních peněžních služeb, způsobenému vyšší mocí, doložit provedení poštovního peněžního příkazu, pokud nebyla jejich odpovědnost prokázána jinak;
 - 1.3 jestliže škoda byla způsobena chybou nebo nedbalostí odesílatele, zejména pokud jde o jeho povinnost poskytnout správné informace ve prospěch jeho poštovního platebního příkazu.

ho příkazu, včetně skutečnosti, že odesílané peníze pocházejí z legálních zdrojů a poštovní platební příkaz má legální účel;

- 1.4 v případě zabavení odesílaných peněz;
- 1.5 pokud jde o peněžní prostředky válečných zajatců nebo civilních internovaných osob;
- 1.6 jestliže uživatel neuplatnil reklamaci ve lhůtě stanovené v Řádu;
- 1.7 jestliže uplynula promlčecí lhůta vztahující se na poštovní peněžní služby v zemi vydání.

Článek 23

Výhrady týkající se odpovědnosti

- 1. Ustanovení týkající se odpovědnosti uvedená v článcích 20 až 22 nesmějí být předmětem výhrady, s výjimkou případu dvoustranné dohody.

HLAVA III

Finanční vztahy

Článek 24

Účtovací a finanční pravidla

- 1. Účtovací pravidla
 - 1.1 Určení provozovatelé se řídí účtovacími pravidly formulovanými v Řádu.
- 2. Vyhotovování měsíčních a hlavních účtů
 - 2.1 Vyplácející určený provozovatel vyhotovuje pro každého vystavujícího určeného provozovatele měsíční účet částek vyplacených za poštovní peněžní služby. Měsíční účty se ve stejném intervalu zahrnují do hlavního účtu, který obsahuje zálohy a na jehož základě se stanoví saldo.
- 3. Záloha
 - 3.1 V případě nerovnováhy při výměnách mezi určenými provozovateli platí vystavující určený provozovatel vyplácejícímu určenému provozovateli alespoň jednou měsíčně počátkem zúčtovacího období zálohu. V případě, že zvýšení frekvence vyrovnávání při výměnách zkrátí toto období na méně než jeden týden, mohou se provozovatelé dohodnout, že od zálohy upustí.
- 4. Koncentrovaný účet
 - 4.1. Každý určený provozovatel má zpravidla jeden koncentrovaný účet pro peněžní prostředky uživatelů. Tyto prostředky se používají výhradně pro zúčtování poštovních platebních příkazů vyplacených adresátům nebo pro vracení neuskutečněných poštovních platebních příkazů odesílatelům.
 - 4.2 Zálohy zaplacené vystavujícím určeným provozovatelem se připisují na koncentrovaný účet vyplácejícího určeného provozovatele. Tyto zálohy slouží výhradně pro výplaty adresátům.

- 5. Záruční vklad
- 5.1 V souladu s podmínkami uvedenými v Řádu lze vyžadovat složení záručního vkladu.

Článek 25

Vyrovnávání účtů a clearing

- 1. Centralizovaný clearing
- 1.1 Účty mezi určenými provozovateli se mohou vyrovnávat prostřednictvím zúčtovací banky, v souladu s postupy stanovenými v Řádu. Vyrovnávání se provádí z koncentrovaných účtů určených provozovatelů.
- 2. Dvoustranné vyrovnávání účtů
- 2.1 Fakturace na základě zůstatku hlavního účtu
- 2.1.1 Určení provozovatelé, kteří nejsou členy systému centralizovaného clearing, si obvykle vyrovnávají účty na základě zůstatku hlavního účtu.
- 2.2 Spojovací účet
- 2.2.1 Vedou-li určení provozovatelé účty, mohou si vzájemně otevřít spojovací účet, jehož prostřednictvím se vyrovnávají vzájemné dluhy a pohledávky vyplývající z výměn uskutečňovaných prostřednictvím poštovních peněžních služeb.
- 2.2.2 Pokud vyplácející určený provozovatel nevede účty, může být spojovací účet otevřen u jiné finanční instituce.
- 2.3 Zúčtovací měna
- 2.3.1 Vyrovnávání se provádí v měně země určení nebo ve třetí měně dohodnuté mezi určenými provozovateli.

TŘETÍ ČÁST

Přechodná a závěrečná ustanovení

Článek 26

Výhrady předložené během kongresu

- 1. Není dovolena jakákoli výhrada neslučitelná s cílem a posláním Unie.
- 2. Obecně platí, že jakákoli členská země, jejíž stanoviska ostatní členské země nesdílejí, se pokud možno vynasnaží přizpůsobit názoru většiny. Výhrady by se měly uplatňovat pouze tehdy, je-li to naprosto nezbytné, a musejí být řádně odůvodněné.
- 3. Výhrady k článkům tohoto Ujednání se předkládají kongresu v podobě písemného návrhu v jednom z pracovních jazyků Mezinárodního úřadu v souladu s příslušnými ustanoveními Jednacího řádu kongresů.
- 4. Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy vztahující se k výhradám schváleny předepsanou většinou vyžadovanou ke změně článku, jehož se výhrada týká.

5. Výhrady se obecně uplatňují na základě reciprocity mezi členskou zemí, která je předložila, a ostatními členskými zeměmi.
6. Výhrady k tomuto Ujednání jsou zařazeny do jeho Závěrečného protokolu na základě návrhů schválených kongresem.

Článek 27

Závěrečná ustanovení

1. Ve všem, co není výslovně upraveno tímto Ujednáním, platí v případě potřeby analogicky Úmluva.
2. Na toto Ujednání se nevztahuje článek 4 Ústavy.
3. Podmínky schvalování návrhů týkajících se tohoto Ujednání a jeho Řádu.
 - 3.1 Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy předloženy kongresu a vztahující se k tomuto Ujednání schváleny většinou přítomných a hlasujících členských zemí, účastníků Ujednání, které mají hlasovací právo. Při hlasování musí být přítomna nejméně polovina těchto členských zemí zastoupených na kongresu a majících hlasovací právo.
 - 3.2 Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy vztahující se k Řádu schváleny většinou členů Rady poštovního provozu, kteří mají hlasovací právo a jsou účastníky Ujednání.
 - 3.3 Aby mohly nabýt účinnosti, musejí návrhy předložené mezi dvěma kongresy a vztahující se k tomuto Ujednání získat:
 - 3.3.1 dvě třetiny hlasů za předpokladu, že se hlasování zúčastnila nejméně polovina členských zemí, účastníků Ujednání a majících hlasovací právo, jde-li o doplnění nových ustanovení;
 - 3.3.2 většinu hlasů za předpokladu, že se hlasování zúčastnila nejméně polovina členských zemí, účastníků Ujednání a majících hlasovací právo, jde-li o změny ustanovení tohoto Ujednání;
 - 3.3.3 většinu hlasů, jde-li o výklad ustanovení tohoto Ujednání.
 - 3.4 Nehledě k ustanovení uvedenému v článku 3.3.1 má každá členská země, jejíž vnitřní předpisy jsou dosud neslučitelné s navrhovaným doplněním, možnost učinit písemné prohlášení generálnímu řediteli Mezinárodního úřadu uvádějící, že nemůže toto doplnění přijmout, a to ve lhůtě devadesáti dní ode dne oznámení tohoto připojení.

Článek 28

Nabytí účinnosti a doba platnosti Ujednání o poštovních peněžních službách

4. Toto Ujednání nabude účinnosti dnem 1. ledna 2010 a zůstane v platnosti až do nabytí účinnosti Akt příštího kongresu.

Na důkaz toho podepsali zplnomocněnci vlád smluvních zemí toto Ujednání v jediném vyhotovení, které je uloženo u generálního ředitele Mezinárodního úřadu. Jeho opis bude odevzdán každé straně Mezinárodním úřadem Světové poštovní unie.

Dáno v Ženevě dne 12. srpna 2008.



Vydává a tiskne: Tiskárna Ministerstva vnitra, p. o., Bartůňkova 4, pošt. schr. 10, 149 01 Praha 415, telefon: 272 927 011, fax: 974 887 395 – **Redakce:** Ministerstvo vnitra, nám. Hrdinů 1634/3, pošt. schr. 155/SB, 140 21 Praha 4, telefon: 974 817 289, fax: 974 816 871 – **Administrace:** písemné objednávky předplatného, změny adres a počtu odebíraných výtisků – MORAVIAPRESS s. r. o., U Póny 3061, 690 02 Břeclav, tel.: 516 205 175, e-mail: sbirky@moraviapress.cz. **Roční předplatné** se stanovuje za dodávku kompletního ročníku včetně rejstříku z předcházejícího roku a je od předplatitelů vybíráno formou záloh ve výši oznámené ve Sbírce mezinárodních smluv. Závěrečné vyúčtování se provádí po dodání kompletního ročníku na základě počtu skutečně vydaných částek (první záloha na rok 2015 činí 6 000,- Kč) – Vychází podle potřeby – **Distribuce:** MORAVIAPRESS s. r. o., U Póny 3061, 690 02 Břeclav, celoroční předplatné a objednávky jednotlivých částek (dobírky) – 516 205 175, objednávky – knihkupci – 516 205 175, e-mail – sbirky@moraviapress.cz, zelená linka – 800 100 314. **Internetová prodejna:** www.sbirkyzakonu.cz – **Drobný prodej – Brno:** Ing. Jiří Hrazdil, Vranovská 16, SEVT, a. s., Česká 14; **České Budějovice:** SEVT, a. s., Česká 3, tel.: 387 319 045; **Cheb:** EFREX, s. r. o., Karlova 31; **Chomutov:** DDD Knihkupectví – Antikvariát, Ruská 85; **Kadaň:** Knihařství – Příbíkova, J. Švermy 14; **Liberec:** Podještědské knihkupectví, Moskevská 28; **Olomouc:** Zdeněk Chumchal – Knihkupectví Tycho, Ostružnická 3; **Ostrava:** LIBREX, Nádražní 14; **Otrokovice:** Ing. Kučeřík, Jungmannova 1165; **Pardubice:** ABONO s. r. o., Sportovců 1121, LEJHANEK, s. r. o., třída Míru 65; **Plzeň:** Vydavatelství a nakladatelství Aleš Čeněk, nám. Českých bratří 8; **Praha 3:** Vydavatelství a nakladatelství Aleš Čeněk, K Červenému dvoru 24; **Praha 4:** Tiskárna Ministerstva vnitra, Bartůňkova 4; **Praha 6:** PERIODIKA, Komornická 6; **Praha 9:** Abonentní tiskový servis-Ing. Urban, Jablonecká 362, po-pá 7-12 hod., tel.: 286 888 82, e-mail: tiskovy.servis@top-dodavatel.cz, DOVOZ TISKU SUWECO CZ, Klečákova 347; **Praha 10:** BMSS START, s. r. o., Vinohradská 190, MONITOR CZ, s. r. o., Třebohostická 5, tel.: 283 872 605; **Prerov:** Jana Honková-YAHO-i-centrum, Komenského 38; **Ústí nad Labem:** PNS Grosso s. r. o., Havířská 327, tel.: 475 259 032, fax: 475 259 029, KARTOON, s. r. o., Klíšská 3392/37 – vazby sbírek tel. a fax: 475 501 773, e-mail: kartoon@kartoon.cz; **Zábřeh:** Mgr. Ivana Patková, Žižkova 45; **Žatec:** Jindřich Procházka, Bezděkov 89 – Vazby Sbírek, tel.: 415 712 904. **Distribuční podmínky předplatného:** jednotlivé částky jsou expedovány neprodleně po dodání z tiskárny. Objednávky nového předplatného jsou vyřizovány do 15 dnů a pravidelné dodávky jsou zahajovány od nejbližší částky po ověření úhrady předplatného nebo jeho zálohy. Částky vyšlé v době od zaevidování předplatného do jeho úhrady jsou doposílány jednorázově. Změny adres a počtu odebíraných výtisků jsou prováděny do 15 dnů. **Reklamacce:** informace na tel. číslo 516 205 175. V písemném styku vždy uvádějte IČO (právnícká osoba), rodné číslo (fyzická osoba). **Podávání novinových zásilek** povoleno Českou poštou, s. p., Odštěpný závod Jižní Morava Ředitelství v Brně č. j. P/2-4463/95 ze dne 8. 11. 1995.